



SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

Compte rendu

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 67 affaires.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU JEUDI 31 JUILLET 2014

Monsieur Président soumet à l'approbation des élus le projet des procès-verbaux des conseils des 17 et 31 juillet 2014.

Les procès-verbaux des séances des 17 et 31 juillet 2014 ont été adoptés à l'unanimité.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

N°D2014-309 - 21/07/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à une déclaration préalable pour la construction du poste de refoulement du stade à Sussargues

Objet : Le raccordement des effluents de la commune de Sussargues à la future station d'épuration intercommunale Saint Geniès des Mourgues-Sussargues oblige à la construction d'un poste de refoulement, objet d'une déclaration préalable.

N°D2014-337 - 12/08/14 - Direction des Sports

Décision relative à une convention pour la mise à disposition de locaux et terrains dans les installations sportives de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à titre gratuit

Objet : Dans le cadre de ses compétences, la CAM gère les installations sportives suivantes : le stade Yves du Manoir à Montpellier, le stade Jules Rimet à Sussargues. Dans le cadre de cette gestion, elle met gratuitement ces installations à disposition des différents clubs qui contribuent, au travers du développement de leurs activités sportives, au rayonnement de la Communauté d'Agglomération dans leurs domaines respectifs.

N°D2014-354 - 12/08/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de l'Ecolothèque de Saint Jean de Védas

Objet : Il s'agit de compléter l'acte de création de la régie, en y incluant : "la participation d'organismes sociaux" pour les encaissements, et "le virement sur le compte du régisseur" pour les modes de recouvrements.

N°D2014-358 - 21/07/14 - Direction des Sports

Décision relative à une convention pour la mise à disposition des établissements aquatiques à titre gratuit

Objet : Dans le cadre de ses compétences dans le domaine du Sport, la CAM gère le réseau des piscines. Il convient de répondre avec la plus grande réactivité en vue de la saison sportive 2014-2015, aux demandes d'attribution de créneaux horaires effectuées par les associations.

N°D2014-362 - 21/07/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention d'occupation précaire conclue avec la SERM concernant un local sur Prades le Lez destiné à accueillir la Maison d'Agglomération

Objet : Une convention d'occupation précaire est conclue entre la CAM et la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM). La convention concerne un local sur Prades le Lez afin d'y maintenir la Maison d'Agglomération. La convention porte sur un local de 35,78 m², situé au 75 Route de Mende à Prades le Lez (34430). Elle est consentie pour une durée de 1 an, renouvelable tacitement pour une durée n'excédant pas 1 an sous réserve d'obtenir l'accord de la SERM sur cette prolongation. La redevance annuelle est de 3649.56 € T.T.C à laquelle s'ajoute une provision annuelle de charges de 1502,76 € T.T.C.

N°D2014-365 - 28/07/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la Ligne 2 de tramway - emprise de 237 m² sur la parcelle CD702 à Montpellier

Objet : La CAM acquiert une emprise de 237m² situé 5 rue de Substantion à Montpellier sur la parcelle cadastrée section CD n°702 appartenant au Syndicat des copropriétaires de la résidence « Cassiopée » pour un montant de 36 108 €. Cette acquisition est nécessaire à la régularisation foncière de travaux réalisés dans le cadre de la deuxième ligne de tramway.

N°D2014-370 - 08/07/14 - Direction de la Culture

Décision relative à la donation d'un fonds BARRAL par Mesdames Jacquie Barral et Hélène Martha-Barral

Objet : Compte tenu de la proposition de donation de Mesdames Jacquie Barral et Hélène Martha-Barral concernant un fonds comprenant divers manuscrits, notes, dessins, peintures, livres d'artistes, évoquant Montpellier et sa région, il convient de prendre une décision pour autoriser la signature de la convention concernant ce don. La donation est consentie à titre gracieux. La Communauté d'Agglomération prendra à sa charge les frais liés au déménagement des documents par tranches successives

N°D2014-372 - 07/07/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à l'établissement d'un avenant de transfert au marché n°8.144, dont le CETE Méditerranée est titulaire, pour la réalisation d'une mission OQA(Organisme Qualifié Agréé) en matière d'insertion urbaine pour le bouclage de 4ème ligne de tramway, suite à la création du CEREMA, nouvel établissement public

Objet : La CAM prend acte de la création de l'établissement public le CEREMA (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) qui résulte de la fusion des 8 Centres d'études. Le marché n°8.144 de réalisation d'une mission OQA en matière d'insertion urbaine pour le bouclage de la 4ème ligne de tramway a été attribué au CETE Méditerranée. Il convient de prendre acte du transfert des droits et obligations du CETE Méditerranée, ancien titulaire du marché, au CEREMA, qui devient donc le nouveau titulaire du marché. Cet avenant est sans incidence financière.

N°D2014-376 - 28/07/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3509EA13 - Mission CSPA pour le raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration Maéra

Objet : Un marché n°3509EA13 est passé avec l'entreprise JAUR COORDINATION,- Carcassonne. Ce marché consiste à confier la mission CSPA (Coordination Sécurité et Protection de la santé pour le raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration Maéra. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 mois à compter de l'ordre de service en phase Conception et de 7 mois à compter de l'ordre de service en phase Réalisation. Le montant du marché s'élève à 2 187,00 € H.T. soit 2 624,40€ T.T.C

N°D2014-384 - 08/07/14 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention d'occupation temporaire au profit de la Compagnie Grognon Frères

Objet : La CAM met gratuitement le Théâtre du Hangar à disposition de la Compagnie Grognon Frères du 1er au 31 août 2014 pour y organiser des répétitions.

N°D2014-388 - 11/07/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Le Bal Marionnetique Moderne - Festival des Arts de Vignes

Objet : La Communauté d'Agglomération participe pour un montant de 2 000 € à l'achat du spectacle Le Bal Marionnetique Moderne diffusé le 4 juillet 2014 au Festival Les Arts des Vignes de Sussargues.

N°D2014-390 - 08/07/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une convention concernant le déplacement, l'enfouissement et la dissimulation des réseaux aériens d'ErDF, rendus nécessaires par la réalisation de l'aménagement de voirie des rues de Cholet et de la Castelle (commune de Montpellier).

Objet : La CAM réhabilite et sécurise une partie des rues de Cholet et Castelle à Montpellier dans le cadre de son programme de voirie 2014. Le réseau de distribution électrique aujourd'hui présent en aérien nécessite d'être déplacé au regard de l'aménagement (poteaux à déplacer). Le concessionnaire profite de cette intervention de remise en état de la voie pour enfouir les réseaux ; à cet effet il convient de passer une convention entre la Communauté d'Agglomération et Erdf.

N°D2014-402 - 08/07/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de l'aménagement de l'avenue Georges FRECHE

Objet : L'aménagement de l'avenue Georges FRECHE, anciennement Mas de Rochet, nécessite un échange de parcelles entre la CAM propriétaire de la parcelle cadastrée AV 78, sur la commune de Castelnaud le Lez, et Monsieur MAJUREL et Madame DO NASCIMENTO Epouse MAJUREL propriétaires de la parcelle cadastrée AV 49 sur la commune de Castelnaud-le-Lez. Il sera procédé à cet échange parcellaire sans soulte, au vu de l'évaluation de France Domaines.

N°D2014-403 - 08/09/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en juste " Référé expertise Intercepteur Est tranche 5"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" afin d'introduire une requête en référé expertise, au titre de l'article R.532.1 al.1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal Administratif de Montpellier. Cette mesure s'impose au regard de l'importance et de l'ampleur des travaux de la tranche 5 du programme de réalisation de l'Intercepteur Est, qui consistent en la construction en DN 1200 mm d'une canalisation de transports. Ceux-ci doivent être mise en œuvre par la méthode de microtunnelage.

N°D2014-412 - 06/08/14 - Direction des Sports

Décision relative à une convention d'occupation pour la mise à disposition des établissements aquatiques à titre payant

Objet : Dans le cadre de ses compétences dans le domaine du Sport, la CAM gère le réseau des piscines. Il convient de répondre avec la plus grande réactivité en vue de la saison sportive 2014/2015, aux demandes de location de créneaux horaires effectuées par les associations.

N°D2014-413 - 08/07/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un bail précaire d'un an conclu avec Madame Catherine Roussel, concernant un logement situé au 1577 avenue de Maurin à Montpellier

Objet : Un bail précaire d'un an est conclu avec Madame Catherine Roussel, concernant un logement situé au 1577 avenue de Maurin à Montpellier. Le loyer mensuel sera de 769, 49 € T.T.C, charges comprises, hors abonnements individuels que le locataire doit souscrire.

N°D2014-415 - 15/07/14 - Direction de la Culture

Avenant n°1 au marché n°3334DC13 relatif à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation des marchés multi techniques pour les établissements culturels

Objet : Un avenant n°1 au marché n°3334DC13 relatif à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation des marchés de maintenance multi technique des établissements culturels est conclu avec la société Mott Mac Donald, pour un montant de 6 500 €H.T. Cet avenant concerne l'intégration du musée Fabre au périmètre d'intervention du prestataire, et porte le montant du marché à 45 300 € H.T., soit +16,75% par rapport au montant initial.

N°D2014-419 - 08/07/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au règlement de l'indemnité d'éviction commerciale de l'entreprise SALTEL - parcelle BD n° 301 Commune de Vendargues

Objet : La parcelle cadastrée section BD n° 301, située à Vendargues a été acquise auprès de la SNCF par la Commune de Vendargues, par voie de préemption lors de la mise en œuvre de son droit de priorité. La CAM intervient en qualité de tiers payeur pour le compte de la Commune de Vendargues. A ce titre la CAM doit verser à l'entreprise SARL Transports SALTEL, une indemnité d'éviction commerciale de 130 018 € conformément à l'évaluation de France Domaine.

N°D2014-425 - 11/07/14 - Direction des Sports

Décision relative à l'achat de matériel de motoculture et d'entretien des aires de pelouse - Marché n°3662DS14

Objet : Un marché n°3662DS14 de fournitures et prestations de services est passé avec la société GALLOY 34 Motoculture Vert sise à Montpellier afin d'assurer l'entretien des surfaces sportives (pelouses). Ce marché concerne l'acquisition de 2 tondeuses héliocentrales autotractées (lot 1) pour un montant de 18 360,00 € H.T, d'un aérateur conducteur marchant (lot 2) de 24 200,00 € H.T et d'une tondeuse autoportée (lot 3) de 16 900,00 € H.T. Le marché prend effet à compter de sa notification. Le montant global du marché s'élève à 59 460,00 € H.T.

N°D2014-427 - 11/07/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative aux avenants n°AR50N100106916500 et n°AR50N100107134100 au contrat n°AR50N100106025200 de licence et de service Horoquartz

Objet : Deux avenants au contrat de licence et de service Horoquartz pour le système de gestion dynamique du temps de travail (composé de lecteurs de présence et du logiciel « eTemptation ») sont conclus avec la société HOROQUARTZ sise à PARIS. Ces avenants concernent le système de gestion dynamique du temps de travail installé à la Direction des Ressources Humaines, notamment : Interface et Self Service. Ces avenants prennent effet à leur date de notification et courent jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant annuel des présents avenants cumulés s'élève à 1 847,95 € T.T.C. Le nouveau montant annuel du contrat s'élève donc à 18 434,88 € T.T.C.

N°D2014-432 - 31/07/14 - Direction de la Culture

Décision relative à la convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Accueil d'œuvres dans les ateliers de restauration du Centre Interrégional de Conservation et Restauration du Patrimoine (C.I.C.R.P) pour une étude préalable sur deux tableaux

Objet : Une convention d'accueil d'œuvres dans les ateliers de restauration est passée avec le Centre Interrégional de Conservation et Restauration du Patrimoine (C.I.C.R.P) afin de réaliser l'étude préalable de deux tableaux du musée Fabre de Montpellier à compter de sa date de notification jusqu'au 31/07/2014.

N°D2014-433 - 11/07/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un avenant n° 1 au marché n° 2978RI12 de maintenance logicielle du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un avenant n° 1 au marché n° 2978RI12 de maintenance logicielle du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est conclu avec la société ARCHIMED sise à LILLE. Cet avenant concerne l'acquisition des modules suivants relatifs à la solution logicielle du réseau des médiathèques :

- module Gestion Electronique de Documents (GED), module Ermès Web service, module Ermès Quota.

Cet avenant prend effet à la date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2014, le contrat initial arrivant à terme à cette même date. Le montant annuel du présent avenant s'élève à 2 921,25 € H.T. et ne s'applique qu'à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire. Le nouveau montant annuel du marché est donc compris entre un minimum de 37 673,70 € H.T. et un maximum de 65 000,00 € H.T.

N°D2014-435 - 21/07/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'occupation du domaine public - Conservatoire à Rayonnement Régional - Association Nouveau Sainte Anne

Objet : La CAM autorise par convention l'occupation à titre gratuit, par l'Association du Nouveau Saint-Anne, de locaux situés au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération, dans le cadre des relations de partenariat entre ces deux structures culturelles et afin de permettre l'organisation de la manifestation "Les Nuits de Sainte-Anne" à laquelle participent les orchestres du CRR. Les lieux objets de la présente convention sont situés au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération - 14 rue Lisbonne - 34000 Montpellier,

N°D2014-436 - 05/08/14 - Direction des sports

Décision relative au marché n° 3556DS14 de "Rénovation d'une pelouse synthétique du stade Yves du Manoir à Montpellier"

Objet : Un marché n° 3556DS14 est passé avec la société LAQUET SAS sise à Lapeyrouse Mornay (26). Il concerne la rénovation d'une pelouse synthétique du stade Yves du Manoir à Montpellier. Le délai d'exécution des travaux est de 3 mois à compter de la date fixée par ordre de service. Son montant global est de 475 962, 64 € H.T. soit 571 155, 16 € T.T.C.

N°D2014-441 - 15/07/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COMPUFIRST au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société COMPUFIRST pour une période de 3 mois à compter de sa notification. Cette prorogation supplémentaire permettra à l'entreprise de finaliser son aménagement dans ses futurs locaux sur le parc du Millénaire. A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société COMPUFIRST pour la surface de 178,43 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 2 581,88 euros conformément au tarif applicable à ce jour approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

N°D2014-442 - 24/07/14 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3452DC13 concernant les prestations annexes à la construction de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau le Lez.

Objet : Un marché n°3452DC13 de prestations intellectuelles est passé avec :

- Lot 1 : AMO HQE : PLUS DE VERT 520 avenue Saint Sauveur 34980 Saint Clément de rivièr

- Lot 2 : ECONOMISTE : MARC CUSY 34 place du marché 34750 Villeneuve-lès-Maguelone
- Lot 3 : BUREAU DE CONTROLE : DEKRA INDUSTRIAL SAS LIMOGES cedex 1
- Lot 4 : SONDAGE GEOTECHNIQUE : GEOMECA SUD - - 34400 PEROLS.

Le montant est estimé à 54 538 € H.T, soit 65 445 €T.T.C.

N°D2014-443 - 21/07/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société TAGEOS portant sur des locaux situés au 515 rue Alfred Nobel, Parc du Millénaire à Montpellier

Objet : Un contrat de location d'une durée de 2 ans est signé par la CAM avec la Société TAGEOS. La location porte sur des locaux qui appartiennent à l'Agglomération, et qui sont situés au 515, rue Alfred Nobel à Montpellier. Le loyer annuel est de 38 235, 52 H.T (T.V.A au taux de 20% en vigueur en sus) soit un total de 45 882, 62 € T.T.C et hors charges.

N°D2014-444 - 15/07/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain au profit de Décathlon Montpellier Odysseum - Parcelle cadastrée section RA n°1 - Commune de Montpellier

Objet : La Société Décathlon organise un événement, animé par des associations locales, destiné à faire découvrir au grand public les activités sportives, du 16 au 23 septembre 2014, générant un fort besoin en terme de stationnement. La CAM consent à la société Décathlon, un prêt de terrain à usage de parking à l'occasion de cette manifestation en mettant à disposition à titre gratuit la parcelle cadastrée section RA n° 1, commune de Montpellier.

N°D2014-445 - 08/07/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "École Supérieure des Métiers Artistiques requête n°1402951 TA"

Objet : La défense de la CAM est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1402952-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 11 juin 2014 par l'École Supérieure des Métiers Artistiques (ESMA) contre le titre exécutoire en date du 7 janvier 2013 d'un montant de 833,49 euros émis à son encontre par la Communauté d'Agglomération de Montpellier relatif à la collecte des déchets ménagers et assimilés.

N°D2014-447 - 08/07/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "École Supérieure des Métiers Artistiques - requête n°1402952-5 TA"

Objet : La défense de la CAM est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1402952-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 11 juin 2014 par l'Ecole Supérieure des Métiers Artistiques contre le titre exécutoire en date du 31 décembre 2013 d'un montant de 833,49 euros émis à son encontre par la CAM portant sur la collecte des déchets ménagers et assimilés.

N°D2014-449 - 15/07/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la SNC MONTPELLIER DÉVELOPPEMENT dans la ZAC Garosud extension à Montpellier

Objet : La candidature de la SNC MONTPELLIER DÉVELOPPEMENT est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC ZAC Garosud extension. Elle est candidate à l'acquisition du lot 1C de 18 412 m². La SNC projette que le programme de promotion héberge de 150 à 200 emplois sur site dans 3 ans.

N°D2014-450 - 12/08/14 - Direction des Finances

Décision modificative de la régie de recettes du musée H. Prades à Lattes

Objet : Lors du dernier contrôle de la régie de recettes par le comptable, celui-ci a préconisé la transformation de la régie de recettes en régie de recettes et d'avances. En effet celle-ci encaisse pour compte de tiers, la vente d'objets et d'ouvrages mis en dépôt sur le site. Par ailleurs, il a fallu compléter la liste des encaissements autorisés (location d'audioguide, anniversaire et semaine théâtrale pour les enfants).

N°D2014-452 - 05/08/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3446EA14 de travaux d'aménagement de l'ancienne station d'épuration de Villeneuve les Maguelone en bassin de stockage/restitution

Objet : Un marché de travaux d'aménagement de l'ancienne station d'épuration de Villeneuve-lès-Maguelone en bassin de stockage / restitution est conclu avec la société SADE CGTH sise à VENDARGUES. La durée du marché est de 5 mois dont deux mois de préparation. Le montant des travaux est de 199 872,40 € H.T soit 239 846,88 € T.T.C.

N°D2014-453 - 23/07/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à trois contrats (veille statutaire, point services et maintenance) pour les progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies

Objet : Les contrats suivants sont conclus avec la société BERGER-LEVRAULT sise à LABEGE :

- veille statutaire (assistance fonctionnelle et technique sur les évolutions statutaires de la Fonction Publique Territoriale), point services (assistance fonctionnelle et technique téléphonique) et maintenance informatique.

Ces contrats prennent effet à compter de leur notification et courent jusqu'au 31 décembre 2014. Ils seront renouvelables par reconduction expresse par période de 12 mois du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2016. Les montants annuels de ces contrats s'élèvent à :

- veille statutaire : 4 410,44 € T.T.C, point services : 6 691,56 € T.T.C. et maintenance informatique : 32 654,58 T.T.C.

N°D2014-454 - 23/07/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°3589RI14 de fourniture et maintenance d'une solution de gestion de tags NFC / QR codes et de diffusion de contenus contextualisés, sur terminaux mobiles, avec hébergement et exploitation

Objet : Un marché n° 3589RI14 de fourniture et de maintenance d'une solution de plate-forme de gestion de tags NFC / QR codes et de diffusion de contenus contextualisés, sur terminaux mobiles, avec hébergement et exploitation est conclu avec la société CONNECTHINGS sise à PARIS. L'objectif du présent marché est que chaque mobilier puisse disposer de sa propre page mobile. L'ensemble des pages mobiles sont connectées entre elles de manière transverse et permettent ainsi à l'Agglomération de Montpellier de proposer aux habitants et aux touristes une sorte de portail web mobile contextuel accessible depuis le domaine public en un seul geste et qui apporte la bonne information au bon moment de la bonne manière. Ce marché est conclu pour une durée de 24 mois à compter de sa notification. Le montant du marché à bons de commande est compris entre un minimum de 40 000,00 € H.T. et un maximum de 90 000,00 H.T.

N°D2014-455 - 29/07/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à la vente de 3 véhicules réformés de la Régie de collecte et de valorisation des déchets ménagers

Objet : Trois véhicules de collecte ont été renouvelés en 2014. Il s'agit de deux bennes à ordures ménagères et d'une mini-benne. Les véhicules réformés doivent être vendus. Une proposition d'achat globale, pour 8 000 € H.T a été formulée pour ces trois engins. Trois repreneurs potentiels ont été consultés. La proposition résultante est satisfaisante au vu de l'état des véhicules cédés. Les bennes à ordures ménagères immatriculées et la mini benne sont cédées à la société Languedoc Matériels - 34740 Vendargues.

N°D2014-456 - 21/07/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société CFC DEVELOPPEMENT dans la ZAC Port Marianne - Hippocrate à Montpellier

Objet : La candidature de la société CFC DEVELOPPEMENT est agréée en vue de l'acquisition d'un terrain dans la ZAC Port Marianne - Hippocrate à Montpellier pour la réalisation d'un bâtiment tertiaire à usage d'école. Elle est candidate à l'acquisition du lot E de 4 030 m². L'utilisateur final sera l'école ESGCV qui projette sur le nouveau site un effectif de 30 personnes et 70 intervenants

N°D2014-457 - 21/07/14 - Direction de la Communication

Décision relative à un marché n°3652, concernant la Création et l'exécution graphique de supports de communication pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société KFH à Montpellier. Ce marché concerne la création et l'exécution graphiques de supports de communication pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de la notification jusqu'au 31/12/2014. Le montant minimum du marché s'élève à 50 000 € H.T et le montant maximum à 200 000€ H.T.

N°D2014-458 - 06/08/14 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la Compagnie Théâtrale Francophone - Théâtre du Hangar

Objet : La CAM autorise la Compagnie Théâtrale Francophone à occuper temporairement le Théâtre du Hangar, sis à Montpellier, afin d'y répéter un spectacle. L'occupation est autorisée à titre gratuit pour les périodes des 1er au 19 septembre, 6 au 17 octobre et 3 au 14 novembre 2014 inclus.

N°D2014-459 - 01/08/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIASYS DISTRIBUTION FRANCE dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels

Objet : La candidature de la société DIASYS DISTRIBUTION FRANCE, présentée par la SERM, est agréée en vue de la location du lot C.G 1.4 de 63.35 m² pour une période de 9 ans, dans l'immeuble CAP GAMMA. Son activité est le diagnostic médical in vitro. La société projette un effectif de 7 personnes dans 3 ans.

N°D2014-460 - 01/08/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIGITAL & YOU dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier

Objet : La candidature de la société DIGITAL & YOU, présentée par la SERM, est agréée en vue de la location du lot B02C de 60 m² pour une période de 23 mois, dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire. Son activité est le conseil en systèmes et logiciels informatiques. La société projette un effectif de 10 personnes dans 3 ans.

N°D2014-461 - 01/08/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIASYS TECHNOLOGIES dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels

Objet : La candidature de la société DIASYS TECHNOLOGIES, présentée par la SERM, est agréée en vue de la location des lots CG 1.3, CG 1.2 et CG 2.5 de 211.45 m² pour une période de 9 ans, dans l'immeuble CAP GAMMA à Grabels. Son activité est le diagnostic médical in vitro. La société projette un effectif de 13 personnes dans 3 ans.

N°D2014-462 - 01/08/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au marché n°2124 S 12.01 de maîtrise d'œuvre pour des travaux confortatifs en matière de prévention des incendies des équipements de l'unité de méthanisation AMETYST à Montpellier

Objet : Un avenant au marché n° 2124 S 12.01 de maîtrise d'œuvre est signé avec la société SPK INGENEERING sise à Vaulx en Velin (69). Cet avenant a pour objet d'approuver les études d'avant projet produites par le maître d'œuvre, d'arrêter le coût prévisionnel définitif des travaux et de fixer le prix global et forfaitaire définitif rémunérant le maître d'œuvre. Le coût prévisionnel définitif des travaux sera de 1 041 000,00 € HT le prix global et forfaitaire définitif de la maîtrise d'œuvre est calculé sur 2 années : une partie de ce prix est calculé sur l'année 2013 à un taux de TVA de 19,6% pour un montant de 8 079,90 € et l'autre partie sur l'année 2014 avec un taux de TVA de 20% pour un montant de 9 385,20 € HT. Le montant total sera de 88 150,00 € HT., soit 105 615,10 € TTC. La modification du taux de TVA en janvier va augmenter le montant TTC de 187,70 €.

N°D2014-464 - 01/08/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional de 11 films auprès de l'association ATTITUDE

Objet : Un contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional et de sa consultation à titre individuel, sur demande par les abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération est conclu avec l'Association ATTITUDE. Le contrat est conclu pour une durée de 10 ans pour la somme forfaitaire de 944 euros.

N°D2014-465 - 24/07/14 - Service de Proximité et de Solidarité

Décision relative au marché n°3615PS14 de réfection du sol de la salle de réception des corps du Complexe Funéraire de Grammont de Montpellier.

Objet : Un marché n°3615PS14 de travaux est passé avec la société CLC PEINTURE sise à teyrans. Ce marché concerne la réfection du sol de la salle de réception des corps du Complexe Funéraire de Grammont de Montpellier. Sa durée est de cinq jours. Le montant du marché s'élève à 13999,46 € H.T.

N°D2014-466 - 24/07/14 - Service de Proximité et de Solidarité

Décision relative au marché n°3616PS14 de travaux de réfection du carrelage de la mezzanine et des bureaux de l'administration du Complexe Funéraire de Grammont de Montpellier

Objet : Un marché n°3616PS14 de travaux est passé avec la société SOCAMO SARL. Ce marché concerne la réfection du carrelage de la mezzanine et des bureaux de l'administration du Complexe Funéraire de Grammont de Montpellier. Sa durée est de cinq semaines. Le montant du marché s'élève à 40 300 € H.T.

N°D2014-467 - 29/07/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à la signature d'un marché n°3661GD14 relatif à une mission de contrôle technique portant sur la mise en place d'un système de pré-traitement de l'air issu des BRS, en amont du traitement biologique existant, sur l'unité de méthanisation AMETYST à Montpellier

Objet : Un marché de prestations intellectuelles n°3661GD14 est signé avec la société Bureau Veritas pour une mission de contrôle technique portant sur la mise en place d'un système de pré-traitement de l'air issu des BRS, en amont du traitement biologique existant, sur l'unité de méthanisation AMETYST à Montpellier. Ce marché est d'une durée de 8 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. Le montant de ce marché est de 16 990,00 € H.T.

N°D2014-468 - 15/07/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SARL ARNAUD SPORTS requête n°1403223-4 TA"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête en référé précontractuel n°1403223-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 4 juillet 2014 par la SARL ARNAUD SPORTS tendant à l'annulation de la procédure de passation du marché de travaux « rénovation d'une pelouse synthétique du stade Yves du Manoir ».

N°D2014-469 - 02/09/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une convention d'occupation temporaire, par TaM pour la base vie des travaux du bouclage de la ligne 4, d'un terrain sis sur le site de l'EAI à Montpellier administré par la SAAM, concessionnaire de la Ville de Montpellier

Objet : TaM recherche un site disponible en centre ville pour implanter la base vie nécessaire aux entreprises chargées de réaliser les travaux de bouchage de la 4ème ligne de tramway. La SAAM, titulaire d'une concession d'aménagement, dispose d'un terrain susceptible de convenir dans le secteur de l'EAI. Une convention de mise à disposition temporaire est donc proposée avec la SAAM pour l'occupation de ce terrain, à titre gratuit jusqu'à la mise en service de la ligne 4 (prévue mi 2016).

N°D2014-470 - 23/07/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat de maintenance du logiciel de gestion de planning « Visual Planning » et des modules associés de la gamme Visual Planning

Objet : Un contrat de maintenance informatique est conclu avec la société SABATIER GÉOLOCALISATION sise à SAINT-AUNES. Ce contrat concerne les licences du logiciel de gestion de planning VISUAL PLANNING et les modules associés de la gamme VISUAL PLANNING, installés à la régie de collecte des déchets ménagers.

Ce contrat prend effet à compter de sa date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 1 836,00 € T.T.C.

N°D2014-472 - 14/08/14 - Service de Proximité et de Solidarité

Décision relative au contrat de maintenance du dispositif de contrôle des cercueils et des corps du crématorium des Services Funéraires

Objet : Un contrat de maintenance du dispositif de contrôle des cercueils et des corps du crématorium des Services Funéraires est souscrit auprès de la société VISIOM, sise à Antony (92). Le montant annuel de ce contrat s'élève à 3 566€ H.T, soit 10698€ H.T pour trois ans.

N°D2014-473 - 23/07/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat de service de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité FAST

Objet : Un contrat de service de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité FAST est conclu avec la société CDC FAST sise à PARIS. Ce contrat concerne un certificat pour un serveur destiné à l'authentification en adéquation avec le référentiel général de sécurité, pour la transmission par voie électronique des délibérations et des actes individuels relatifs à la fonction publique, à la Préfecture de la Région Languedoc-Roussillon. Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une période de 1 an. Il sera ensuite renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 540,00 € T.T.C.

N°D2014-474 - 29/07/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un marché n°3637GD14 de mission prévention sécurité-santé dans le cadre de la mise en place d'un système de prétraitement de l'air sur l'usine de méthanisation AMETYST

Objet : Un marché de prestations intellectuelles n°3637GD14 est signé en vue de confier à la société NOVICAP sise à Lyon cedex 03, la mission de prévention sécurité-santé dans le cadre de mise en place d'un système de prétraitement de l'air sur l'usine de méthanisation AMETYST. Le marché est d'une durée prévisionnelle de 8 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. Son montant est de 25 400,00 €H.T.

N°D2014-475 - 01/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la convention n° 34 14 0017 (01) de mise à disposition de la SAFER Languedoc Roussillon des parcelles CC 4 - Commune de Lattes et SR n° 6, 7 ; SS n° 9, 10, 11, 30, 32 ; SV n° 2, 3, 44, 45, 46 ; SO 34 ; SP 73 ; SN 45 ; ST 58, 60, 76 - Commune de Montpellier

Objet : Une convention de mise à disposition de la SAFER LR concernant diverses parcelles sur les communes de Lattes et Montpellier a été autorisée par décision n°2014-299 en date du 28/05/2014, pour une durée de 3 campagnes (soit jusqu'en 2016) et ce moyennant une redevance annuelle de 4 760 €, soit 220 € de plus que précédemment. Suite à une erreur matérielle, une parcelle (SS n° 30 Commune de Montpellier) avait été omise dans la convention. Il convient d'annuler et de remplacer cette précédente pour corriger cette erreur.

N°D2014-476 - 23/07/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat n°3493 de maintenance du progiciel de topographie COVADIS 2D/3D

Objet : Un contrat de maintenance informatique est conclu avec la société GEOMEDIA SAS sise à BREST. Ce contrat concerne 6 licences du progiciel de topographie COVADIS 2D/3D installées à la Direction de l'Eau et de l'Assainissement. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 1 800,00 € T.T.C.

N°D2014-477 - 01/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux relative à la réalisation d'une extension du réseau public d'eau potable

Parcelle AV n° 62 - Ancien chemin de Montpellier à Grabels - Commune de Grabels

Objet : Convention d'occupation temporaire pour travaux d'une durée de deux mois sur la parcelle AV 62 – Commune de Grabels, nécessaire à la mise en œuvre des travaux d'extension du réseau d'eau potable. Convention consentie et acceptée à titre gratuit.

N°D2014-478 - 01/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention de servitude en tréfonds d'une canalisation publique d'eau potable - Parcelle AV n° 62 - Ancien chemin de Montpellier à Grabels - Commune de Grabels

Objet : Servitude de tréfonds pour une canalisation d'eau potable sur la parcelle AV 62 – Commune de Grabels, nécessaire à l'extension du réseau public d'eau potable et à la pose d'un poteau incendie. Emprise de 345m² pour une contenance totale de 19 798m². Servitude consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 690 €.

N°D2014-479 - 01/08/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à la résiliation du marché de maîtrise d'œuvre n°3.165 pour la réalisation d'un parking d'échanges en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson.

Objet : Pour des raisons de contraintes budgétaires, il a été décidé d'abandonner le projet de réalisation du parking en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson. Par suite, il convient de résilier, le marché de maîtrise d'œuvre n°3.165 passé pour cet ouvrage dans le cadre de l'opération 3ème ligne de tramway. Ce marché a été attribué au groupement conjoint Boyer-Percheron-Assus (mandataire) / P3G Ingénierie / Terrell, pour un montant provisoire de 752.125,00 € HT. Cette résiliation pouvant entraîner le versement d'une indemnité contractuelle de l'ordre

de 8000 € H.T.

N°D2014-480 - 01/08/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à la résiliation du marché n°3.173 portant sur une mission de coordination des Systèmes de Sécurité Incendie, en phases études et réalisation, pour l'opération de construction d'un parking d'échanges en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson

Objet : Pour des raisons de contraintes budgétaires, il a été décidé d'abandonner le projet de construction d'un parking en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson. Par suite, il convient de résilier le marché n°3.173 portant sur une mission de coordination des Systèmes de Sécurité Incendie, en phases études et réalisation. Ce marché a été conclu avec la société AISSE Conseils, pour un montant global et forfaitaire de 9 162,79 € H.T. Cette résiliation pouvant entraîner le versement d'une indemnité contractuelle de l'ordre de 350€ H.T.

N°D2014-481 - 01/08/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à la résiliation du marché n°3.172 portant sur une mission de contrôle technique « Equipements électriques et bâtiment », pour l'opération de construction d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson

Objet : Pour des raisons de contraintes budgétaires, il a été décidé d'abandonner le projet de réalisation d'un parking ouvrage sur le pôle d'échanges de la Mosson. Par suite, il convient de résilier le marché n°3.172 portant sur une mission de contrôle technique « Equipements électriques et bâtiment » pour cette opération. Ce marché a été conclu avec la société DEKRA Industrial SAS, pour un montant global et forfaitaire de 50 070 € H.T. Cette résiliation pouvant donner lieu au versement d'une indemnité contractuelle de l'ordre de 2200 € H.T.

N°D2014-482 - 01/08/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à la résiliation du marché n°3.174 portant sur une mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS), en phases études et réalisation, pour l'opération de construction d'un parking d'échanges en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson

Objet : Pour des raisons de contraintes budgétaires, il a été décidé d'abandonner le projet de réalisation d'un parking en ouvrage au pôle d'échanges de la Mosson. Par suite, il convient de résilier, le marché n°3.174 portant sur une mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS), en phases études et réalisation, pour cette opération. Ce marché a été conclu avec la société QUALICONSULT SECURITE, pour un montant global et forfaitaire de 13 480 € H.T. Cette résiliation pouvant donner lieu au versement d'une indemnité contractuelle de l'ordre de 600 € H.T.

N°D2014-483 - 01/08/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société MST dans le lotissement Marcel Dassault à Saint Jean de Védas

Objet : La candidature de la société MST, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), est agréée en vue de l'acquisition dans le lotissement Marcel Dassault du lot 26 de 1 800 m². L'utilisateur final sera la société RENAISSANCE SINISTRES (société de nettoyage après sinistres). L'entreprise projette un effectif de 10 emplois sur site dans 3 ans.

N°D2014-484 - 07/08/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3563EA14 pour la réalisation de deux forages pour la fourniture en eau d'irrigation du mas Saint Albert à Lattes

Objet : Un marché n°3563EA14 relatif à la réalisation de deux forages pour la fourniture en eau d'irrigation du mas Saint Albert à Lattes est attribué à AQUAFORAGE, sise à ELNE (66). Le montant du marché s'élève à 28 872,90 € H.T, soit 36 647,48 € T.T.C.

N°D2014-486 - 05/08/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché 3628EA14 de dévoiement du collecteur unitaire du "Ruisseau des Vaches", Rue Boussinesq sur la commune de Montpellier

Objet : Un marché de dévoiement du collecteur unitaire du "Ruisseau des Vaches", Rue Boussinesq sur la commune de Montpellier est passé avec l'entreprise SADE sise à VENDARGUES. Le début d'exécution du marché part de la date fixée par ordre de service et le délai d'exécution des travaux est de 14 semaines dont 3 à 5 semaines maximum de préparation. Le montant des travaux s'élèvent à 316 792,80 € T.T.C soit 298 792,80 € T.T.C pour la variante numéro 2 et 18 000,00 € T.T.C pour la prestation supplémentaire.

N°D2014-487 - 12/08/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession de deux Blackberry et d'un Iphone sans usage

Objet : La CAM cède à l'Hôtel des Ventes, Chemin de Poutingon à Montpellier, deux Blackberry 9720 NOI GC modèle RFU81UW état neuf ainsi qu'un Iphone 4-16 GB. Le prix des cessions résultera des ventes aux enchères.

N°D2014-488 - 01/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle RI n° 4-1372B, Rue des Marels - Commune de Montpellier

Objet : La CAM conduit une procédure d'acquisition d'une unité foncière contenant notamment la parcelle cadastrée section RI n° 4 - Commune de Montpellier. Il conviendra, dès la signature de l'acte d'acquisition, de procéder à la démolition de l'ensemble des bâtiments avant toute occupation illégale.

N°D2014-489 - 06/08/14 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la Compagnie Théâtre au Présent au Théâtre du Hangar

Objet : Le Théâtre du Hangar est gratuitement mis à disposition de la Compagnie Théâtre au Présent pour y organiser des répétitions du 18 au 30 septembre 2014 inclus.

N°D2014-490 - 22/07/14 - Direction des Transports et de la Voirie

TRAMWAY- BOUCLAGE ligne 4 - Résiliation du marché n°08.862.012. portant sur des prestations de conseil en communication, et de définition de la stratégie pour la promotion et l'évènementiel de la 5ème ligne de tramway

Objet : Le marché 8.862.012, portant sur des prestations de conseil en communication, et de définition de la stratégie pour la promotion et l'évènementiel de la 5ème ligne de tramway, a été notifié au groupement solidaire constitué des sociétés SENS INEDIT (mandataire) / SPIDER CORP / TOSCANE PROD le 15 novembre 2013. Ce marché est un marché à bons de commande, avec un minimum de 300.000 Euros HT et un maximum de 1.000.000 Euros H.T. Compte tenu de la décision de différer l'engagement, prévu initialement en 2015, des travaux de la 5ème ligne, hors bouclage de la 4ème ligne, le montant minimum du marché ne pourra en aucun cas être atteint. Il convient dès lors de résilier ce marché ; cette résiliation pouvant donner lieu au paiement d'une indemnité contractuelle d'environ 13.000 € HT, hors toute demande indemnitaire réclamationnaire.

N°D2014-491 - 28/08/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un avenant au marché 3158GD12 de Mission de contrôle externe de mise en œuvre la couverture définitive de l'ISDnd de CASTRIES - Essais de la perméabilité

Objet : Un avenant au marché 3158GD12 doit être signé avec la société BURGEAP – Région Sud-Est sise à Avignon (84). La planification des travaux de couverture définitive du casier n°1 a été modifiée pour tenir compte des apports non réguliers en matériaux argileux. Il est nécessaire de prolonger d'un an le délai d'exécution de la mission de contrôle de la mise en œuvre de la couverture. Le marché prendra fin le 30 septembre 2015. Le montant du marché est inchangé.

N°D2014-492 - 23/07/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à la signature d'un bail de courte durée visant à louer un local technique

Objet : Un bail de courte durée ne pouvant pas excéder vingt-quatre (24) mois est conclu avec la société Zayo France sise à Paris. Ce bail concerne la location d'un espace de 2 m² dans le local technique de type « centre de données » (data center) adapté à l'hébergement sécurisé des données informatiques de la collectivité au sein de l'ensemble immobilier situé à Montpellier. La durée de ce bail est fixée à 12 mois et commencera le 01 Aout 2014 pour se terminer le 31 juillet 2015. Le bail pourra être renouvelé sans toutefois que la durée totale du bail ne puisse excéder vingt-quatre (24) mois. Le loyer annuel de ce bail est fixé à 12 000 euros H.T. Les frais de mise en service, payables une seule fois au commencement du bail sont fixés à 4 500 euros H.T.

N°D2014-493 - 02/09/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ERBA DIAGNOSTICS FRANCE dans les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier

Objet : La candidature de la société ERBA DIAGNOSTICS FRANCE est agréée en vue de la location dans les Ateliers Relais du Millénaire. Son activité est la conception, la fabrication, l'adaptation, la recherche et le développement d'appareils et instruments à usage médical. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot MA de 637 m² pour une période de 23 mois. La société projette un effectif de 20 personnes dans 3 ans.

N°D2014-494 - 01/08/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NELIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société NELIS pour une période de 6 mois, pour la surface de 89,09 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NELIS s'élève à 1 289,13 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

N°D2014-495 - 01/08/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société MENTA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société MENTA pour une période de 6 mois. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 89,76 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 298,82 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

N°D2014-496 - 01/08/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EXPERNOVA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société EXPERNOVA pour une période de 6 mois. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 88,11 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 274,95 €

conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

N°D2014-498 - 22/07/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "Syndicat des commerçants des halles et marchés de Montpellier Région"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°13011350-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 14 mars 2013 par le Syndicat des commerçants des Halles et Marchés de Montpellier-Région contre la décision du 14 janvier 2013 par laquelle le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a refusé de soumettre au conseil communautaire une délibération en vue d'abroger la délibération du 29 novembre 2011 par laquelle la Communauté d'Agglomération de Montpellier a modifié le niveau de la première tranche de base minimum et institué une deuxième tranche de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE).

N°D2014-499 - 25/08/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Signature du marché 3676bisGD14 relatif aux travaux de ferronnerie dans les déchèteries de l'Agglomération de Montpellier

Objet : Dans l'attente de l'attribution de l'appel d'offres en cours de publicité relatif aux travaux de réparation et d'entretien en ferronnerie des déchèteries de l'Agglomération de Montpellier, il convient de passer un marché sur procédure adaptée d'une durée de 6 mois pour un montant inférieur à 50 000 € H.T permettant d'assurer les interventions d'urgences ou de sécurité pour le bon fonctionnement des installations. Un marché n° 3676bisGD14 de travaux est passé avec la société ALBAKA. Ce marché concerne des petits travaux urgents de réparation en ferronnerie. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois. Le montant du marché s'élève à 26 843,44 € H.T, soit 32 212,12 T.T.C.

N°D2014-500 - 31/07/14 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3639DC14 relatif aux projections de films en plein air dans 31 communes de l'Agglomération de Montpellier dans le cadre de la manifestation "L'Agglo fait son cinéma"

Objet : Un n°3639DC14 relatif aux projections de films en plein air dans 31 communes de l'Agglomération de Montpellier dans le cadre de la manifestation "L'Agglo fait son cinéma" est conclu à prix mixte avec la société DECIPRO sise à Montpellier, pour un montant forfaitaire de 41 540 € H.T., et un montant estimatif de 7 020 € H.T.

N°D2014-502 - 31/07/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat n°PRS-140395 d'assistance et de maintenance du logiciel d'archivage AVENIO

Objet : Un contrat d'assistance et de maintenance informatiques est conclu avec la société DI'X sise à AVIGNON. Ce contrat concerne les licences du logiciel de gestion d'archivage AVENIO installées au Centre de Documentation et des Archives de la Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant de ce contrat s'élève à 800 € H.T et 960,00 € T.T.C.

N°D2014-503 - 02/09/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société LCKC dans la ZAC Garosud extension à Montpellier

Objet : La candidature de la société LCKC est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC Garosud extension. Elle est candidate à l'acquisition du lot 18 de 2 377 m². L'entreprise projette un effectif de 6 emplois sur site dans 3 ans.

N°D2014-504 - 30/07/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Montferrier Sur Lez - Mise à 2x2 voies de la route départementale 65 - Construction de l'ouvrage de franchissement du giratoire Agropolis - Mission de Diagnostic Géotechnique

Objet : Le Département de l'Hérault construit actuellement un ouvrage d'art de franchissement du giratoire Agropolis à Montferrier-sur-Lez, dans le cadre de la mise à 2x2 voies de la route départementale 65. L'ouvrage prévoit un chargement des terrains à proximité de la canalisation d'eau potable DN 1400 qui alimente la station de potabilisation d'Arago à Montpellier. Les services du Département ont, en accord avec la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, défini des dispositions constructives permettant de s'assurer de la pérennité de la canalisation. Il convient de s'assurer, pendant la phase de chantier correspondante à la réalisation des fondations spéciales (inclusions rigides puis de chargement des sols), que les dispositions de construction sont respectées. Une mission de diagnostic géotechnique est à conclure en ce sens. Un marché n°3750EA14 de Mission de Diagnostic Géotechnique est passé avec l'entreprise CEBTP sise à Jacou, sans mise en concurrence et sans publicité en application de l'article 146 dernier alinéa. Sa durée est de 5 mois. Le montant du marché s'élève à 19 023 € H.T.

N°D2014-505 - 01/08/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à la déclaration sans suite du marché n°8.147 « Contrôles extérieurs de réseaux humides » pour la 5ème ligne de tramway permettant le bouclage de la ligne 4

Objet : Une consultation est en cours pour le marché n°8.147, portant sur des prestations de contrôles extérieurs pour les travaux de déviations de réseaux humides et d'assainissement de surface de la 5ème ligne de tramway de Montpellier et du Bouclage de la Ligne 4. Il s'agit d'un marché à bons de commande, avec un montant minimum

de 300 000 € HT et un montant maximum de 600 000 € HT.

Or il a été décidé de différer la réalisation de la Ligne 5 et de poursuivre le Bouclage de la Ligne 4.

Dans ces conditions, le montant minimum du marché ne pourra pas être atteint. Il convient donc de déclarer la consultation sans suite en application de l'article 166 susvisé du Code des marchés publics, après avis favorable de la CAO du 10 juin 2014.

N°D2014-506 - 01/08/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à la déclaration sans suite de la consultation pour le marché n°3.84DEF, portant sur les assurances pour la réalisation d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson

Objet : Il s'agit de déclarer sans suite la procédure relative à l'attribution du marché n°3.84DEF, lancée selon une procédure adaptée ouverte, portant sur les assurances du parking Mosson en ouvrage, suite à l'abandon du projet de parking en raison de contraintes budgétaires.

N°D2014-507 - 01/08/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à la déclaration sans suite de la consultation relative au marché n°3.A01 portant sur les travaux de construction d'un parking d'échanges en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson

Objet : Il s'agit de déclarer sans suite la procédure relative à l'attribution du marché n°3.A01, lancée selon une procédure négociée restreinte, portant sur les travaux de construction du Parking en ouvrage sur l'emplacement de l'actuel pôle d'échanges de la Mosson, suite à l'abandon du projet de parking en raison de contraintes budgétaires.

N°D2014-508 - 25/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au marché de prestations intellectuelles concernant la réalisation d'études "Voiries et Réseaux Divers" dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" sur la Commune de Lattes

Objet : Le mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" a pour objet de mandater la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) pour réaliser les études préalables à l'aménagement de ce site situé sur la Commune de Lattes. Ces études prendront en compte les projets des grands réseaux d'infrastructures environnants (Construction de l'A9b et du Contournement Ferroviaire Nîmes Montpellier (CNM), requalification de l'A9 a, RD132, projet de contournement nord de Lattes). Dans ce cadre il s'agit d'autoriser la SAAM à contracter le marché "Voiries et Réseaux Divers" avec la Société SITEMODES SAS dont le siège social est situé à Lyon. Le marché prend effet à compter de sa notification au groupement. Le montant du marché s'élève à 11 702,50 € H.T, soit 14 043 € T.TC.

N°D2014-509 - 25/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au marché de prestations intellectuelles concernant la réalisation du diagnostic "Faune, Flore et Habitats" dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" sur la Commune de Lattes

Objet : La Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) est mandaté pour réaliser les études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" situé sur la Commune de Lattes. Ces études prendront en compte les projets des grands réseaux d'infrastructures environnants (Construction de l'A9b et du Contournement Ferroviaire Nîmes Montpellier (CNM), requalification de l'A9 à, RD132, projet de contournement nord de Lattes). Dans ce cadre il s'agit d'autoriser la SAAM à contracter le marché concernant la réalisation du diagnostic "Faune, Flore et Habitats" avec la Société "Biotopie" située à Mèze. Le marché prend effet à compter de sa notification au groupement. Le montant du marché s'élève à 9 012,00 € T.T.C

N°D2014-510 - 06/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au marché de prestations intellectuelles concernant la réalisation d'études "Hydrauliques" dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" sur la Commune de Lattes

Objet : La Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) est mandatée pour réaliser les études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" sur la Commune de Lattes. Ces études prendront en compte les projets des grands réseaux d'infrastructures environnants (Construction de l'A9b et du Contournement Ferroviaire Nîmes Montpellier (CNM), requalification de l'A9 a, RD132, projet de contournement nord de Lattes). Dans ce cadre il s'agit d'autoriser la SAAM à contracter le marché d'études "Hydrauliques" avec la Société "ANTEA GROUP dont le siège social est situé à Olivet (45). Le marché prend effet à compter de sa notification au groupement. Le montant du marché s'élève à 25 824,00 € T.T.C. La durée du marché est de 24 mois non reconductible.

N°D2014-511 - 06/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au marché de prestations intellectuelles concernant la réalisation des études "Mobilité et Trafic" dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" sur la Commune de Lattes

Objet : La Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) est mandatée pour réaliser les d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" sur la Commune de Lattes. Ces études prendront en compte les projets des grands réseaux d'infrastructures environnants (Construction de l'A9b et du Contournement Ferroviaire Nîmes Montpellier (CNM), requalification de l'A9 à, RD132, projet de contournement nord de Lattes). Dans ce cadre il s'agit d'autoriser la SAAM à contracter le marché d'études "Mobilité et Trafic" avec la Société INGEROP Conseil et Ingénierie dont le siège social est situé à Courbevoie (92). Le marché prend effet à compter

de sa notification au groupement. Le montant du marché s'élève à 15 775 € HT soit 18 930,00 € T.T.C. La durée du marché est de 24 mois non reconductible.

N°D2014-513 - 01/08/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SA ARCADES AUTOMOBILES, requête n°1403466-4"

Objet : La défense de la CAM est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1403466-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 11 juillet 2014 par la SA ARCADES AUTOMOBILES tendant à l'annulation de l'opposition à tiers détenteur du 25 juin 2014 émis à son encontre par le Centre des finances publiques Montpellier et ce, consécutivement à l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille du 17 juin 2013.

N°D2014-517 - 31/07/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au contrat n°1310-5477 de maintenance du logiciel de modélisation et de gestion des données géographiques du Système d'Informations Géographiques FME (version française)

Objet : Un contrat de maintenance est conclu avec la société VEREMES sise à SAINT-ESTEVE. Ce contrat concerne la licence du logiciel de modélisation et de gestion des données géographiques du Système d'Informations Géographiques FME (version française) installée à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat. Ce contrat prend effet à compter de sa date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2016. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 1 872,00 €T.T.C.

N°D2014-518 - 01/08/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SARL FG AUTO"

Objet : La défense de la CAM est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier suite au dépôt de l'assignation par la SARL FG AUTO tendant à indemnisation pour préjudice commercial consécutivement à la construction de la ligne n°3 du tramway.

N°D2014-519 - 08/08/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3665CG14 de mission d'audits externes pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché de mission d'audits externes pour la CAM est conclu pour l'audit de l'association "société de protection des animaux" avec la société A2A CONSEIL sise à MARSEILLE pour un montant estimatif de 20 214,00 € T.T.C, 37 645 € H.T. Le délai maximum d'exécution est de 3 mois

N°D2014-526 - 08/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelle section BL n° 112 - Commune de Castelnau le Lez

Objet : Schéma directeur d'assainissement - Servitude pour canalisation eaux usées – Collecteur Est – Secteur Navitau - parcelle BL n° 112 Castelnau-le-Lez. Servitude consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 8 352€.

N°D2014-527 - 11/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Castelnau le Lez - Terrain section BL n° 112

Objet : Autorisation d'occupation temporaire des terrains nécessaires à la réalisation des travaux d'assainissement : création de l'intercepteur Est et traversée du Lez au Nord de la Commune de Castelnau le Lez – Secteur du Moulin de Navitau.

N°D2014-532 - 11/09/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location avec la société EDES, portant sur un local situé au 515 rue Alfred Nobel Parc du millénaire à Montpellier, parcelle cadastrée RX 32

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier conclut avec la société EDES un contrat de location d'une durée d'un an renouvelable une fois. La location concerne un local situé au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier. La convention est consentie pour un loyer annuel de 7 326,60 € H.T soit 8 791,92 € T.T.C, et une provision annuelle pour charge de 2 170 € H.T.

N°D2014-533 - 12/08/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "EUROFINS IPL SUD"

Objet : La défense de la CAM est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1403563-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 23 juillet 2014 par la société EUROFINS IPL SUD contre le commandement de payer reçu le 10 juin 2014 et, par voie d'exception, le titre exécutoire du 12 décembre 2013 émis par la CAM mettant à la charge de la société EUROFINS IPL SUD la somme de 60 627,51 euros dans le cadre d'un marché public de prélèvements et analyses d'échantillons d'eau, de sols, de boues et de sédiments.

N°D2014-534 - 12/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AX n° 111 et à l'aliénation des parcelles AX n° 125 et 126 - Commune de Castelnau le Lez

Objet : Acquisition par la CAM de la parcelle cadastrée section AX 111 – Commune de Castelnau-le-Lez et vente des parcelles cadastrées section AX n° 125 et 126, même commune. La valeur vénale de chaque lot, évaluée par France Domaine, est de 875€. La transaction s'effectuera sans soulte et à frais partagés.

N°D2014-539 - 06/08/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "société SEDES"

Objet : La défense de la CAM est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°14MA02146 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par la société SEDES le 21 mai 2014 contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 4 avril 2014 condamnant la SARL A+, la SARL SEDES, la SARL ATE et la SARL ARTEBA à verser la somme de 490 088,88 € à la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des désordres subis dans le cadre d'un marché de réfection de la surface de jeu du stade Yves du Manoir à Montpellier.

N°D2014-541 - 06/08/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SOCIETE ATE requête n°14MA02662 CAA"

Objet : La défense de la CAM est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°14MA02146 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par la société ATE le 6 juin 2014 contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 4 avril 2014 condamnant la SARL A+, la SARL SEDES, la SARL ATE et la SARL ARTEBA à verser la somme de 490 088,88 euros à la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des désordres subis dans le cadre d'un marché de réfection de la surface de jeu du stade Yves du Manoir à Montpellier.

N°D2014-544 - 06/08/14 - Contrôle de Gestion

Décision relative à un marché n°3694CG14 de prestations intellectuelles pour l'analyse de la situation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Le budget de la CAM est composé d'un budget principal et de cinq budgets annexes (eau, assainissement, services funéraires, eau brute, service public assainissement non collectif). Le budget principal 2014 (budget primitif) s'établit à 780 M € (453,9 M€ en fonctionnement et 326,6 M€ en investissement). Dans un contexte financier de plus en plus tendu, les élus nouvellement installés souhaitent avoir une appréciation de la situation financière de la Communauté d'Agglomération au 1 janvier 2014, de ses marges de manœuvre (capacité, gisements d'économie de fonctionnement) et de sa capacité d'investissement à l'horizon 2020. Cette étude est aussi l'occasion de mettre en perspective la situation de la collectivité avec les mesures à venir dans le cadre de la mise en œuvre du pacte de stabilité. Un marché n°3694CG14 de prestations intellectuelles est passé avec la société FCL Gérer La Cité ayant son siège social à PARIS. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 mois. Le montant du marché s'élève à 22 650.00 € H.T.

N°D2014-545 - 11/08/14 - Direction du Contrôle de gestion

Décision relative à un marché n°3683CG14 d'étude financière et technique de la délégation de service public "exploitation transport" pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché d'étude financière et technique de la délégation de service public "exploitation transport" pour la CAM est conclu avec la société ADE TRANSPORT sise à HOUILLES (78800). Le marché est décomposé en :

- une tranche ferme - analyse de la performance d'exploitation, analyse de l'organisation des moyens, analyse de l'organisation de la relation clientèle, analyse de l'organisation de la maintenance et du GER, analyse financière, appréciation de la politique tarifaire. Le délai maximum de cette tranche est de 4 mois.

- une tranche conditionnelle - projections financières - dont le délai maximum est de 4 mois. Les délais partent pour la tranche ferme à compter de la date de notification. Le montant estimatif du marché est de 57 960.00 € T.T.C, dont 43620.00 € T.T.C pour la tranche ferme et 14340.00 € T.T.C pour la tranche conditionnelle.

N°D2014-546 - 01/08/14 - Direction des Finances

Décision relative à un marché n°3711DF14 d'accompagnement de la collectivité pour l'évaluation technico-financière des charges transférées dans le cadre du passage en métropole

Objet : Un marché d'accompagnement de la collectivité pour l'évaluation technico-financière des charges transférées dans le cadre du passage en métropole est conclu avec la société CALIA CONSEIL sise à PARIS. Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la notification du marché. Le montant estimatif du marché est de 72513.60 € T.T.C.

N°D2014-548 - 10/09/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au marché de prestations intellectuelles concernant la réalisation de la mission "Géomètre" dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" sur la Commune de Lattes.

Objet : Le mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" a pour objet de mandater la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) pour la réalisation des études préalables à l'aménagement de ce site situé sur la Commune de Lattes. Ces études prendront en compte les projets des grands réseaux d'infrastructures environnants (Construction de l'A9b et du Contournement Ferroviaire Nîmes Montpellier (CNM), requalification de l'A9 a, RD132, projet de contournement nord de Lattes).

Dans ce cadre il s'agit d'autoriser la SAAM à contracter le marché concernant la mission "Géomètre" avec la "SARL Relief GE". Le montant du marché s'élève à 42 000 € T.T.C

N°D2014-550 - 12/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Avenant n° 1 à la convention du 19 Août 2013 portant constitution d'une servitude de tréfonds pour le réseau souterrain d'électricité - Domaine de Viviers - Parcelles section C n° 1245 - 1243 - 829 - 420 - 419 -

417 - Commune de Teyran

Objet : Avenant n° 1 à la convention du 19 Août 2013 relative à la constitution d'une servitude de passage du réseau électrique nécessaire au raccordement en électricité de différentes parcelles constituant une partie du domaine de Viviers

N°D2014-551 - 12/08/14 - Direction des Finances

Création d'une sous-régie de recette auprès de la Médiathèque Centrale d'Agglomération Emile Zola

Objet : Afin de répondre à la demande du public qui désire s'abonner au réseau des médiathèques, lors d'événementiels tels que l'Antigone des Associations et la Comédie du Livre, la création d'une sous-régie de recettes "hors les murs" est demandée. Celle-ci a été approuvée par le comptable.

N°D2014-552 - 25/08/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à l'attribution du marché n°3763TV14 de préparation à la mise au design « multiligne » de 2 rames de tramway Citadis 302

Objet : Il s'agit d'attribuer à la société TAM le marché n°3763 TV 14 portant sur la préparation de la mise au design « multiligne » de 2 rames de tramway Citadis 302. Il s'agit d'un marché à procédure adaptée sans publicité préalable et sans mise en concurrence pour raisons techniques pour un montant de 49 817,84 € HT

N°D2014-554 - 12/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées SP n° 39p, SP n° 45, SP n° 48p et SV n° 10p - Secteur Méjanelle - Pont Trinquat - Quartier Gare TGV - Commune de Montpellier

Objet : Dans le cadre du projet d'aménagement du quartier gare TGV à Montpellier, la CAM se porte acquéreur auprès de l'Indivision DE SAPORTA des parcelles cadastrées SP n° 39p d'une superficie de 5 961 m², SP n° 45 d'une superficie totale de 13 073 m², SP n° 48p d'une superficie de 2 910 m², et SV n° 10p d'une superficie totale de 526 m² situées aux lieudits Font de la Banquière et La Mogère à Montpellier. Le prix d'acquisition est d'un montant de 674 100 euros toutes indemnités confondues.

N°D2014-555 - 12/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux parcelles section AW n° 62 et 179 - Commune de Castelnau le Lez

Objet : Autorisation d'occupation temporaire des terrains nécessaires à la réalisation des travaux d'assainissement de pose de la canalisation de l'intercepteur Est avenue de la Pompignane à Montpellier et Castelnau le lez, création temporaire de puits d'entrée et de sortie du micro tunnelier. Convention consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 22 500 €.

N°D2014-557 - 12/08/14 - Direction des Sports

Décision relative à la signature d'une convention pour la mise à disposition de la salle B. KARABATIC du Palais des Sports René Bougnol pour l'Assemblée Générale du club des supporters du Montpellier Handball, l'association BLUE FOX

Objet : Comme chaque année, le club des supporters du Montpellier Handball, l'association BLUE FOX souhaite disposer de la salle B. KARABATIC du Palais des Sports René Bougnol pour son Assemblée Générale qui se tiendra le samedi 6 septembre. Une convention est établie pour la mise à disposition à titre gratuit de cette salle.

N°D2014-558 - 26/08/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "part variable du régime indemnitaire"

Objet : Décision d'ester en justice concernant un recours déposé au Tribunal Administratif par un agent contestant sa "part variable du régime indemnitaire" pour 2012

N°D2014-577 - 08/09/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SOCIETE A+ ARCHITECTURE"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°14MA02663 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 6 juin 2014 par la Société A+ ARCHITECTURE contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 4 avril 2014 condamnant la SARL A+ ARCHITECTURE, la SARL SEDES, la SARL ATE et la SARL ARTEBA à verser la somme de 490 088,88 € à la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des désordres subis dans le cadre d'un marché de réfection de la surface du jeu du stade Yves du Manoir à Montpellier.

N°D2014-578 - 11/09/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société SILKAN pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société SILKAN pour l'occupation des locaux répertoriés bureaux 1.2, 1.3, 1.4 et 1.5 d'une surface de 94,60m² situés au premier étage du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface totale de 94,60m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 1 271,42 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

N°D2014-579 - 11/09/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "MOURIES Emily"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats

"Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1403998-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 20 août 2014 par Madame Emily MOURIES contre la décision du 25 juin 2014 du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de rejet du recours gracieux en date du 29 avril 2014 relatif à la demande d'allocation chômage de Madame MOURIES.

N°D2014-580 - 11/09/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SOCIETE ATE requête n°14MA02662 CAA"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°14MA02662 près la Cour Administrative de Marseille par la société ATE le 6 juin 2014 contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 4 avril 2014 condamnant la SARL A +, la SARL SEDES, la SARL ATE et la SARL ARTEBA à verser la somme de 490 088,88 euros à la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des désordres subis dans le cadre d'un marché de réfection de la surface de jeu du stade Yves du Manoir à Montpellier.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

INFORMATION DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE : REAMENAGEMENT DE DETTE

Conformément à la délibération n°12374 du 31 juillet 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a procédé au réaménagement d'un contrat d'emprunt conclu auprès de la Caisse Française de Financement Local afin d'optimiser la gestion de son exposition et de sécuriser son encours de dette.

L'emprunt de 10.32M€ (12.46M CHF) a été transformé en un taux fixe classique de 4,60% (contre 4.83% auparavant).

Le nouvel emprunt de 10M€ a été conclu au taux fixe de 2.45% sur 15 ans.

La part d'indemnité refinancée a été limitée à 0.23M€.

Le taux de change au jour de la conclusion définitive de l'opération était de 1.2078, ce qui représente une perte de change de 1.89M€.

Il est à noter que les conditions financières des emprunts se sont améliorées par rapport aux niveaux proposés dans l'offre de juillet.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a ainsi profité d'une opportunité de marché lui permettant de positionner ses deux tirages en catégorie 1A de la charte Gissler (soit l'exposition la plus sécurisée), à des conditions de taux favorables, inférieures aux niveaux plafonds proposés dans la délibération.

AFFAIRE N°4 : HORS COMMISSION – SUBVENTION EXCEPTIONNELLE DE SOLIDARITÉ - ADOPTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Des pluies diluviennes ont récemment frappé la Communauté d'Agglomération d'Alès et les Communautés de Communes du Pays de Lamalou-les-Bains, du Pays Viganais Cévennes, des Cévennes Gangeoises et Suménoises, du Piémont Cévenol et du Pays de Sommières, causant de graves inondations.

Ce lundi 29 septembre 2014, des intempéries d'une durée et d'une intensité exceptionnelles ont provoqué des dégâts matériels très importants sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et des communautés de communes voisines.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, afin d'être solidaire des populations de ses territoires voisins, durement touchés par ces catastrophes naturelles, souhaite venir en soutien des communautés et des communes concernées au travers d'une aide financière.

Dans ce contexte et afin de répondre aux besoins des populations sinistrées, il est proposé de réserver une enveloppe exceptionnelle globale de 100 000 €. Cette somme sera répartie entre les communes et les communautés les plus touchées, qui en feraient la demande.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider d'une aide exceptionnelle de 100 000 €,
- dire que les crédits sont inscrits au Budget 2014,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°5 : POLITIQUE DE LA VILLE – GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET URBAIN DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - MODIFICATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le Groupement d'Intérêt Public pour le Développement Social et Urbain de l'Agglomération de Montpellier (GIP-DSUA), créé en juin 2001, a pour objet l'élaboration et la mise en cohérence d'une politique concertée de développement économique, social et urbain, notamment au travers des dispositifs d'intervention en faveur des quartiers prioritaires. Ses membres, au nombre de 8, se répartissent les droits statutaires de la manière suivante : Ville de Montpellier (37%), Etat (20%), Département (18%), Communauté d'Agglomération de Montpellier (18%), Centre Communal d'Action Sociale (3%), Caisse des dépôts et Consignations (2%), Caisse d'Allocations Familiales (1%) et Société Centrale pour l'Équipement du Territoire (1%).

A ce stade, la ville-centre assure la présidence du GIP. Son activité fait l'objet chaque année d'un rapport détaillé, adopté par son Assemblée Générale.

Initialement créé pour une durée de 7 ans, le GIP a été prorogé une première fois à compter du 1^{er} juillet 2008 jusqu'au 31 décembre 2013 et une seconde fois jusqu'au 31 décembre 2014 pour faire correspondre son terme avec celui du Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

La loi de programmation pour la ville et la cohésion sociale du 21 février 2014 dite loi « Lamy » réforme en profondeur la politique de cohésion sociale urbaine et de solidarité nationale envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle vise notamment à élaborer un contrat de ville unique et global piloté par l'Agglomération, regroupant la rénovation urbaine et la cohésion sociale. La mobilisation du « droit commun » et la participation des habitants sont des axes forts de la loi.

Dans le cadre de cette réforme, il est opportun de modifier une nouvelle fois la convention constitutive du Groupement pour :

- proroger sa durée de deux années supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2016, l'Assemblée Générale du GIP pouvant à tout moment engager une dissolution anticipée.
- modifier la répartition des droits statutaires entre la Ville de Montpellier et l'Agglomération de Montpellier, au regard des évolutions législatives, l'Agglomération devenant ainsi, avec 37% des droits statutaires, le membre le plus représenté à l'Assemblée générale du GIP.

Les missions dévolues à l'équipe du GIP pour cette prolongation concernent en premier lieu la préparation et l'élaboration du nouveau Contrat de Ville, le lancement de l'appel à projets 2015 auprès des opérateurs et l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre des premières mesures de ce contrat.

L'Assemblée Générale du GIP-DSUA a approuvé ces amendements le 27 août dernier. La suite de la procédure prévoit la prise d'un arrêté préfectoral d'approbation pour lequel un dossier doit être transmis à l'Etat comprenant notamment la délibération de chacun des membres approuvant la convention constitutive modifiée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les amendements à la convention constitutive du Groupement d'intérêt Public pour le développement social et urbain de l'Agglomération de Montpellier, annexée à la présente délibération ;
- autoriser le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention modifiée et tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°6 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CO-FINANCEMENT DES PROJETS DE MATURATION DE LA SATT AXLR - ATTRIBUTION DE SUBVENTION

Mme Chantal MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Dans le cadre du Grand Emprunt Investissement d'Avenir, un appel à projets a été lancé en 2010 par l'Agence Nationale de la Recherche pour la création de 10 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologie (SATT) sur le territoire national.

Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer la vente des brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé. Cette « valorisation économique » de la recherche peut se faire soit au travers de la création d'entreprises innovantes soit par le biais de partenariat avec des entreprises existantes pour améliorer leur compétitivité.

Le 1^{er} août 2012, la SATT dénommée AxLR a été créée en Languedoc-Roussillon, avec 12 actionnaires : Caisse des dépôts et Consignation, Centre National de la Recherche Scientifique, Université Montpellier 1, Université Montpellier 2, Université Montpellier 3, Université de Perpignan Via Domitia, Université de Nîmes, Centre National de la Recherche Scientifique, Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture, Institut de Recherche pour le Développement, Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, Centre International d'Etudes Supérieures en Sciences Agronomiques. Elle est dotée d'un fonds de 45 M€ sur 10 ans, au travers du Fonds National de Valorisation (FNV) afin de financer les projets de maturation des établissements de recherche actionnaires en vue

d'un transfert technologique vers l'entreprise.

Pour appuyer cette initiative localement, la Région Languedoc Roussillon, la Direction Régionale de la Recherche et de la Technologie (DRRT) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont souhaité s'engager sur la mobilisation de financements complémentaires au FNV pour un montant de 5 M€ les 3 premières années avec un investissement de 3 M€ de la Région, 1,5 M€ du FEDER et 0,5 M€ de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ces sommes ont vocation à cofinancer les projets d'intérêt régional soutenus par la SATT.

Conformément à la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire concernant les actions d'accompagnement du développement économique et notamment le cofinancement d'opérations menées par les centres de recherche publics à condition qu'elles entraînent directement une forte valorisation économique et l'arrêté N°2012-1-2290 du 17 octobre 2012 relatif aux compétences obligatoires en matière de développement économique d'intérêt communautaire, le Conseil Communautaire de Montpellier Agglomération a délibéré favorablement :

- en date du 28 juillet 2011 sur une participation financière de 500 000 € sur 3 ans pour abonder le financement des projets de maturation soutenus par la SATT AxLR.
- en date du 29 octobre 2013 sur les modalités d'intervention financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et modèle type de convention de financement des projets.

Lors des Comités d'Investissement de la SATT AxLR des 7 mai et 4 juillet 2014, trois projets de maturation ayant vocation à aboutir à une création d'entreprise innovante ont été identifiés pour leur intérêt régional et leur potentiel de développement.

- Le projet de maturation « Aviitam » : vise à développer la 1ère plateforme innovante d'aide à la prise en charge holistique des maladies chroniques pour les médecins et les patients. Cette solution permet aux médecins de se former au cours de leurs consultations et de mettre en place une véritable médecine du mode de vie dans le cadre des maladies chroniques. Plus précisément, il s'agit par exemple d'améliorer la prise en charge des patients présentant un surpoids ou une obésité compliqués d'une ou plusieurs maladies chroniques associées (anomalie de la glycémie à jeun/diabète, HTA, dyslipidémies, troubles du sommeil, maladie cardiovasculaire, etc.). Aviitam® sera en outre le premier GPS « Santé » : pour la première fois, un patient sera guidé en temps réel dans la prise en charge de sa maladie chronique.

Porté par l'Université Montpellier 1, ce projet est développé par l'U1046 Inserm, l'Université Montpellier 1, l'Université Montpellier 2 : Physiologie & médecine expérimentale du Cœur et des Muscles ; le CHRU Montpellier et la SATT AxLR.

Il est par ailleurs accompagné par le BIC de Montpellier Agglomération dans le cadre de la création de la start-up Aviitam.

L'assiette prévisionnelle des dépenses est de 314 000 €. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (221 000 €), de la Région Languedoc-Roussillon (61 000 €) et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (32 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

- Le projet de maturation « Capteurs Magnétiques Innovants » : vise à développer un capteur hybride associant un capteur magnétique de haute sensibilité et des nanomatériaux pour détecter la présence de gaz en quantité infinitésimale. Les gaz détectés peuvent être des gaz à effet de serre, inflammables, toxiques, de l'oxygène, de l'hydrogène, du benzène et ses dérivés, etc. L'utilisation de ce capteur permettra notamment, de prévenir les agents d'intervention technique de la présence d'un câble à haute tension souterrain et ainsi éviter l'électrocution ou de mesurer de manière ultra précise la qualité de l'air et de l'environnement.

Porté par l'Université Montpellier 2, ce projet est développé par l'Institut Charles Gerhardt Montpellier, l'UMR 5253-CNRS Université Montpellier 2, l'Université Montpellier 1, l'ENSCM et la SATT AxLR.

Il a par ailleurs vocation à terme à être accompagné par le BIC de Montpellier Agglomération dans le cadre de la création d'une start-up.

L'assiette prévisionnelle des dépenses est de 426 000 €. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (256 000 €), de la Région Languedoc-Roussillon (150 000 €) et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (20 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

- Le projet de maturation « Algodone » : vise à proposer une solution complète de gestion des droits numériques pour les circuits intégrés en micro-électronique et leurs contenus de Propriétés Intellectuelles, de la conception

jusqu'à la fabrication ou la programmation.

Le projet vise à répondre à un besoin industriel des fournisseurs de circuits micro-électroniques qui n'ont actuellement aucune solution de suivi et de traçabilité de leur modèle une fois qu'ils les ont livré à leurs clients - avec comme conséquence immédiate des contrefaçons aisées.

Porté par l'Université Montpellier 2, ce projet est développé par le LIRMM (équipe Sysmic/ADAC) - UMR n° 5506 (Tutelle UM2, CNRS) et la SATT AxLR.

Il est par ailleurs accompagné par le BIC de Montpellier Agglomération dans le cadre de la création de la start-up Algodone.

L'assiette prévisionnelle des dépenses est de 311 000 €. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (181 000 €), de la Région Languedoc-Roussillon (100 000 €) et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (30 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

Après avis favorable des Comités d'investissement des 7 mai et 4 juillet 2014 et approbation du Conseil d'Administration de la SATT AxLR sur son financement, il est proposé au Conseil de Communauté d'Agglomération d'apporter une contribution à ces trois projets qui répondent à l'objectif encouragé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de favoriser la création d'emplois durables sur son territoire.

D'un montant total de 82 000 €, le financement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier interviendra sous forme de subvention correspondant aux dépenses de maturation (matériaux de recherche, temps salaire de chercheur,...), telles que présentées dans les annexes financières des conventions de financement de chaque projet et se répartit comme suit :

- Le projet de maturation « Aviitam » : 32 000 € ;
- Le projet de maturation « Capteurs Magnétiques Innovants » : 20 000 € ;
- Le projet de maturation « Algodone » : 30 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conventions de financement et l'attribution des subventions des projets de maturation ;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier chapitre 909 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention).

S'est abstenu : M. Jean-Marie LUSSERT.

AFFAIRE N°7 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – MODIFICATION DE LA CONVENTION TYPE DE FINANCEMENT DES PROJETS DE MATURATION DE LA SATT AXLR

Mme Chantal MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Dans le cadre du Grand Emprunt Investissement d'Avenir, un appel à projets a été lancé en 2010 par l'Agence Nationale de la Recherche pour la création de 10 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologie (SATT) sur le territoire national.

Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer la vente des brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé. Cette « valorisation économique » de la recherche peut se faire soit au travers de la création d'entreprises innovantes soit par le biais de partenariat avec des entreprises existantes pour améliorer leur compétitivité.

Le 1^{er} aout 2012, la SATT dénommée AxLR a été créée en Languedoc-Roussillon avec 12 actionnaires : Caisse des dépôts et Consignation, Centre National de la Recherche Scientifique, Université Montpellier 1, Université Montpellier 2, Université Montpellier 3, Université de Perpignan Via Domitia, Université de Nîmes, Centre National de la Recherche Scientifique, Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture, Institut de Recherche pour le Développement, Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, Centre International d'Etudes Supérieures en Sciences Agronomiques.

Elle est dotée d'un fonds de 45 M€ sur 10 ans, au travers du Fonds National de Valorisation (FNV) afin de financer les projets de maturation des établissements de recherche actionnaires en vue d'un transfert technologique vers l'entreprise.

Pour appuyer cette initiative localement, la Région Languedoc-Roussillon, la Direction Régionale de la Recherche et de la Technologie (DRRT) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont souhaité s'engager sur la mobilisation de financements complémentaires au FNV pour un montant de 5 M€ les 3 premières années avec un investissement de 3 M€ de la Région, 1,5 M€ du FEDER et 0,5 M€ de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ces sommes ont vocation à cofinancer les projets d'intérêt régional soutenus par la SATT.

Les projets sont portés par des unités de recherche publiques. Les fonds versés aux projets de maturation accompagnés par la SATT AxLR permettent aux porteurs de projets sélectionnés de fabriquer un prototype, réaliser des tests de faisabilité, une étude marketing..., aboutissant à la mise sur le marché de produits ou services d'intérêt pour la compétitivité, la création et le développement des entreprises du territoire communautaire. Chaque projet retenu en comité d'investissement, fait l'objet d'une convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'organisme ou établissement de recherche concerné, détaillant les modalités d'attribution de cette participation.

Par délibération n° 11910 en date du 29 octobre 2013 le Conseil Communautaire a voté les modalités d'intervention financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le modèle type de convention de financement des projets.

Depuis le 19 décembre 2013, quatre conventions de financement ont ainsi été signées entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les établissements et organismes de recherche actionnaires de la SATT.

Afin de contrôler au plus près les dépenses réalisées dans le cadre des projets de maturation et la juste affectation des fonds publics attribués, il est proposé d'ajouter une clause supplémentaire à la convention type de financement des projets de maturation demandant le contrôle et le visa de la SATT AxLR sur la nature, le montant et la légitimité des dépenses liées au programme subventionné., tel que présentée en annexe.

Il est donc proposé de modifier l'article 3 de la convention-type de financement relatif aux modalités de versement de la subvention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier tel que spécifié dans la pièce annexe:

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le modèle type de convention de financement des projets modifié,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°8 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA MANIFESTATION TEDx - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Chantal MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 305 € par jour (estimation de 2013).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2014, il est proposé d'affecter une subvention à la manifestation suivante :

3^{ème} édition de la conférence internationale TEDx Montpellier

La société Lets Comm To The Word, sous l'autorité de Madame Magali Dutilleux, organise le 10 octobre 2014, à l'opéra Comédie, salle Molière, une manifestation intitulée « 3^{ème} édition de la conférence internationale TEDx Montpellier – les jolies choses ».

La conférence TED (Technology, Entertainment and Design), rencontre annuelle très importante en Californie se décline dans le monde entier en conférences TEDx. Les meilleures prestations sont mises gratuitement à la disposition du public sur le site web et les réseaux sociaux sur un large éventail de sujets comme la science, les arts, la politique, les questions mondiales. La déclinaison TEDx montpelliéraine a pour fil conducteur l'innovation technologique au service de l'humain, fil conducteur en phase avec nos axes économiques et permet de valoriser le potentiel du territoire dans ces domaines. La présence d'une conférence TEDx sur le territoire s'inscrit dans le cadre de la démarche FrenchTech dans la mesure où elle contribue à la reconnaissance nationale et internationale du territoire montpelliérain comme lieu d'effervescence technologique et où elle est un temps de rencontre entre acteurs locaux.

L'édition 2014 a mis l'accent sur « les belles choses », ces choses très positives qui émergent de manière inattendue et parfois même naissent de situations très négatives. Elle accueille en local une assistance composée de

décideurs de grands groupes nationaux et locaux, de journalistes, de chercheurs et dirigeants, de professeurs et d'étudiants.

Environ 120 personnes y participent et son retentissement est beaucoup plus large avec un live stream (diffusion en direct sur internet), une activité sur les réseaux sociaux et la mise en ligne de l'ensemble des prestations sur le site web de TEDx Montpellier et plus emblématiques sur le site TED. Lors de la 1ère édition : le livestream a compté 18 990 connexions par minute et a été le numéro 1 des sujets de conversation les plus commentés sur Twitter en France.

Une subvention de 10 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation de la subvention ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'organisateur,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2014, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°9 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ASSOCIATION DANS LE DOMAINE INFORMATIQUE -(CUSMA)- RÉVISION DE LA COTISATION CONCERNANT L'ADHÉSION - APPROBATION

Mme Chantal MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier ayant acquis la gamme de progiciels SEDIT MARIANNE de gestion Financière, des Ressources Humaines, du Patrimoine et des Régies auprès de la société BERGER-LEVRAULT, elle adhère au CUSMA (Club des Utilisateurs des logiciels Sedit Marianne) depuis 2013, pour un montant annuel de 200 €, net de taxe.

Ce club utilisateur a pour objectif de permettre l'évolution et l'amélioration des progiciels au moyen des requêtes exprimées par les clients lors des réunions annuelles.

L'assemblée délibérante a autorisé le renouvellement de cette adhésion pour les années 2014 et 2015.

Au vu de la multiplication des réunions et des frais afférents, afin d'équilibrer les dépenses et les recettes de l'association, l'Assemblée Générale du CUSMA en date du 03 octobre 2013 a délibéré l'augmentation des cotisations concernant l'adhésion du club à partir de l'année 2014, celle des communes ou établissement public de coopération intercommunale de plus de 200 000 habitants s'élevant désormais à 400 € net de taxe.

Afin de maintenir l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au CUSMA, il convient d'approuver le nouveau montant de la cotisation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la révision de la cotisation concernant l'adhésion au Club des Utilisateurs des logiciels Sedit Marianne (CUSMA) ;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°10 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET L'OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Chantal MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mène depuis plusieurs années, dans le cadre de ses compétences, une politique forte de développement d'équipements culturels, sportifs, ludiques et de soutien à l'organisation d'expositions et de manifestations d'envergure nationale ou internationale qui font aujourd'hui de Montpellier une destination touristique de premier plan.

S'appuyant sur des équipements haut de gamme - avec le Palais des Congrès - le Corum, le Musée Fabre – Montpellier figure parmi les premières destinations françaises en matière de tourisme de congrès et d'affaires. La politique d'aménagement ambitieuse menée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a permis de consolider une offre touristique riche en matière de tourisme culturel, ludique et sportif de haut niveau. Ainsi le complexe ludique Odyseum conforte une large palette d'équipements de loisirs avec notamment l'aquarium Mare Nostrum, la patinoire Végapolis, le planétarium Galilée, etc.

De plus, les nombreuses manifestations, soutenues par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, contribuent à l'attractivité de la destination et au rayonnement économique et culturel de l'Agglomération de Montpellier, en particulier les grandes manifestations internationales.

L'Office de tourisme de Montpellier, par sa politique d'accueil, d'information, d'animation du patrimoine et de promotion, contribue à la valorisation de ces équipements et événements culturels et de loisirs et œuvre ainsi en faveur du rayonnement et de l'attractivité du territoire de l'agglomération montpellieraine.

Il favorise également par son action le développement des entreprises du secteur touristique et conforte par la même la politique d'animation, d'accompagnement et de promotion en faveur de la croissance économique menée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de ses compétences.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Office de tourisme de Montpellier souhaitent renforcer leur collaboration, dans la continuité des conventions qui ont couvert la période 2009 à 2013, en vue de soutenir la promotion du territoire d'agglomération et son attractivité.

Ce partenariat s'articule en 2014 essentiellement autour de deux grands axes stratégiques :

- 1) La promotion des équipements touristiques et de loisirs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ainsi que des événements portés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, tant au niveau régional, national et international.
- 2) L'observation touristique du territoire: La précédente génération de convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Office de tourisme de Montpellier a contribué à la mise en place d'un observatoire au sein de l'Office de tourisme. L'objectif est désormais de conforter cet observatoire et de partager, régulièrement, des indicateurs relatifs à l'activité touristique sur le territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'Office de Tourisme de Montpellier,
- approuver l'attribution d'une subvention de 100 000 euros pour l'année 2014 à l'Office de Tourisme de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat avec l'Office de Tourisme de Montpellier et tous les actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°11 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - ORGANISATION D'UNE MISSION OFFICIELLE ET ÉCONOMIQUE EN CHINE DU 19 AU 26 OCTOBRE 2014 - PARTICIPATION AU CONGRÈS EUPIC (CHENGDU) - PARTICIPATION À LA FOIRE DE LA CHINE DE L'OUEST SUR LE PAVILLON FRANCE - RÉUNIONS DE TRAVAIL POUR LA MISE EN PLACE D'UN ACCORD DANS LE CADRE DE LA FRENCH TECH - AUTORISATION ET FINANCEMENT DE LA MISSION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Depuis plusieurs années, la Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique. Elle a ainsi entrepris de renforcer son positionnement international et de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

Se développer sur le marché chinois nécessite un travail considérable de préparation, d'actions sur le terrain et de suivi à long terme et implique le plus souvent l'implantation sur place d'un bureau de représentation ou d'une filiale. Dans le cadre du développement et de la croissance d'une entreprise, innovante ou non, le déploiement à l'international est souvent un facteur clé de réussite. L'action de la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec ses partenaires internationaux, vise précisément à limiter le risque pris par nos entreprises souhaitant développer des activités économiques à l'international.

Les relations entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et plus généralement la ville de Montpellier et la Chine sont une longue histoire riche et fructueuse : nous pourrions citer le début du XX^{ème} siècle (1908-1927) et la venue à l'université de Montpellier de dizaines des futurs intellectuels et politiques de la Chine moderne dans le cadre du programme « travail-étude » ; plus proche de nous le jumelage entre Montpellier et Chengdu en juin 1981.

Dans la continuité de ces relations préservées, la Communauté d'Agglomération de Montpellier poursuit depuis 2004 une stratégie de développement principalement dans le cadre de l'économie avec la Ville de Shanghai et le District du Yangpu, mais aussi un volet très prometteur depuis 2010 avec la capitale du Sichuan, Chengdu et 9 Provinces centrales chinoises.

Ce dernier aspect a permis l'organisation par l'Agglomération de Montpellier du Congrès Mondial EUPIC au Corum en septembre 2011, avec la présence de plus de 130 entreprises et officiels chinois dont le vice-ministre de la recherche.

Le partenaire principal de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à Chengdu est l'organisme European-Union Project Innovation Centre (EUPIC). EUPIC est initialement un programme bilatéral entre l'Europe et la Chine créé en 2006 afin de permettre et de favoriser le développement économique entre les Etats Membres partenaires et les Provinces centrales chinoises.

A ce jour EUPIC a évolué sous la forme d'une organisation non gouvernementale chinoise supportée par les Ministères de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie côté chinois, et par l'Union Européenne représentée par 14 Etats (Belgique, République Tchèque, Danemark, Finlande, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Hongrie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Angleterre et France). La partie chinoise est représentée par 12 provinces (Yunnan, Xingjiang, Shanxi, Tibet, Qinghai, Sichuan, Mongolie Intérieure, Ningxia, Gansu, Guansi, Chongqing et Guizhou). L'opérateur est la Province du Sichuan et plus particulièrement la ville de Chengdu.

Depuis 2004, ce sont plus de 80 entreprises de Montpellier Agglomération et 20 entreprises chinoises qui ont bénéficié de nos accords et ont pu accélérer leurs stratégies de conquête de nouveaux marchés. Douze d'entre elles ont développé des relations d'affaires poussées avec une implantation physique en Chine.

Par conséquent, dans le cadre de nos accords bilatéraux, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose d'effectuer une mission d'affaires en Chine, à Chengdu du 19 au 26 octobre 2014. Cette mission doit permettre la croissance de nos entreprises à l'international mais aussi d'être un excellent vecteur de promotion de l'attractivité de notre territoire en Chine.

Cela fait 4 ans que l'Agglomération de Montpellier a signé des accords de développement économique poussés avec EUPIC et la Zone des Hautes Technologies de la Ville de Chengdu. Depuis cette signature, annuellement, l'Agglomération conduit une délégation d'acteurs économiques (entreprises, CHU, Pôles de Compétitivité...) à Chengdu afin de participer au Congrès EUPIC.

Le contexte de cette mission est assez particulier, 2014 étant l'année des célébrations du 50^{ème} anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et la France, celle-ci est de ce fait invitée d'honneur de l'Etat chinois. Cela fera aussi 33 ans que la Ville de Montpellier est jumelée avec la Ville Chengdu.

Plusieurs événements vont marquer la mission :

- Participation au congrès EUPIC (15 pays représentés, 4 500 participants) :
 - o stand de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
 - o session de travail « comment appréhender le marché chinois »,
 - o rendez-vous B to B pendant une journée pour les entreprises et acteurs du développement économique de l'Agglomération de Montpellier,
 - o 2 interventions lors des conférences plénières.
- Participation à la Foire Internationale de la Chine de l'Ouest dans le cadre des journées labélisées par les états français et Chinois (55 pays, 28 provinces chinoises, 400 000 visiteurs) :
 - o stand de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur le Pavillon France, avec présentations des entreprises sur le stand.
- Inauguration du FISE Chengdu,
- Soirée dédiée aux relations entre Montpellier Agglomération, la Ville de Montpellier et la Ville de Chengdu.
- A la demande de la partie chinoise, visite de la ville de Neijiang :
 - o présentation du tramway,
 - o rendez-vous B to B pour les entreprises et acteurs du développement économique,
 - o présentation des filières vin et technologie,
 - o à cette occasion une lettre d'intention concernant la possibilité de mise en place de futurs partenariats sera

signée.

- Relance du projet d'implantation de l'entreprise Yulong Group au MIBI.
- Rencontres avec les officiels du Tianfu Software Park dans le cadre de la French Tech.
- Rencontres avec la Mairie de Chengdu et le Gouverneur de la Province du Sichuan.

Pour cette mission il est proposé de porter un focus particulier sur les domaines de la santé et du numérique.

Il est proposé que les aspects logistiques (transports, hôtels, restauration, frais de visa, mise en place de rendez-vous B to B, inscriptions aux congrès, stand etc.) et l'organisation de la mission soient pris en charge en partie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé au maximum à 50 000 € T.T.C. Ce coût se répartit comme suit : environ 3 400 € T.T.C. par participant soit 27 200 € T.T.C. pour l'ensemble des 8 entreprises et acteurs du développement économique, pris en charge financièrement. Une participation financière forfaitaire sera demandée, à hauteur de 1 000 € T.T.C. par entreprise.

Le reste du montant prévisionnel soit environ 22 800 € est affecté aux frais techniques d'organisation de la mission : stands, transport interne de la délégation, mise en place de rencontres B to B, inscriptions au congrès....., ainsi qu'aux frais de déplacement de trois élus et un technicien de l'Agglomération de Montpellier sur la base des frais réels.

Compte tenu de l'importance du Congrès et des événements liés à la célébration des 50 ans des relations diplomatiques entre la France et la Chine, 400 000 personnes sont attendues à Chengdu. Pour des raisons de logistiques Eupic a bloqué des réservations de chambres d'hôtel pour ses congressistes à des tarifs préférentiels. Dans ce cadre, les frais d'hébergement de la mission seront facturés directement par EUPIC à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Une convention précisant les termes de cette facturation sera mise en place.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaires pour 8 entreprises et acteurs du développement économique de l'Agglomération de Montpellier en Chine à Chengdu du 19 au 26 octobre 2014,
- approuver le tarif applicable aux entreprises,
- approuver la participation de trois élus et un technicien à la mission et éventuellement de la presse,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée au maximum à 50 000 €,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 929 et 920,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son représentant à signer la lettre d'intention, ainsi que la convention avec EUPIC précisant les termes de la facturation et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°12 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION D'ENTREPRENEURS LEADER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit depuis plusieurs années une politique de développement économique en faveur de l'entrepreneuriat. Bénéficiant d'atouts exceptionnels qui font d'elle une métropole très attractive, elle a pour ambition de renforcer son tissu en favorisant l'implantation et le développement d'entreprises à potentiel sur son territoire.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier déploie une offre globale en matière de solutions immobilières (service Implantation et Développement des Entreprises), d'emploi (service Emploi et Entreprises), de mise en réseau dans le cadre de filières stratégiques (TIC, Santé,...), d'appui aux projets de croissance des entreprises (Pack Croissance PME).

Pour renforcer l'impact de son action auprès des dirigeants, elle souhaite s'appuyer sur des partenaires d'excellence pour développer des actions synergiques et innovantes. C'est ainsi qu'elle s'est rapprochée du réseau d'entrepreneurs LEADER pour structurer un partenariat.

Créé en 2009 sous l'impulsion de chefs d'entreprises et de la Région Languedoc-Roussillon, Leader est le réseau des champions de la croissance maîtrisée. Le réseau est financé en partie par des fonds publics (Conseil Régional, DIRRECTE, FEDER, ...) et des fonds privés.

Leader regroupe à ce jour (juillet 2014), plus de 50 entreprises sur la région Languedoc-Roussillon, dont 75% sur

le territoire du grand Montpellier. Les membres de Leader sont des PME/PMI en phase de devenir des Entreprises de Taille Intermédiaire. S'appuyant sur le partage d'expérience et l'échange de bonnes pratiques, le réseau est reconnu comme un outil pertinent offrant à ses adhérents les moyens de leurs ambitions en synergie étroite avec les partenaires institutionnels du territoire.

La présente convention a pour objet la création d'un partenariat opérationnel entre l'association d'entrepreneurs Leader et la Communauté d'Agglomération de Montpellier au bénéfice des entreprises implantées ou souhaitant s'implanter sur son territoire.

Il s'agit de :

- proposer un pack d'aide à l'implantation : une offre complète de services, incluant l'appui des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en matière immobilière, recrutement, appui à la croissance et l'appui de Leader, en matière d'intégration dans le réseau entrepreneurial local aux entreprises. Cette offre vise à inciter les entreprises à venir s'installer en facilitant leurs démarches ;
- développer des actions communes d'appui à la croissance des entreprises : une à deux manifestations par an sur la thématique spécifique de l'appui à la croissance des entreprises ;
- se faire le relai des opérations de son partenaire auprès de sa base de contacts (entrepreneurs et plus largement acteurs économiques selon la nature des actions).

Cette convention n'a pas d'incidences financières.

Les termes de la convention, qui prendront effet à sa signature, sont valides pour une durée de trois ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention avec l'association Leader,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°13 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – PLU DE MONTPELLIER - EFFETS SUR LES PROJETS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Par courrier en date du 26 août 2014, la Ville de Montpellier a notifié, à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le projet de modification de son Plan Local d'Urbanisme (PLU). Conformément à l'article L.123-16 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à se prononcer sur les modifications la concernant, à savoir les Zones d'Aménagement Concerté relevant de sa compétence, la ZAC Garosud, la ZAC Parc 2000 et la ZAC Euréka .

S'agissant de la ZAC Garosud extension, le projet de modification vise à imposer un alignement obligatoire sur la rue François-Joseph et ce, afin d'harmoniser le traitement urbain de l'ensemble de cette voie.

S'agissant de la ZAC Parc 2000 2^{ème} extension, le projet de modification ajuste le secteur de la zone 4AU1-3 avec le périmètre de la ZAC et modifie les dispositions relatives aux espaces libres permettant ainsi la mise en œuvre du projet d'aménagement et, en particulier, du plan paysager défini préalablement.

S'agissant de la ZAC Euréka, le projet de modification intègre un emplacement réservé en vue de la création d'une voie future de desserte pour améliorer le maillage des liaisons publiques dans le quartier.

En cela, les modifications projetées répondent aux objectifs d'aménagement poursuivis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui accepte les modifications projetées sur ces secteurs particuliers.

Conformément à l'article L123-13-1 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier a porté à la connaissance de la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'autres modifications dont celles portant sur les emplacements réservés instaurés à son bénéfice. Celles-ci permettent la réduction d'emplacement réservé pour la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway dans les quartiers Centre et Prés d'Arènes. En cela, les modifications projetées répondent aux objectifs d'aménagement poursuivis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- faire connaître son accord à la Commune de Montpellier afin qu'il en soit tenu compte dans le cadre de la mise au point définitive de son Plan Local d'Urbanisme,

- donner son accord, conformément aux dispositions de l'article L.123-16 du Code de l'Urbanisme, concernant les évolutions du Plan Local d'Urbanisme relatives aux ZAC Garosud, Parc 2000 et Euréka,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°14 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 55 LOGEMENTS SOCIAUX À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OPH-ACM - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Noël SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et aides à la création de logements sociaux telles que les subventions pour surcoût de charge foncière ou les garanties d'emprunt.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin qu'elle apporte son concours à la construction de 55 logements sociaux répartis sur 4 opérations à Montpellier.

Le concours de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est proposé sur la base de 2 000 € par logement permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des quatre opérations projetées sont détaillés dans le tableau suivant :

| Opération | Opération rue de «Centrayrargues » à Montpellier (VEFA BOUYGUES) | Opération rue de «Centrayrargues » à Montpellier (VEFA NEXITY) | Opération « So free » rue Étienne Méhul à Montpellier | Opération « Zamenhof2 » rue Lejzer Zamenhof à Montpellier |
|--|--|--|---|---|
| Caractéristiques : | | | | |
| Architecte | BOYER-PERCHERON-ASSUS | BOYER-PERCHERON-ASSUS | SERRADO | EUPALINOS |
| Collectif/Individuel | Collectif | Collectif | Collectif | Individuel-groupe |
| Surface habitable | 1 285 m² | 1 264 m² | 480.10m² | 730.70m² |
| Nombre de logement | 19 | 20 | 8 | 8 |
| Catégorie de financement | 13 PLUS/6PLAI | 14PLUS/6PLAI | 6 PLUS/2PLAI | 8 |
| Typologie | 5 T2, 9 T3, 5 T4 | 6 T2, 14 T3 | 3 T2, 4T3, 1T5 | 6 PLUS/2PLAI |
| | | | | 7 T4, 1T5 |
| Plan de financement : | | | | |
| Coût total de l'opération | 2 788 225 € | 2 742 658 € | 1 010 959 € | 1 324 795 € |
| Subvention Etat | 34 750 € | 32 500 € | 12 000 € | 12 000€ |
| Subvention déléguée | 118 750 € | 116 500 € | 40 000 € | 40 000 € |
| Subvention 1% | 66 500 € | 70 000 € | 31 050 € | 41 400 € |
| Subvention Région | 2 530 225 € | 2 483 658 € | 911 909 € | 1 215 395 € |
| Prêt CDC | 38 000 € | 40 000 € | 16 000 € | 16 000 € |
| Sollicitation Montpellier Agglomération | | | | |

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 10 % des logements de chaque opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 38 000 € pour la réalisation de 19 logements locatifs sociaux, opération « Centrayrargues » à Montpellier ;
- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 40 000 € pour la construction de 20 logements locatifs sociaux, opération « Centrayrargues » à Montpellier ;
- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 16 000 € pour la construction de 8 logements locatifs sociaux, opération « So free » à Montpellier ;
- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 16 000 € pour la construction de 8 logements locatifs sociaux, opération « Zamenhof 2 » à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Mesdames Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES et Messieurs Robert COTTE, Abdi EL KANDOUSSI, Gérard CASTRE, Jean-Louis SAVY et Bertrand TRAVIER ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°15 : LOGEMENT – CONSTRUCTION D'UNE RÉSIDENCE SOCIALE DE 24 LOGEMENTS D'INSERTION - MAISON RELAIS « CENTR'OVALE » - BOULEVARD VIEUSSENS À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération afin qu'elle apporte son concours à la création d'une maison relais de 24 logements sociaux d'insertion dénommée « Centr'Ovale », située 17 boulevard Vieussens à Montpellier. Cette structure, gérée par l'association « l'Avitarelle », aura pour objet d'accueillir, sans limitation de durée, des personnes fragilisées socialement et/ou psychologiquement ne pouvant accéder et se maintenir dans un logement autonome sans un accompagnement spécifique. La réalisation de l'opération est confiée à FDI Habitat dans le cadre d'un bail à construction.

Le programme, financé en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI), comprend 24 logements de type T1' dont 1 logement double, un bureau d'accueil et des locaux communs dédiés à la vie en collectivité (salon détente, salon TV, espace cuisine et restauration).

Le projet a été conçu par André BERARDI et Nicolas LOURD, architectes à Alès.

Le concours de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicité à hauteur de 156 000 €, correspondant à 10 % du prix de revient H.T. de l'opération plafonné à 6 500 € par logement. Cette subvention constitue une participation à l'équilibre financier de l'opération, permettant à l'association « l'Avitarelle » de pratiquer une redevance inférieure d'environ 95 € au plafond de redevance mensuelle maximale fixé par l'Etat, soit une baisse de 21% du loyer, et ce afin de maintenir un taux d'effort raisonnable pour les futurs résidents.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût de l'opération : 1 973 478 €
- Subvention Etat déléguée : 244 800 €
- Subvention Abbé Pierre : 90 000 €
- Prêts 1% patronal : 75 000 €
- Prêts CDC : 1 407 678 €
- Participation Communauté d'Agglomération de Montpellier : 156 000 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 156 000 € à la SA d'HLM FDI Habitat pour la création de 24 logements sociaux d'insertion, Maison Relais « Centr'Ovale », 17 boulevard Vieussens à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature par la SA d'HLM FDI Habitat de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de subvention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

MM Noël SEGURA et Yvon PELLET ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°16 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 90 LOGEMENTS SOCIAUX - FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS "LES COMPAGNONS DU DEVOIR" - LIEU-DIT « LES LIGNIÈRES » À BAILLARGUES - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la création d'un Foyer de Jeunes Travailleurs (FJT) de 90 logements sociaux et d'une capacité de 120 lits, situé lieu-dit « Les Lignières » à Baillargues. Conçu par Christophe MORALES et Pierre SIMEON, architectes à Montpellier, ce projet a été mené conjointement avec l'association « Les Compagnons du Devoir », gestionnaire de la structure d'hébergement et maître d'ouvrage du pôle de formation et de restauration également créé sur le site.

La résidence a fait l'objet d'un agrément en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et bénéficie d'une participation financière de l'Etat au titre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) « Investir dans la formation en alternance », dont les fonds sont issus du Grand Emprunt, et qui a pour objet la modernisation de l'appareil de formation en alternance et le développement d'une offre de logement pour les jeunes concernés.

FDI Habitat demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les deux emprunts d'un montant total de 2 879 687 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 2 398 039 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 481 648 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

| Désignation | PLAI construction | PLAI foncier |
|-----------------|-------------------|--------------|
| Montant du prêt | 2 398 039 € | 481 648 € |

| | | |
|--|--|---|
| Taux d'intérêt actuariel annuel | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb |
| Taux annuel de progressivité | 0 à 0,50 % maximum | |
| Révision du taux d'intérêt et du taux de progressivité | à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt ni le taux de progressivité révisés ne puissent être inférieurs à 0 % | |
| Modalité de révision | Double Révisabilité Limitée | |
| Préfinancement | de 3 à 24 mois maximum | |
| Périodicité des échéances | annuelle | |
| Profil d'amortissement | amortissement déduit de l'échéance (intérêts différés) | |
| Durée | 40 ans | 50 ans |

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour le prêt PLAI construction et de 50 ans pour le prêt PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 2 159 765,25 €, représentant 75 % des deux prêts d'un montant total de 2 879 687 € sollicités par la SA d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer la réalisation de 90 logements sociaux d'insertion, Foyer de Jeunes Travailleurs "Les Compagnons du Devoir", lieu-dit « Les Lignières » à Baillargues ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

MM. Noël SEGURA et Yvon PELLET ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°17 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 20 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE VAL DE LA COMBE » - ALLÉE DU VAL DES GARRIGUES À SAINT-JEAN-DE-VÉDAS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la création de 20 logements sociaux,

résidence « Le Val de la Combe », allée du Val des Garrigues à Saint-Jean-de-Védas. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur STS, comprend 14 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 6 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).
Le projet a été conçu par le cabinet Philippe Rubio Architectes.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 2 353 963 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 1 125 294 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 498 836 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 499 980 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 229 853 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son nouveau règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

| Désignation | PLUS construction | PLUS foncier | PLAI construction | PLAI foncier |
|--|---|--------------|---|--------------|
| Montant du prêt | 1 125 294 € | 498 836 € | 499 980 € | 229 853 € |
| TEG | 1.85% | | 1.05% | |
| Préfinancement | de 3 à 24 mois maximum | | | |
| Taux d'intérêt actuariel annuel | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb | | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb | |
| Révisabilité des taux d'intérêt | à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 % | | | |
| Taux annuel de progressivité | 0 à 0,50 % maximum | | | |
| Révisabilité des taux de progressivité | à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 % | | | |
| Modalité de révision | Double Révisabilité Limitée | | | |
| Périodicité des échéances | annuelle | | | |
| Profil d'amortissement | amortissement déduit de l'échéance (intérêts différés) | | | |
| Durée | 40 ans | 50 ans | 40 ans | 50 ans |

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au termes de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Un Toit Pour Tous opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Un Toit Pour Tous pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 765 472,25 € représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 2 353 963 €, sollicités par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 20 logements locatifs sociaux, résidence « Le Val de la Combe », allée du Val des Garrigues à Saint-Jean-de-Védas ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°18 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RÉSIDENCE « THÉODORA », ZAC PARC MARIANNE LOT 16B1 À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM SFHE GROUPE ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM SFHE Groupe Arcade a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer la réalisation de 9 logements en location-accession, résidence « Théodora », ZAC Parc Marianne, lot 16b1 à Montpellier.

Le projet a été conçu par le cabinet Architecture Studio.

La SFHE Groupe Arcade demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 100% le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 1 656 509,29 € qu'il sollicite auprès de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels sont mentionnées ci-après :

| | |
|------------------------------|---|
| Montant du prêt PSLA : | 1 656 509.29 € |
| Phase de mobilisation | |
| Durée : | 24 mois |
| Périodicité | Annuelle |
| Taux | 2.25% révisable indexé sur le Livret A |
| Commission d'engagement | 0.20% du montant emprunté |
| Phase d'amortissement | |
| Durée : | 30 ans maximum |
| Périodicité | Annuelle |
| Taux | 2.25% révisable indexé sur le Livret A |
| Amortissement | Progressif |
| Remboursement anticipé | Possible à chaque date d'échéance, l'indemnité est gratuite en cas de levée d'option. |

Au cas où la SFHE Groupe Arcade, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

La Communauté d'Agglomération s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 656 509,29 €, représentant 100 % du prêt sollicité par la SFHE / Groupe Arcade auprès de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels pour financer la réalisation de 9 logements en location-accession, résidence « Théodora », ZAC Parc Marianne lot 16b1 à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels et la SFHE / Groupe Arcade, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. Noël SEGURA ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°19 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « VILLA JULIETTE », RUE BOUSSINESQ À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM DOMICIL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Noël SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

- La Société Anonyme d'HLM DOMICIL a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de l'usufruit locatif de 5 logements sociaux, résidence « Villa Juliette », rue Boussinesq à Montpellier. Le dispositif « d'usufruit locatif social » repose sur le principe de démembrement de propriété qui consiste à dissocier, pour une durée déterminée, la nue-propriété acquise par un investisseur privé, de l'usufruit acquis par un bailleur social, ici DOMICIL pour une période de 15 ans.

L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur EIFFAGE, comprend 5 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture SCP BOYER-PERCHERON-ASSUS.

- La Société Anonyme d'HLM DOMICIL demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % le Prêt Locatif à Usage Social (PLS) construction d'un montant total de 337 761 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

| | |
|---|--|
| Désignation | PLS construction |
| Montant du prêt | 337 761 € |
| Taux d'intérêt actuariel annuel | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 111 pdb |
| Taux annuel de progressivité | 0 % à 0,50 % maximum |
| Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité | à chaque échéance, en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt ni le taux de progressivité révisés puissent être inférieurs à 0 % |
| Modalité de révision | double révisabilité limitée |
| Périodicité des échéances | annuelle |
| Durée | 14 ans |

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale du prêt, soit 14 ans, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par DOMICIL, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à DOMICIL pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 253 320,75 €, représentant 75 % du prêt d'un montant total de 337 761 €, sollicité par la SA d'HLM DOMICIL auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 5 logements locatifs sociaux, résidence « Villa Juliette », rue Boussinesq à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM DOMICIL, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°20 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS SOCIAUX - AVENUE DE LA JUSTICE DE CASTELNAU À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Noël SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 16 logements sociaux, avenue de la Justice de Castelnaud à Montpellier. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Bouygues Immobilier, comprend 11 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 5 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture EXO7 à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 765 025 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 624 920 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 476 965 € ;

- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 455 798 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 207 342 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son nouveau règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

| Désignation | PLUS construction | PLUS foncier | PLAI construction | PLAI foncier |
|--|--|--------------|---|--------------|
| Montant du prêt | 624 920 € | 476 965 € | 455 798 € | 207 342 € |
| Taux d'intérêt actuariel annuel | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb | | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb | |
| Taux annuel de progressivité | 0 à 0,50 % maximum | | | |
| Révision du taux d'intérêt et du taux de progressivité | à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt ni le taux de progressivité révisés ne puisse être inférieurs à 0 % | | | |
| Modalité de révision | Simple Révisabilité | | | |
| Préfinancement | de 3 à 24 mois maximum | | | |
| Périodicité des échéances | annuelle | | | |
| Profil d'amortissement | Amortissement déduit de l'échéance (intérêts différés) | | | |
| Durée | 40 ans | 50 ans | 40 ans | 50 ans |

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 323 768,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 765 025 €, sollicités par le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 16 logements collectifs locatifs sociaux, "avenue de la Justice de Castelnau" à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°21 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « WEST PARK » - AVENUE ETIENNE MÉHUL À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Noël SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 12 logements sociaux, résidence « West Park », avenue Etienne Méhul à Montpellier. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage de Kaufman and Broad, comprend 8 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par Christophe MARMEY, architecte à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 224 614 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 507 824 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 349 638 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 257 007 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 110 145 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son nouveau règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

| Désignation | PLUS construction | PLUS foncier | PLAI construction | PLAI foncier |
|--|--|--------------|---|--------------|
| Montant du prêt | 507 824 € | 349 638 € | 257 007 € | 110 145 € |
| Taux d'intérêt actuariel annuel | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb | | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb | |
| Taux annuel de progressivité | 0 à 0,50 % maximum | | | |
| Révision du taux d'intérêt et du taux de progressivité | à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt ni le taux de progressivité révisés ne puisse être inférieurs à 0 % | | | |
| Modalité de révision | Simple Révisabilité | | | |
| Préfinancement | de 3 à 24 mois maximum | | | |
| Périodicité des échéances | annuelle | | | |
| Profil d'amortissement | Amortissement déduit de l'échéance (intérêts différés) | | | |
| Durée | 40 ans | 50 ans | 40 ans | 50 ans |

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur

l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 918 460,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 224 614 €, sollicités par le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 12 logements collectifs locatifs sociaux, résidence « West Park », avenue Etienne Méhul à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°22 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LES JARDINS DE LA GARONNIÈRE » - CHEMIN DE LA GARONNIÈRE À SAINT-DRÉZÉRY - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Noël SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 9 logements individuels locatifs sociaux, résidence « Les Jardins de la Garonnière » à Saint-Drézéry. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Prémalis, comprend 6 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par Jean-Luc MARTINEAU architecte à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 158 042 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 597 837 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 221 458 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 267 398 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 71 349 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

| Désignation | PLUS construction | PLUS foncier | PLAI construction | PLAI foncier |
|--|--|--------------|---|--------------|
| Montant du prêt | 597 837 € | 221 458 € | 267 398 € | 71 349 € |
| Taux d'intérêt actuariel annuel | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb | | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb | |
| Taux annuel de progressivité | de 0 à 0,50 % maximum | | | |
| Révision du taux d'intérêt et du taux de progressivité | à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt ni le taux de progressivité révisés ne puisse être inférieurs à 0 % | | | |
| Modalité de révision | Simple Révisabilité | | | |
| Préfinancement | de 3 à 24 mois maximum | | | |
| Périodicité des échéances | annuelle | | | |
| Profil d'amortissement | amortissement déduit de l'échéance (intérêts différés) | | | |
| Durée | 40 ans | 50 ans | 40 ans | 50 ans |

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 868 531,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 158 042 €, sollicités par le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 9 logements individuels locatifs sociaux, résidence « Les Jardins de la Garonnière », chemin de la Garonnière à Saint-Drézéry ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°23 : LOGEMENT – OPÉRATION "RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2009-2013 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION DE DEUX LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Noël SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Depuis le 1^{er} juillet 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ayant pour objet la réhabilitation de 100 logements anciens par an, locatifs ou

occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire.

Cette opération a pour priorités la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 35% à 80% du montant hors taxes des travaux subventionnables.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de deux logements situés dans les Communes de Saint-Jean-de-Védas et Montpellier, dont un locatif et l'autre occupé par son propriétaire disposant de ressources modestes, pour un montant total de 5 863 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer réglementé. Il signera une convention avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

Le propriétaire occupant s'engage à occuper son logement en tant que résidence principale pendant 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par le propriétaire bailleur de ses engagements vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en faveur du conventionnement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°24 : LOGEMENT – OPÉRATION « RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE » 2013-2016 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE QUATRE-VINGT-DEUX LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Noël SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Depuis le 1er décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisé « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux. La labellisation « Habiter Mieux », marque l'engagement, pour la Communauté d'Agglomération, de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45% à 80% du montant hors taxes des travaux subventionnables, voire 100% pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de quatre-vingt logements occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes et à deux

propriétaires bailleurs, pour un montant total de 258 049 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et les propriétaires bailleurs à pratiquer un loyer réglementé. Ils signeront une convention avec la Communauté d'Agglomération, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée, et sur présentation par les propriétaires bailleurs de leurs engagements vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en faveur du conventionnement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°25 : LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE SEPT LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Noël SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Par délibération n°9521 du 27 mai 2010, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Gambetta-Figuerolles/Nord Ecusson pour la période 2010-2015, qui participe à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur » et du projet de rénovation urbaine de Montpellier.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes, une subvention de 10% du montant H.T. des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation du logement,
- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100€/m² dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 €/m² dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de quatre logements occupés par des propriétaires modestes, ainsi que de trois logements locatifs, pour un montant total de 25 818 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et les propriétaires bailleurs à pratiquer un loyer réglementé.

Ils signeront une convention avec la Communauté d'Agglomération, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau annexe ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par les propriétaires bailleurs de leurs engagements vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en faveur du conventionnement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre

907 ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°26 : CULTURE – CONVENTIONS DE PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL ET LES ASSOCIATIONS "LES AMIS DE L'ORGUE DE LA CATHÉDRALE SAINT-PIERRE", "LES AMIS DE L'ORGUE DES SAINTS-FRANÇOIS ET "UN ORGUE DANS LA VILLE" - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Agglomération a été classé en 2007 Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.) au sein du réseau national des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique par le Ministère de la Culture et de la Communication.

Fort de plus de 1400 élèves répartis dans 10 départements d'enseignements, le Conservatoire de Montpellier Agglomération développe une politique de partenariat basée sur des échanges pédagogiques et artistiques permettant d'une part de faire intervenir des artistes renommés et d'autre part de toucher un nouveau public.

Compte tenu de ces éléments, et fort du succès d'un premier partenariat noué avec l'association « Les amis de l'orgue des Saints François » (Eglise des Saints François) pour l'année scolaire 2013/2014, le C.R.R. souhaite renouveler cette collaboration, en élargissant le dispositif avec les associations « Les amis de la Cathédrale Saint Pierre » et « Un orgue dans la ville » (Eglise des Dominicains). Ces partenariats permettront de promouvoir la connaissance de l'orgue en initiant un dispositif d'actions pour que les élèves de la classe d'orgue puissent accéder à des instruments reconnus et dont l'esthétique permet une étude approfondie et poussée de certains répertoires.

Le C.R.R. ne disposant pas d'un orgue installé dans un auditorium, il s'agit d'offrir aux élèves la possibilité de jouer en public sur des instruments de qualité, accompagnés d'autres classes du C.R.R., dans un esprit d'ouverture, de transdisciplinarité et de pratique collective. Il s'agit en outre de vulgariser et d'assurer la promotion de l'instrument « orgue », objet du patrimoine et acteur essentiel de toute vie musicale, afin de toucher un public nombreux et par là inciter de jeunes élèves à pratiquer cet instrument au C.R.R.

Ces partenariats consisteront notamment en l'organisation de manifestations pédagogiques et artistiques (concerts dans le cadre de la saison culturelle 2014/2015 du CRR) et en l'accueil de cours collectifs et individuels de la classe d'orgue du C.R.R. d'ici à juin 2015. L'accès au Grand Orgue de la Cathédrale Saint Pierre permettra aux élèves de la classe d'orgue de préparer leurs examens de fin d'année. Enfin, l'association « Les amis de l'orgue de la Cathédrale Saint Pierre » autorise le stockage de l'harmonium appartenant au CRR, afin que cet instrument soit conservé dans les meilleures conditions possibles.

Pour tous ces motifs, il convient de conclure trois conventions de partenariat avec les associations susvisées, dont l'objet est de définir les modalités artistiques et pédagogiques de la collaboration entre les parties. Les conventions prévoient notamment que le C.R.R. prendra à sa charge les frais de mise à disposition des lieux et des orgues, évalués, pour l'ensemble des lieux et des instruments (orgues de la Cathédrale Saint Pierre, de l'Eglise des Sts François et de l'Eglise des Dominicains) à 5 400 €net de taxe pour l'année scolaire 2014-2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des conventions de partenariat pédagogique et artistique entre le CRR de Montpellier Agglomération et les associations "Les amis de l'orgue de la Cathédrale Saint-Pierre", "Les amis de l'orgue des Saints-François" et "Un orgue dans la ville";
- dire que les crédits relatifs à cette affaire sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions susvisées ainsi que tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°27 : CULTURE – PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE ENTRE LE

CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL ET L'ASSOCIATION "JAZZ IN MARCIAC" - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Agglomération a été classé en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.). A ce titre, il a pour mission, entre autres, de proposer des formations visant à accompagner les étudiants en voie de professionnalisation.

Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de poursuivre et de renforcer les partenariats avec des structures prestigieuses comme l'Association Jazz in Marciac.

Afin d'offrir aux élèves du département jazz et musiques improvisées du CRR la possibilité de bénéficier de master class jazz et musiques improvisées avec des artistes pédagogues, il est proposé de pérenniser notre partenariat pédagogique et artistique avec l'Association Jazz in Marciac.

Ce partenariat doit être formalisé dans une convention qui précise les engagements réciproques des deux parties et les modalités d'organisation pédagogique des master-class (disciplines instrumentales, dates, thèmes, ...).

L'Association Jazz In Marciac s'engage ainsi à accueillir, au sein des douze master-class qu'elle organise, les élèves du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération inscrits au département Jazz et Musiques improvisées. Les étudiants auront la possibilité d'assister gratuitement aux concerts officiels programmés par l'Association Jazz in Marciac. Les participants prendront en charge leurs frais de déplacement, de repas et d'hébergement, sur la base de tarifs négociés communiqués par l'association.

De son côté, le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération s'engage à verser une contribution financière annuelle aux frais pédagogiques fixée à 85 € par étudiant au titre des master-classes instrumentales. La Convention est conclue pour une période de onze mois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat artistique et pédagogique entre l'association "Jazz In Marciac" et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°28 : CULTURE – MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LE REMPLACEMENT DE LA COUVERTURE DU ZÉNITH SUD - ÉLECTION DES MEMBRES DU JURY - LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES - APPROBATION

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

La couverture textile du Zénith Sud de Montpellier a été remplacée en 2000. Cette couverture présente des caractéristiques techniques spécifiques, et notamment un classement au feu M2, certifié pour une durée de 10 ans par le fabricant, la société FERRARI, le 3 août 2000.

Le 30 mars 2010, les essais effectués par le laboratoire national de métrologie et d'essais LNE ont permis de prolonger la durée de validité du classement M2 pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 30 mars 2015.

Afin de satisfaire aux obligations réglementaires en vigueur, il convient à présent d'organiser l'opération de renouvellement de la couverture textile du Zénith, dont la fourniture et les travaux de mise en œuvre sont évalués à 1 950 000 € H.T.

Dans ce cadre, il est nécessaire de contractualiser avec un maître d'œuvre afin d'assurer la conduite globale de l'opération. Le marché à intervenir comprendra les éléments de mission suivants : Diagnostic, Avant-Projet, Projet / Dossiers de Consultation des Entreprises, Synthèse, Assistance aux Contrats de Travaux, Direction de l'Exécution, Assistance aux Opérations de Réception, Ordonnancement - Pilotage – Coordination, et Système de Sécurité Incendie.

Compte tenu de l'enveloppe prévisionnelle des travaux et du niveau de complexité de la mission, le marché est estimé à 300 000 € H.T. Sa durée prévisionnelle est évaluée à 6 mois d'études, et 3,5 mois de travaux. Ces délais seront à consolider au cours de l'avancement de la mission.

Considérant que le marché de maîtrise d'œuvre susvisé porte sur la réhabilitation d'ouvrage existant, et vu les montants en jeu, il convient de lancer une procédure d'appel d'offres, en application de l'article 74.III.1°.b) du Code des Marchés Publics.

En outre, conformément à l'article susvisé, un jury doit être constitué afin d'émettre un avis motivé sur les candidatures et les offres.

En application des articles 22 et 24 du Code des Marchés Publics, l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms que de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élu.

Dans la perspective de cette élection, des listes, exclusivement constituées de délégués titulaires au sein du Conseil de Communauté, y compris pour les membres suppléants, devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant le mercredi 1^{er} octobre 2014, à 12h00. Chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election du jury relatif à l'appel d'offres de maîtrise d'œuvre pour le remplacement de la couverture du Zénith Sud de Montpellier – Dépôt de liste – Ne pas ouvrir avant la date limite ».

Après approbation des modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, il est demandé au Conseil de communauté de bien vouloir procéder à l'élection des membres du jury.

Une seule liste a été déposée dans les délais et conditions fixées dans le prè-rapport d'information transmis à l'ensemble des membres du Conseil de communauté, mentionnées ci-dessus.

La liste (liste 1) déposée par Monsieur le Président est composée comme suit :

Titulaires :

- Guy Barral,
- Robert Cotte,
- Marie-Pierre Padelou,
- Rosy Buono,
- Chantal Marion.

Suppléants :

- Gérard Castre,
- Joël Raymond,
- Catherine Dardé,
- Pascal Krzyzanski,
- Chantal Lévy-Rameau.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci-dessus.

| | |
|--|-----------------------------|
| Présents (émargements) : | 85 + 7 pouvoirs |
| Votants : | 92 (dont 7 pouvoirs) |
| Bulletins nuls : | 4 |
| (bulletins litigieux à déduire art L65 et L66 du Code électoral) | |
| Bulletins blancs : | 4 |
| Suffrages exprimés : | 84 |

Titulaires :

| | |
|---|-------------|
| Sièges à pourvoir : | 5 |
| Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : | 16,8 |
| - Liste 1 : | |
| Voix obtenues : | 84 |
| Attribution au quotient : | 5 |
| Attribution au plus fort reste : | 0 |
| Total : | 5 |

Suppléants :

| | |
|--|----|
| Sièges à pourvoir : | 5 |
| Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 16,8 | |
| - Liste 1 : | |
| Voix obtenues : | 84 |
| Attribution au quotient : | 5 |
| Attribution au plus fort reste : | 0 |
| Total : | 5 |

La liste 1 est élue.

Les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier élus au sein du jury sont :

Titulaires :

- Guy Barral,
- Robert Cotte,
- Marie-Pierre Padelou,
- Rosy Buono,
- Chantal Marion.

Suppléants :

- Gérard Castre,
- Joël Raymond,
- Catherine Dardé,
- Pascal Krzyzanski,
- Chantal Lévy-Rameau.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres relatif au marché de maîtrise d'œuvre pour le remplacement de la couverture du Zénith Sud,
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- dire que les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier élus sont autorisés à exercer toute fonction au sein du jury,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à souscrire et à signer le marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution du présent marché, y compris, le cas échéant leur résiliation.

**AFFAIRE N°29 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES -
CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE
MONTPELLIER ET LA COMMUNE DE MURVIEL-LÈS-MONTPELLIER POUR LE FINANCEMENT
DE LA CAMPAGNE DE FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES SUR LE SITE DU CASTELLAS -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire et gestionnaire du site archéologique du Castellàs à Murviel-lès-Montpellier. A ce titre, elle participe à hauteur de 45 000€ en 2014 au financement des campagnes de fouilles archéologiques menées sur le site conjointement avec l'Etat, et soutenues par la ville de Murviel-lès-Montpellier.

Il convient de formaliser avec la ville de Murviel-lès-Montpellier une convention de partenariat décrivant les modalités financières sur lesquelles s'engagent les deux parties. Ainsi, la ville de Murviel-lès-Montpellier contribue financièrement à hauteur de 6 000 €, sous forme de paiement de prestations de terrassement, au projet de fouille archéologique sur le site du Castellàs. Elle s'engage également à mettre à disposition gracieuse des fouilleurs :

- les installations sanitaires du terrain de sport de la ville ;
- le dépôt de stockage et ses annexes, route de Montpellier ;
- un véhicule de marque DOBLO pour une durée de 6 mois par année de campagne ;

- les services administratifs (assurances, communication...) et Techniques (débroussaillage du site et de ses accès, alimentation en eau des différents lieux de fouilles, installation de matériel...) de la commune, pour un bon fonctionnement des campagnes de fouilles ;
- le matériel informatique de la Médiathèque pendant ses heures d'ouvertures.

Enfin, la ville s'engage à prendre en charge tous les frais d'eau, d'électricité des bâtiments, communaux mis à dispositions des fouilleurs et d'approvisionner en eau les chantiers de fouille. Elle s'engage à fournir, dans les mêmes conditions, l'eau et l'électricité au bâtiment laboratoire et de stockage, situé en annexe des services techniques de la mairie.

La présente convention est conclue au titre de l'année civile 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Commune de Murviel-lès-Montpellier pour le financement de la campagne de fouille archéologique 2014 sur le site du Castellans,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°30 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - DÉPLACEMENT POUR LE VERNISSAGE DE L'EXPOSITION "LES IAPODES, PEUPLE MÉCONNU. COLLECTIONS DU MUSÉE ARCHÉOLOGIQUE DE ZABREG" AU MUSÉE ARCHÉOLOGIQUE DE CATALOGNE (ESPAGNE) À GÉRONE - AUTORISATION

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Site archéologique *Lattara*-Musée Henri Prades, le Musée d'Archéologie de Catalogne (Espagne) et le musée archéologique de Zagreb (Croatie) ont souhaité s'associer afin d'organiser une exposition temporaire itinérante intitulée « *Les Iapodes, peuple méconnu. Collections du musée archéologique de Zagreb* ». Après avoir été présentée au public à Lattes du 15 mars au 8 septembre 2014, elle ouvrira ses portes à Gérone du 3 octobre 2014 au 1^{er} mars 2015.

Cette exposition s'inscrit dans le cadre du programme « Culture 2007-2013, 536542-CU-1-2013-FR-CULTURE-VOL121 » de l'Union européenne qui associe la Croatie, membre de l'Union Européenne depuis l'été 2013. Elle propose au public français de somptueux objets issus d'une civilisation méconnue de l'âge du Fer croate – les Iapodes –, présentée pour la première fois en France et en Espagne. Le projet d'exposition s'appuie sur le développement d'un simulateur virtuel d'archéologie qui permet à un large public de découvrir la démarche des archéologues.

Cette collaboration a fait l'objet d'une convention tripartite. Dans ce cadre, le Musée d'Archéologie de Catalogne (Espagne) invite ses partenaires au vernissage de cette exposition pour son étape catalane le vendredi 3 octobre prochain à 18h00 afin d'associer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'équipe du musée archéologique de Lattes au rayonnement culturel et scientifique de cet évènement.

Aussi est-il proposé que Monsieur Bernard Travier, Vice-Président délégué à la Culture effectuent le déplacement à Gérone, accompagné de Monsieur Lionel Pernet, Directeur du Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades et commissaire de l'exposition, Madame Isabelle Grasset, Directrice administrative et financière du Site archéologique et Florence Millet, Chargée des sites et des expositions au Site. Ce déplacement s'effectuera avec un véhicule de l'Agglomération et dans la journée du 3 octobre. Les frais de repas et d'hébergement seront pris en charge par le Musée d'Archéologie de Catalogne (Espagne), seuls les frais de péages seront à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour un montant estimatif de 100 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur Bernard Travier Vice-Président délégué à la Culture, Monsieur Lionel Pernet, directeur du Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades et commissaire de l'exposition, Mesdames Isabelle Grasset, Directrice administrative et financière et Florence Millet, chargée des sites et des expositions du Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades à effectuer ce déplacement à Gérone le 3 octobre 2014,
- dire que les dépenses sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°31 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES -

CRÉATION DE NOUVEAUX TARIFS DE LA BOUTIQUE - APPROBATION

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibérations successives n°7109 du 21 juillet 2006, n°7314 du 14 novembre 2006, n°7746 du 23 juillet 2007, n°7859 du 2 octobre 2007, n°7929 du 16 novembre 2007, n°8008 du 19 décembre 2007, n°8552 du 27 novembre 2008, n°8729 du 29 mars 2009 et n°11410 du 12 février 2013, le Conseil de Communauté a approuvé la tarification relative à la vente de divers articles à la boutique du Site archéologique *Lattara*-Musée Henri Prades de Lattes. A titre indicatif, en 2013, 1 781 articles ont été vendus, représentant un montant de 16 317 €. Actuellement la boutique dispose de 431 références à la vente.

Afin de diversifier le choix des ouvrages et produits culturels proposés à la vente au musée, il convient de modifier la liste des produits à la vente relative aux ouvrages, aux bijoux, aux reproductions et jeux ainsi qu'aux cartes postales et affiches (voir annexes). Les prix de vente s'échelonnant de 0,50 € à 215 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les dispositions tarifaires complémentaires,
- dire que les recettes seront inscrites au budget de la communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°32 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - AVENANT N°1 À LA CONVENTION RELATIVE AU DÉPÔT ET À LA DÉVOLUTION DE VESTIGES ARCHÉOLOGIQUES MOBILIERS APPARTENANT À L'ÉTAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Constatant que le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Montpellier Agglomération a, depuis sa création, accueilli un grand nombre de collections issues de l'archéologie préventive déposées par le Service Régional de l'Archéologie du Languedoc-Roussillon, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Direction Régionale des Affaires Culturelles ont souhaité dès 2011, mettre en commun leurs compétences et leurs moyens afin de préciser les modalités de dépôt et de dévolution de ce mobilier archéologique au sein du musée Henri Prades à Lattes.

Par délibération n°10251 du 23 juin 2011, le Conseil de Communauté a autorisé la signature d'une convention de dépôt. Cette convention a été conclue pour une durée de 5 ans à compter du 18 octobre 2011.

Ce dépôt acte la volonté de pérenniser l'implication du Site archéologique Lattara-Musée Henri Prades au sein de l'activité archéologique menée sur le territoire de l'Agglomération, et permet de répondre au besoin toujours important d'espaces de stockage pour les vestiges mobiliers issus de l'archéologie préventive, en raison du contexte énoncé en 2011 et des grands travaux occasionnés par la croissance urbaine. Il permet aussi de valoriser les découvertes de l'archéologie préventives auprès du grand public, notamment dans le cadre d'expositions comme ce fut le cas en 2012 pour l'exposition « Montpellier Terre de faïence », qui présentait les découvertes réalisées à l'occasion des fouilles archéologiques préalables à la construction des lignes 1 et 2 du tramway.

Les différents travaux menés depuis lors ont mis à jour de nombreux objets qui sont venus compléter le dépôt initial ; il convient donc d'établir un avenant n°1 à cette convention pour mettre à jour les inventaires des dépôts. Cet avenant permet en outre de compléter la liste des sites concernés par ces dépôts et dévolutions. Les clauses pratiques et techniques demeurent inchangées et restent valables jusqu'au terme de la convention, soit jusqu'en octobre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'État relative au dépôt et à la dévolution de vestiges archéologiques mobiliers, au titre de l'année 2014 jusqu'au terme de la convention initiale, soit en 2016 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°1 à la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°33 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - DEMANDES DE SUBVENTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2015 - AUTORISATION

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite poursuivre le développement et la diversification des actions menées par le Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades afin d'accroître son offre culturelle et scientifique.

Ainsi deux expositions temporaires d'archéologie, « **Jean Arnal et le Néolithique en Languedoc** » du 27 septembre 2014 au 10 août 2015 et « **L'écriture étrusque** » (titre provisoire) d'octobre 2015 à février 2016, ainsi qu'une exposition d'art contemporain (de mai à octobre) en dialogue avec le patrimoine archéologique seront organisées. En outre, de nombreuses activités initiées par le Service éducatif permettront de favoriser l'accès au patrimoine archéologique à un public toujours plus large. De plus, les animations culturelles (Nuit des musées, Fête de l'Antiquité, Soirée culturelle et gourmande, Journées Européennes du Patrimoine...) seront reconduites.

Par ailleurs, dans le but de protéger et valoriser le patrimoine, une campagne de conservation-restauration est initiée sur le mobilier issu des fouilles effectuées sur le site de *Lattara* afin de pérenniser et de restituer au public les objets avec une meilleure lisibilité.

En raison de la teneur et de l'importance de cette programmation (expositions - budget prévisionnel 170 000 € -, activités pédagogiques et culturelles - budget prévisionnel 32 350 € -, traitements de conservation-restauration d'objets - budget prévisionnel 30 000 €-), il convient de demander les subventions les plus élevées possibles auprès de l'Etat, de toute collectivité territoriale et de l'Union Européenne de manière à soutenir l'effort consenti et à étendre le rayonnement du musée à l'échelle régionale et au-delà.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser les demandes de subventions les plus larges possibles auprès de l'État, de toute collectivité territoriale et de l'Union Européenne,
- dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aux chapitres 903 et 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°34 : CULTURE – ASSOCIATION ENSEMBLE VOCAL CLAIRE GARRONE - ASSOCIATION CLUB DE LA PRESSE - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - APPROBATION

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°12027 du 19 décembre 2013, le Conseil de Communauté a affecté les subventions de fonctionnement aux associations culturelles dans le cadre du budget primitif 2014.

L'association « Ensemble Vocal Claire Garrone » a depuis transmis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier une demande de soutien financier au titre de l'année 2014, relatif à un échange culturel international organisé par l'association et l'orchestre baroque cubain Conjunto de Musica Antigua Ars Longa. Dans le cadre de cet échange, l'orchestre Ars Longa est accueilli dans différents lieux culturels de l'Agglomération de Montpellier et participe à des ateliers, des rencontres pédagogiques et des concerts, notamment un concert de prestige donné conjointement par Ars Longa et l'Ensemble Vocal Claire Garrone dans le cadre du festival des Voix à la cathédrale de Maguelone. Compte tenu de l'intérêt communautaire de cette manifestation, il est proposé d'affecter à l'association « Ensemble Vocal Claire Garrone » une subvention de fonctionnement de 4 000 €.

En outre, par la délibération susvisée, le Conseil de Communauté a affecté une subvention de 10 000 € à l'association « Club de la Presse ». Cette association, qui regroupe 1400 adhérents en Languedoc-Roussillon, est devenue particulièrement active dans le domaine du social et joue le rôle de Pôle Emploi dans le domaine du journalisme et de la communication. Une de ses cibles est constituée par les métiers précaires du journalisme et les pigistes.

Le club de la Presse a ainsi ouvert en 2013 un "Atelier des pigistes" à Port Marianne. Il s'agit d'un bureau de travail partagé destiné à des journalistes pigistes ne disposant pas de bureau, qui leur permet de rompre leur isolement et de favoriser le travail collectif. Ce local comporte 9 postes de travail, et son accès est gratuit pour les adhérents du club de la Presse, qui peuvent en bénéficier à raison de 3 jours par semaine maximum. Compte tenu de la portée de ce projet sur le territoire communautaire, il est proposé d'affecter une subvention complémentaire exceptionnelle de 5 000 € au Club de la Presse afin de participer aux frais de fonctionnement de ce lieu.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter une subvention de fonctionnement de 4 000 € à l'association "Ensemble Vocal Claire Garrone",
- affecter une subvention de fonctionnement complémentaire exceptionnelle de 5 000 € à l'association "Club de la Presse",
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions de partenariats correspondantes ainsi que tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°35 : CULTURE – PLANÉTIARIUM GALILÉE - FILM "JELO RÊVE DE SOLEIL" - CONVENTION DE CESSIION DE DROITS AVEC LA VILLE DE VAULX-EN-VELIN - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Planétarium Galilée renouvelle sa programmation avec la sortie, en moyenne, de deux à trois nouveaux spectacles chaque année. Cela a été le cas en 2014, avec le spectacle tout public « Climats extrêmes du système solaire », sorti pour les vacances d'hiver. La deuxième sortie prévue est celle d'un spectacle pour le très jeune public, à partir de 4 ans, qui remplacera ou complètera à l'affiche celui dont il a été fait l'acquisition en 2012, « La taupe qui aimait les étoiles ». Le choix s'est porté sur un spectacle produit par la ville de Vaulx-en-Velin, « Jelo rêve de Soleil ». Cette création originale est un spectacle d'astronomie qui permet aux plus jeunes d'approcher le Soleil d'une façon ludique, avec un contenu scientifique rigoureux et intéressant. La sortie de ce film se ferait dès la réouverture du planétarium après travaux.

Les conditions d'acquisition et d'exploitation de ce spectacle audiovisuel font l'objet d'une convention de cession de droits avec la ville de Vaulx-en-Velin qui fixe les modalités financières, techniques et administratives. En particulier, les conditions financières sont fixées à six mille euros hors taxes pour une durée de 10 ans à compter du jour la première exploitation. Cette somme est majorée de cinq cents euros hors taxes pour les versions en langues anglaise et néerlandaise, qui seront disponibles par audioguides. Les autres conditions de la convention sont d'usage pour ce genre de spectacle audiovisuel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de cession de droits du spectacle "Jelo rêve de Soleil",
- dire que les crédits sont prévus au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°36 : CULTURE – PLANÉTIARIUM GALILÉE - CRÉATION DES NOUVEAUX TARIFS DE LA BOUTIQUE - APPROBATION

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°11717 du 25 juillet 2013, le Conseil de Communauté a approuvé la grille tarifaire des produits vendus à la boutique du Planétarium Galilée. Forte de plus de 700 références produits. La boutique est un équipement important de cet équipement culturel qui génère près de 8 000 ventes annuelles pour plus de 36 000 € de recettes.

Le maintien de l'attractivité de cette boutique nécessite de présenter régulièrement à la vente de nouveaux produits qui font l'objet de nouvelles références. Il convient donc de définir et valider la nouvelle grille tarifaire qui rassemble l'intégralité des références et prend en compte les nouveaux produits.

Le principe de réductions de 10% pour les articles de démonstration et de 10 à 30% à l'occasion des périodes de promotion sera maintenu.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la nouvelle grille tarifaire des produits de la boutique du planétarium Galilée,
- dire que les recettes sont inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°37 : CULTURE – PLANÉTIARIUM GALILÉE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'UNIVERSITÉ MONTPELLIER 2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

La Faculté des Sciences de Montpellier, composante de l'Université Montpellier 2, est une institution essentielle dans le domaine des sciences et de l'astronomie ; elle propose une offre complète de formations d'enseignement dans le domaine des sciences.

Le planétarium Galilée est un des établissements de vulgarisation de la culture scientifique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour les domaines de l'astronomie et de l'astrophysique, dont l'action continue dans la sphère éducative en fait un acteur reconnu, tant au plan local que régional.

Compte tenu de l'activité de ces deux institutions, une collaboration s'est naturellement forgée depuis quelques années au travers de plusieurs projets ou actions : séries de conférences sur des thématiques actuelles, commencées avec « Galilée au planétarium » en 2009, année mondiale de l'Astronomie, production audiovisuelle avec le film « Lointaines galaxies », pour ne citer que ces deux exemples.

Afin de consolider cette collaboration fructueuse, il est proposé de lui conférer un cadre formel par la conclusion d'une convention de partenariat.

Ce partenariat se concrétiserait par des actions d'animations et de vulgarisation auprès du grand public et des étudiants, par une collaboration dans le cadre de la formation des étudiants et, dans l'objectif plus général de développer la culture scientifique, par une initiation à la démarche scientifique afin de redonner le goût des sciences aux jeunes et au grand public par l'expérimentation.

Les opérations de vulgarisation pour le grand public permettent en particulier aux chercheurs des laboratoires de recherche montpelliérains et d'ailleurs de vulgariser leurs recherches au travers de conférences au planétarium. Ce type d'action est à pérenniser et à développer : l'année 2015, déclarée « Année mondiale de la Lumière » par l'Unesco, serait une première occasion de développer un programme d'actions communes pour le grand public.

Sont aussi envisagées des actions pédagogiques à destination des étudiants de la Faculté pour les cursus de licence et des masters de physique et physique-chimie, des métiers de l'éducation et de la formation, d'histoire, philosophie et didactique des sciences et des écoles doctorales. L'outil « planétarium » serait ainsi utilisé comme support technique à des séances adaptées en fonction du niveau des étudiants, et pourrait se révéler d'une grande utilité pour certains apprentissages.

Pour préparer et piloter ces différentes actions, il est prévu de constituer une commission composée de personnels du Planétarium Galilée et de la Faculté des Sciences. Cette commission serait chargée de définir les thématiques annuelles, les programmes annuels des conférences, expositions et autres opérations, de définir les modalités d'organisation des cours au planétarium et de proposer un budget spécifique prévisionnel pour chaque opération, qui feront l'objet de conventions d'application.

Les parties envisagent de mettre en place une communication commune pour les actions menées de concert. Il est, enfin, prévu d'instituer un label « culture scientifique » visant à donner une garantie et une caution scientifique pour les domaines de l'astrophysique et l'astronomie, à des manifestations organisées par des sociétés d'amateurs, clubs scientifiques, centres de loisirs et de culture, établissements d'enseignement, pour valoriser leurs actions de vulgarisation.

Cette convention de partenariat prendrait effet du jour de sa signature jusqu'au 31 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Université Montpellier 2,
- autoriser Monsieur le président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°38 : CULTURE – MÉDIATHÈQUE AIMÉ CÉSAIRE À CASTELNAU-LE-LEZ - TRAVAUX DE DÉMOLITION - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA VILLE DE CASTELNAU-LE-LEZ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Bertrand TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°11636 du 26 juin 2013, le Conseil de Communauté a approuvé le programme et le budget de l'opération de reconstruction de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez.

D'une surface hors oeuvre nette (SHON) de 1 100 m², la nouvelle médiathèque Aimé Césaire comportera trois secteurs accessibles au public : le secteur fiction, le secteur documentaire – image – son, et le secteur presse. Des salles d'action culturelle (salle d'initiation et salle de projections – animations – conférences) viendront compléter

les secteurs d'activité de la médiathèque. L'accueil des usagers de la médiathèque sera positionné à l'ouest du bâtiment pour un accès direct depuis la place du marché. En rez-de-chaussée, le bâtiment ouvrira ses espaces d'activités sur l'espace extérieur coté sud.

Sur la base d'un montant de travaux de 2,7 M€ H.T., le budget global estimé de l'opération au stade du programme s'établit à 3,9 M€ H.T. (valeur juin 2013).

Compte tenu des contraintes spatiales du bâtiment existant, du coût de la dépose des équipements secondaires existants, de la nécessité de remplacer les menuiseries, de la nécessaire adaptation de l'équipement aux normes PMR, et de son positionnement en contrebas de la place, le choix d'une déconstruction / reconstruction s'est opéré.

Les travaux de déconstruction de la médiathèque Aimé Césaire sont évalués à 70 000 € T.T.C. Or, la Ville de Castelnau le Lez envisage d'engager la démolition des bâtiments de l'Espace Rencontres, sis rue de la Crouzette, à proximité de ceux de la Médiathèque Aimé Césaire sise Allée Rose de France.

La réalisation commune de ces prestations conduirait à une économie d'échelle générant un gain financier global pour les deux entités publiques. Or, dans la perspective de recherche de sources d'économie, le code des marchés publics permet le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Il est ainsi envisagé de constituer un groupement de commande, sur le fondement de l'article 8 du code des marchés publics, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Castelnau le Lez, en vue de la passation de marchés relatifs aux travaux de démolition des bâtiments de l'Espace Rencontres, sis rue de la Crouzette, et de la Médiathèque Aimé Césaire, sise Allée Rose de France.

Un projet de convention a été élaboré à cet effet. La Ville de Castelnau le Lez est désignée coordonnateur du groupement, chargée de conduire la procédure d'appel public à la concurrence et mandatée pour signer et notifier les marchés. La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'associera pour sa part au suivi et au pilotage des travaux qui la concernent. La Commission d'Appel d'Offres de la Ville de Castelnau le Lez est ainsi compétente pour choisir les titulaires des marchés.

Les frais liés à la procédure de désignation du cocontractant et autres frais éventuels de fonctionnement ainsi que les frais de publicité liés à la passation du marché sont supportés équitablement par chaque membre du groupement. Le coordonnateur adressera une demande de remboursement chiffrée et détaillée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention constitutive du groupement de commandes avec la Ville de Castelnau-le-Lez pour les travaux de démolitions des bâtiments de l'Espace Rencontres et de la Médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (trois votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET, M. Henri ROUILLEAULT.

AFFAIRE N°39 : CULTURE – MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION ÉMILE ZOLA - CONVENTION D'APPLICATION N°5 À LA CONVENTION-CADRE DE PÔLE ASSOCIÉ RÉGIONAL LANGUEDOC-ROUSSILLON N°2012-290/423 AVEC LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Depuis 2007, un pôle associé documentaire régional Languedoc-Roussillon a été constitué entre l'Etat (Bibliothèque Nationale de France, Direction Régionale des Affaires Culturelles Languedoc-Roussillon), la Région Languedoc-Roussillon, LR2L (Languedoc Roussillon Livre et Lecture) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°11061 en date du 19 juillet 2012, le Conseil de Communauté a approuvé la convention-cadre de Pôle associé régional Languedoc-Roussillon n°2012-290/423, établie entre la Bibliothèque Nationale de France et les partenaires du Pôle associé régional Languedoc-Roussillon pour les années 2012-2014.

Cette convention-cadre formalise notamment des objectifs de recensement des fonds patrimoniaux anciens, locaux et spécialisés conservés en région, de finalisation de la bibliographie régionale du Languedoc-Roussillon en langue française, de valorisation numérique des collections patrimoniales régionales et, à titre exceptionnel, de valorisation des collections patrimoniales sous forme d'expositions.

Elle peut donner lieu à une ou plusieurs conventions d'application destinées à fixer la nature et les modalités d'exécution des opérations que le Pôle associé régional s'engage à réaliser. Dans ce cadre, il est proposé de poursuivre en 2014 la réalisation d'une bibliographie régionale en langue française engagée en 2012 et 2013, conformément aux conventions d'application n°1 et n°4, en formalisant une convention d'application n°5 à la convention-cadre n°2012-290/423.

Cette convention d'application n°5 définit les engagements de chacune des parties, et précise notamment que la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à traiter de façon rétrospective la bibliographie régionale et à l'enrichir de liens vers les documents numériques en s'appuyant sur le périmètre scientifique actuellement en vigueur à la Médiathèque centrale Emile Zola. La BNF apporte quant à elle son soutien financier à hauteur de 17 960 € T.T.C., pour la prise en charge de vacations, montant qui devra correspondre à 50% maximum des dépenses effectivement réalisées par la Médiathèque centrale Emile Zola pour cette opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention d'application n°5 de la convention-cadre 2012-2014 n°2012-290/423 relative à l'élaboration d'une bibliographie régionale en langue française,
- dire que les crédits seront inscrits en recette au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°40 : CULTURE – MUSÉE FABRE - DEMANDES DE SUBVENTIONS - AUTORISATION

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées (FRAM) permet au ministère de la Culture et de la Communication (DRAC LR) et à la Région Languedoc-Roussillon de soutenir la politique en faveur de l'enrichissement des collections du musée Fabre.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite poursuivre sa démarche d'enrichissement des collections du musée Fabre. A cet effet, il est proposé au Conseil de solliciter une subvention 2014 la plus large possible auprès du Fonds Régional d'Acquisitions pour les Musées (FRAM) pour le soutien à l'acquisition des œuvres suivantes :

François-André Vincent – « Renaud et Armide » : 184 941 € ;
Andrea Vaccaro – « Le martyr de Sainte Agathe » : 325 000 €.

En outre, dans la continuité des actions culturelles entreprises depuis sa réouverture, le musée Fabre poursuivra en 2015 son ambitieux programme d'expositions temporaires ainsi que ses actions en faveur des publics pour une dépense globale prévisionnelle de 2 000 000 €.

La programmation 2015 comprend notamment les expositions « L'Age d'or de la peinture napolitaine » du 20 juin au 11 octobre 2015, « Senufo : Art, histoire et style en Afrique de l'Ouest » du 28 novembre 2015 au 6 mars 2016, « Laurent Reynes » à l'automne 2015.

L'Age d'Or de la peinture napolitaine

Du 20 juin au 11 octobre 2015

L'exposition Corps et Ombres, Caravage et le caravagisme européen qui s'est tenue en 2012 au musée Fabre puis aux Etats-Unis avait suscité à la fois un large succès auprès du grand public et un intérêt scientifique reconnu de la part des spécialistes. Dans son sillage, le musée Fabre continue son exploration de l'art italien, à travers l'école napolitaine, l'une des plus fertiles et originales du XVIIe siècle. Depuis le séjour de Caravage vers 1606-10 jusqu'au triomphe de Solimena peu avant 1700, la peinture napolitaine évolue entre un naturalisme expressionniste et tragique et un goût baroque et sensuel pour la couleur et le mouvement. Sujets religieux, mythologiques, batailles, natures mortes, paysages témoignent de la fertilité et de l'imagination des peintres napolitains dont les plus importants seront exposés à Montpellier (Ribera, Stanzione, Giordano, Recco, Cavallino, Solimena...).

Cette exposition est le fruit d'une collaboration inédite entre l'Institut National d'Histoire de l'Art, l'Institut National du Patrimoine et le Musée Fabre. Elle a déjà reçu le soutien du musée du Louvre, ainsi que des plus

importantes collections napolitaines dont le prestigieux musée de Capodimonte.

Senufo : Art, histoire et style en Afrique de l'ouest,

Du 28 novembre 2015 au 6 mars 2016

Senufo : Art, histoire et style en Afrique de l'ouest est un projet mené par le Cleveland Museum of Art. Au sein de l'organisme de coopération franco-américain FRAME, le musée Fabre accueillera cette exposition, en partenariat avec le Cleveland Museum of Art et le Saint Louis Museum. Consacrée à l'art Senufo., il s'agira de la - première exposition d'art africain au musée.

De belles et caractéristiques formes de sculptures, plus tard identifiées comme Senufo, surent attirer l'attention de marchands, de collectionneurs et d'artistes en Europe et en Amérique du nord au début du XXe siècle, moment où on commença de part et d'autre de l'Atlantique à juger les objets africains comme des objets d'art plutôt que des artefacts ethnographiques. L'exposition retrace l'émergence et la définition d'un style Senufo, et montre comment la créativité des artistes et le rôle des mécènes, ont donné naissance à une production riche, dynamique et diversifiée, autour du centre artistique de Korhogo et dans les communautés Senufo voisines, mais aussi dans les villes et les cités périphériques. Nourrie des recherches menées ces deux dernières décennies par les chercheurs d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du nord, l'exposition propose une large perspective explorant les multiples possibilités de se référer aux arts dits « Senufo », au-delà de la traditionnelle vision d'un style singulier et apparemment immuable.

Laurent Reynes automne 2015,

Depuis 2009, le musée Fabre montre son engagement pour la création vivante en exposant des artistes contemporains ayant nourri des liens étroits avec la région. Il met à l'automne 2015 à l'honneur le montpelliérain Laurent Reynes, peintre, sculpteur, architecte. Sa peinture abstraite, dans la lignée de Joan Mitchell, interroge les possibilités de la couleur et de l'abstraction ainsi que de la gestuelle. Certaines installations permettent au spectateur d'entrer pleinement et physiquement au sein de la couleur.

A cet effet, il convient de présenter un dossier de demande de subventions les plus larges possibles auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) du Languedoc-Roussillon et de la Région Languedoc-Roussillon concernant la mise en œuvre des expositions temporaires organisées en 2015, l'édition des catalogues afférents et le programme d'action culturelle et éducative qui sera élaboré pour les différents publics et notamment les publics empêchés.

Le Label d'Intérêt National (LIN) sera sollicité auprès du ministère de la Culture pour l'exposition « L'Age d'or de la peinture napolitaine ».

Il convient également de déposer un dossier de demande de subventions les plus larges possibles auprès de la DRAC Languedoc-Roussillon et de la Région Languedoc-Roussillon en soutien aux dispositifs éducatifs créés spécifiquement pour le parcours des collections permanentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la demande de subvention la plus large possible auprès du Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées (FRAM) pour l'achat des oeuvres mentionnées ci-dessus,
- autoriser les demandes de subventions les plus larges possibles auprès de l'État et de la Région Languedoc-Roussillon pour la programmation 2015,
- dire que les crédits seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 903 et 923,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°41 : SPORTS ET TRADITIONS – PISCINE COMMUNAUTAIRE HÉRACLÈS À SAINT-BRÈS - CONVENTION DE PARTICIPATION POUR LE RACCORDEMENT DE LA PISCINE AUX RÉSEAUX DE LA ZAC DE CANTAUSSEL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

- Par délibération n°7901 en date du 2 octobre 2007, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a fait l'acquisition de parcelles de terrain situées à l'intérieur du périmètre de la ZAC de Cantausse à Saint-Brès, en vue de la réalisation d'une piscine communautaire.

- Par délibération n°10862 en date du 24 mai 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de réalisation de la piscine Héraclès à Saint-Brès. Par cette délibération, il a également approuvé le budget prévisionnel de l'opération arrêté au stade de la programmation, ainsi que le lancement du concours de maîtrise d'œuvre.

A l'issue du concours de maîtrise d'œuvre et par délibération du Conseil de Communauté n°11574 en date du 23 mai 2013, l'équipe représentée par Coste Architectures a été désignée lauréate de ce concours et attributaire du marché de maîtrise d'œuvre.

Par délibération n°12430 en date du 31 juillet 2014, le Conseil de Communauté a adopté l'Avant Projet Définitif (APD) de l'opération et la nouvelle estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, prenant en compte la mise en place d'une chaufferie bois à plaquettes forestières.

Le terrain étant située dans le périmètre de la ZAC, il est nécessaire de raccorder la piscine Héraclès aux équipements suivants :

- réseaux assainissement – eaux usées – eaux pluviales
- réseaux Gaz,
- réseaux d'adduction eau potable,
- réseau électricité,
- réseau télécommunications.

Conformément à l'article L 311.4 du Code de l'Urbanisme il est proposé d'autoriser la signature d'une convention de participation aux équipements de la ZAC Cantausse entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Ville de Saint-Brès et la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine pour un montant total de 204 074€ H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de participation,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier chapitre 904,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention sus-visée ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : Max Lévia, Sauveur Tortorici, Pascal Krzyzanski, Patricia Miralles, Isabelle Guiraud, Laurent Jaoul, Jean-Marc Lussert.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°42 : SPORTS ET TRADITIONS – FONDS SPÉCIAL SPORTS - SUBVENTIONS - ATTRIBUTION

M. Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Un fonds spécial d'un montant de 20 000 € a été créé au budget primitif 2014 pour soutenir des actions ponctuelles ou reconnaître des résultats sportifs dont l'audience participe à la promotion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au plan national et international.

En complémentarité des animations d'été, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a le projet de proposer des séances d'apprentissage et de perfectionnement à la natation ainsi que des préparations à la qualification au BNSSA (Brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique) à un public en difficulté d'insertion professionnelle.

Pour la mise en œuvre de ce projet à vocation sociale, elle s'appuiera sur des associations ou clubs aquatiques qui seront subventionnés.

De plus, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite soutenir l'organisation du 15^{ème} tournoi de football Cédric CALAS qui se déroule chaque année à Baillargues.

Dans ce cadre il est proposé au Conseil d'attribuer les subventions suivantes :

- 1 911 € pour le « Club de Palmes de Montpellier »,
- 1 940 € pour le club « Montpellier Sauvetage »,
- 1 300 € pour le club « Aqualove »,
- 1 500 € pour l'association sportive « Baillargues Saint-Brès, Valergues ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°43 : SPORTS ET TRADITIONS – ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE - MISE À DISPOSITION DE LOCAUX ET RÉPARTITION DES COÛTS - RENOUELEMENT DES CONVENTIONS ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

- Par délibération n°4846 du 18 septembre 2002 et n°4848 du 22 octobre 2002, la Communauté d'Agglomération a défini l'intérêt communautaire et précisé les équipements relevant de cette définition, à transférer.

Parmi ceux-ci, trois présentent des fonctions polyvalentes :

- Base de Canoë-kayak de La Valette,
- Stade de la Mosson « Mondial 98 »,
- Centre Nautique Neptune,

De plus, par délibération n°5206 en date du 27 juin 2003, la Communauté d'Agglomération a procédé à l'acquisition de la piscine Alfred Nakache, sise à l'intérieur du complexe sportif Léon Cazal acheté simultanément par la Ville de Montpellier.

Enfin, par délibération n°9087 en date du 24 septembre 2009, le Conseil Communautaire a approuvé le transfert à la Communauté d'Agglomération de Montpellier du gymnase Peyrou situé au sein du complexe Pitot-Peyrou à compter du 1^{er} janvier 2010.

L'inventaire des modalités de gestion et d'utilisation de ces installations a mis en évidence l'imbrication avec des équipements communaux ou mis à la disposition de la Ville de Montpellier.

La configuration de ces cinq installations sportives a nécessité de conventionner avec la Ville de Montpellier afin de régler les modalités de gestion et d'utilisation de celles-ci. C'est l'objet, d'une part, de la délibération n°9286 du 22 décembre 2009 par laquelle la Communauté d'Agglomération a autorisé la conclusion d'une convention relative à la répartition des coûts de chauffage entre la salle Pierre de Nogaret et le complexe Pitot-Peyrou et, d'autre part, de la délibération n°10469 du 27 octobre 2011 qui a autorisé la signature des conventions concernant la base de Canoë-kayak de La Valette, le stade de la Mosson « Mondial 98 », le Centre Nautique Neptune et la piscine Nakache qui arriveront à échéance le 31 décembre 2014.

Il convient donc d'établir, à compter du 1^{er} janvier 2015, une nouvelle convention pour chaque établissement, conformément à l'article L. 5216-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui aura pour objet de régler les modalités de répartition des coûts qui résultent de cet usage, mais également de ceux résultant de l'absence de réseaux de fluides séparés.

Les parties géreront de manière autonome les espaces dont elles ont la responsabilité et dont les usages n'interfèrent pas sur le fonctionnement de l'autre équipement.

La Ville de Montpellier remboursera à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'ensemble des charges relevant de la gestion des autres équipements.

Le calcul de ces charges est déterminé en fonction des critères suivants : la superficie, le volume, le nombre d'usagers, la durée d'utilisation, le coût d'installations similaires. Le montant de ces charges sera arrêté annuellement au moment de la facturation établie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est donc proposé au Conseil de reconduire les conventions entre la Communauté d'Agglomération et la Ville de Montpellier concernant les cinq établissements concernés pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2015, selon les mêmes modalités que précédemment.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion des conventions relatives à la mise à disposition et à la répartition des coûts d'une partie des équipements mentionnés ci-dessus ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget 2015 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi

que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°44 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – RÈGLEMENT INTÉRIEUR - ADOPTION

Mme Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires juridiques, rapporte :

En application du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment de l'article L. 2121-8, le conseil municipal, dans les communes de 3 500 habitants et plus, doit établir un règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation.

L'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales rend ces dispositions applicables aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants, ce qui est le cas de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

A la suite du renouvellement du Conseil de Communauté en date du 15 avril 2014, il convient donc d'établir un règlement intérieur fixant les modalités de fonctionnement de l'assemblée communautaire.

Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le Conseil de Communauté dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ce document précise, dans le cadre législatif et réglementaire, l'organisation des débats et des votes au sein du Conseil Communautaire, les modalités de publicité des actes pris par l'organe délibérant et l'exécutif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il définit aussi le fonctionnement des principales institutions de notre établissement public de coopération intercommunale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le nouveau règlement intérieur du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier annexé à la présente délibération,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (trois votes contre et une abstention).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET, M. Alex LARUE.

S'est abstenue : Mme Anne BRISSAUD.

AFFAIRE N°45 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER RELATIVE À L'ENTRETIEN ET LA MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS CLIMATIQUES D'UNE PARTIE DES BÂTIMENTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2003, les services de la Ville de Montpellier assurent par convention, l'entretien et la maintenance des équipements climatiques des bâtiments transférés à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le 1^{er} janvier 2008, cette convention a été étendue à une partie de son patrimoine propre.

Par délibération n°9904 du 10 décembre 2010, la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont conclu, pour une durée de 4 ans, une convention permettant la réalisation de cette prestation par le service énergie de la ville de Montpellier, pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette convention arrive à échéance le 31 décembre 2014.

Afin de permettre que la maintenance des installations de chauffage soit assurée jusqu'à la fin de la saison de chauffe 2014-2015, la durée de la convention doit être prorogée de six mois, l'échéance étant ainsi décalée au 30 juin 2015. C'est l'objet du projet d'avenant n°1.

Ce projet sera soumis pour avis au Comité Technique Paritaire, lors de sa séance du 26 septembre 2014.

Les autres dispositions de la convention sont inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ainsi que tous documents afférents,
- dire que les crédits seront inscrits au Budget 2015, chapitres 920, 922 et 924,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°46 : RESSOURCES HUMAINES – PROCÉDURE DE FIN D’AFFILIATION VOLONTAIRE DE LA COMMUNAUTÉ D’AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER AUPRÈS DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L’HÉRAULT - APPROBATION

M. Pierre BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

- Par délibération du 21 décembre 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est inscrite dans une affiliation volontaire avec effet au 1^{er} janvier 2005, auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault. Dans le cadre de cette affiliation volontaire, cet établissement, en contrepartie d'une cotisation fixée à 0,4 % de la masse salariale, assure deux types de missions :

- Les missions obligatoires pour le compte des employeurs publics telles que définies dans la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 :
 - La publicité des créations, vacances d'emplois de catégorie A, B et C ;
 - La publicité des listes d'aptitude ;
 - La prise en charge des fonctionnaires des catégories A, B et C momentanément privés d'emplois ;
 - Le reclassement des fonctionnaires de catégories A, B et C devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions ;
 - Le fonctionnement des conseils de discipline de recours.
- Les missions au titre de l'adhésion volontaire : le conseil statutaire, la gestion de la bourse de l'emploi, l'organisation des concours et examens professionnels, des formations notamment dans le domaine de la prévention.

Dans sa séance du 29 novembre 2013, le conseil d'administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault a décidé unilatéralement l'augmentation pour la seule Communauté d'Agglomération de Montpellier du taux de cotisation qui progresse de 0,4 % à 0,7 %. Dans le même temps, depuis 2005, l'évolution des compétences sur les missions fondamentales des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier permet d'assurer les prestations proposées par le centre de gestion en interne. Ainsi, cette évolution à laquelle s'ajoute l'augmentation du taux de cotisation, pour notre seule EPCI, amènent à reconsidérer notre affiliation volontaire.

Par ailleurs, l'évolution législative récente a mis fin à la facturation, pour les collectivités non affiliées auprès des centres de gestion, des coûts des lauréats aux différents concours et examens professionnels des catégories A et B. Ne subsiste désormais que la facturation des coûts pour les agents de catégorie C nommés sur liste d'aptitude inscrits auprès des centres de gestion.

Compte tenu des éléments exposés ci-dessus, des précisions apportées par le Centre de Gestion de la Fonction Publique de l'Hérault le 12 août 2014, des dispositions du décret n°85-643 du 26 juin 1985 et de la volonté de la Communauté d'Agglomération de Montpellier exprimée par la délibération n°12407 du 31 juillet 2014, il est proposé d'approuver le lancement de la procédure de fin d'affiliation volontaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès du centre de Gestion de la Fonction Publique de l'Hérault à compter du 1^{er} janvier 2015, en application de l'article 7 du décret susmentionné.

Conformément à l'article 30 du décret du 26 juin 1985, le Centre de Gestion de la Fonction Publique de l'Hérault sera amené à procéder à la consultation de l'ensemble des collectivités et établissements publics affiliés.

Ces dispositions ont été approuvées à l'unanimité des membres du Comité Technique Paritaire réunis le 26 septembre 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement de la procédure de fin d'affiliation volontaire de la Communauté d'Agglomération de

Montpellier auprès du Centre de Gestion de la fonction Publique Territoriale de l'Hérault à compter du 1er janvier 2015 ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°47 : RESSOURCES HUMAINES – RÉGIME INDEMNITAIRE - MODALITÉS D'ATTRIBUTION DE LA PART COMPLÉMENTAIRE - APPROBATION

M. Pierre BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a modifié son régime indemnitaire par délibération lors du Conseil qui s'est tenu le 8 octobre 2012. A cette occasion, il a été décidé l'instauration du versement d'une part liée aux résultats et à la valeur professionnelle appréciée notamment, lors de l'entretien professionnel annuel.

Cette part complémentaire du régime indemnitaire dépend de la valeur professionnelle ; elle est déterminée, notamment sur les conclusions et sur l'appréciation de la manière de servir d'après la procédure d'évaluation annuelle pour les agents concernés.

Elle prend en compte les éléments suivants :

- L'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs,
- Les compétences professionnelles et techniques,
- Les qualités relationnelles,
- La capacité d'encadrement ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Le versement de cette part en année N concerne l'ensemble des agents stagiaires, titulaires et non titulaires mensualisés justifiant d'au moins un an d'ancienneté, au 30 novembre de l'année N-1.

Par ailleurs, ne sont pas éligibles à cette part, les agents absents depuis plus d'un an de façon consécutive, à la date du 30 novembre de l'année N- 1 pour une attribution en année N. En outre, cette part sera réduite de moitié en cas d'absence entre six mois et un an, sur la période de référence. Les motifs d'absence sont les congés de maladie (maladie ordinaire, longue maladie et longue durée), les congés pour accident de service/travail et maladie professionnelle, les congés de formation, le congé parental, la disponibilité.

Les directions disposeront d'une enveloppe annuelle calculée sur un montant mensuel moyen de 25 euros bruts relatif à l'effectif encadré et présent. Les attributions individuelles s'effectueront selon six niveaux de montants mensuels : 0 €, 5€, 15 €, 25 €, 35 € et 45 €.

Le versement de la part liée aux résultats aura lieu à l'issue de la procédure d'entretien professionnel au cours du premier trimestre 2015.

Les attributions individuelles du régime indemnitaire feront l'objet d'un arrêté.

Cette affaire a été approuvée à la majorité des membres du Comité Technique Paritaire réunis le 26 septembre 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités d'attribution de la part complémentaire indemnitaire,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°48 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

M. Pierre BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

I- Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires

relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis favorable à l'unanimité des membres du Comité Technique Paritaire du 26 septembre 2014.

III-Transformations de postes au tableau des effectifs

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis favorable à l'unanimité des membres du Comité Technique Paritaire du 26 septembre 2014.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tenant compte des mises en conformité, transformations, suppressions et confirmation de postes;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920, 923, 924, 928 et 929 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°49 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - TRAVAUX D'EXTENSION DE LA STATION D'ÉPURATION DE COURNONTERRAL / COURNONSEC - MARCHÉ N°2858EA12 - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. René REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Dans le cadre de la mise en œuvre de son schéma directeur d'assainissement, la Communauté d'Agglomération a raccordé en juillet 2005 les effluents de la Commune de Cournonsec sur la station d'épuration de Cournonterral et s'est engagée à renforcer à terme cette installation pour les besoins futurs de ces deux communes.

L'avant-projet de l'extension de la station d'épuration intercommunale a été approuvé par délibération n°10435 du Conseil de Communauté lors de sa séance du 29 septembre 2011 et a arrêté le montant prévisionnel des travaux à 3,45 M € H.T. La capacité nominale de la station est portée à 15 000 équivalents-habitants compte tenu notamment des extensions des zones urbanisées prévues par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT). Les nouveaux ouvrages sont construits sur les parcelles voisines BC007 et BC008 acquises par la Communauté d'Agglomération de Montpellier Ce site est longé par le Coulazou, affluent de la Mosson, qui continuera à constituer le lieu de rejet des effluents traités.

Le niveau d'épuration visé intègre le traitement des paramètres azote et phosphore. Il correspond au niveau de traitement le plus exigeant imposé par les directives européennes en zone sensible ; il sera amélioré par rapport à la situation actuelle.

Par délibération n°11657 du 26 juin 2013, le marché de travaux n°2858EA12 a été attribué à l'entreprise AQUALTER (anciennement TERNOIS) domiciliée à la Seyne sur Mer (83), pour un montant de 2 948 181,54 € H.T. (valeur septembre 2012) , soit 3 526 025,12 €T.T.C. (TVA 19,6 %).

Début 2014, les travaux d'extension de la station d'épuration ont débuté.

Au cours de l'exécution du marché, des aléas de chantier, des optimisations et modifications du projet nécessitent des travaux supplémentaires.

Ainsi, à l'ouverture des fouilles au démarrage du chantier, des venues d'eau non identifiées préalablement dans l'étude de sol, sont apparues. L'analyse alors demandée au géotechnicien a révélé que ces venues d'eaux étaient pérennes et permanentes et situées en affleurement d'une couche imperméable.

Il s'avère donc nécessaire de les évacuer en continu afin d'assurer la stabilité des ouvrages dans le temps. Pour cela, un drainage définitif doit être réalisé autour du bassin d'aération accompagné d'un puisard en point bas. Ces travaux supplémentaires sont évalués à 30 593,81 € H.T.

D'autre part, un ancien ouvrage, reliquat des fondations d'un précédent bâtiment, non identifié sur les plans existants, a été rencontré. Sa démolition génère un surcoût de 2 245,51 € H.T.

Enfin, des ajouts de commandes déportées et sondes sont rendus nécessaires afin d'optimiser l'exploitation future, soit un surcoût de 3 703,99 € H.T.

Ces sujétions imprévues imposent une modification de la nature des prestations à réaliser telles que décrites au CCTP du marché initial, la création de prix supplémentaires et une modification de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF). Un avenant n°1 au marché de travaux n°2858EA12 est proposé pour cela.

Cet avenant génère une plus-value de 36 543,31 € HT.(valeur septembre 2012), soit 43 851,97 € T.T.C (TVA 20%).

Le nouveau montant total du marché serait ainsi porté à 2 984 724,85 € H.T., soit une augmentation de 1,24% par rapport au montant initial..

Le délai initial d'exécution du marché (hors période de préparation) est de 13 mois comprenant 10 mois de travaux, 1 mois de mise au point en eau claire, 1 mois de mise en régime, puis 1 mois de période d'observation. Dans le cadre de cet avenant n° 1, il est proposé de prolonger de 11 semaines ce délai afin de tenir compte des délais de réalisation des travaux supplémentaires mais aussi d'un incident technique sur l'exploitation des bassins existants et conservés, survenu en avril, provoquant l'inondation des fouilles du chantier. Cet incident relève de la responsabilité du titulaire du contrat de délégation de service public. Toutefois, sa résolution a engendré des retards dans l'exécution des travaux pour lesquels l'entreprise ne doit pas se trouver pénalisée.

Les différents événements évoqués ci-dessus justifient la prolongation de ce délai de 11 semaines. Le délai global d'exécution du marché passe ainsi de 13 mois à 15,75 mois.

Toutes les clauses du marché restent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 au marché n°2858EA12 des travaux d'extension de la station d'épuration de Cournonterral / Cournonsec augmentant son montant de 36 543,31 € H.T. et prolongeant la durée d'exécution de 11 semaines,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°50 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – RÉALISATION DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - INTERCEPTEUR EST AMONT - APPROBATION DU DOSSIER D'ENQUÊTE PARCELLAIRE - DEMANDE D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

M. René REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Les études d'avant-projet de l'intercepteur Est, collecteur primaire de transport des eaux usées dans la vallée du Lez, depuis le lieu-dit Pidoule sur la Commune de Montferrier-sur-Lez jusqu'à la station d'épuration MAERA sur la Commune de Lattes, ont été approuvées par délibération n°6825 du Conseil de Communauté lors de sa séance du 16 décembre 2005.

- Par arrêté n°2007-I-2132 en date du 09 octobre 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique (DUP) les travaux correspondants et les acquisitions foncières nécessaires à leur réalisation puis, par arrêté n°2013I303 en date du 11 février 2013, a prorogé cette DUP jusqu'au 07 octobre 2017.

- Par délibération n°10907 du 24 mai 2012, le Conseil Communautaire a approuvé un dossier d'enquête parcellaire complémentaire et de constitution de servitudes pour la partie de l'Intercepteur Est Amont sur les secteurs de Navitau (Castelnau le Lez) et du futur Poste de Refoulement (PR) des Closades sur la Commune de Clapiers.

Il s'avère aujourd'hui qu'un nouveau dossier d'enquête parcellaire est nécessaire sur ce secteur en vue de l'acquisition de parcelles privées pour implanter la future canalisation. Il s'agit du tronçon en amont du poste de refoulement des Closades, le long de la route départementale n° 65, devant initialement être réalisé dans les

emprises des travaux de doublement de la voirie sous maîtrise d'ouvrage du Département de l'Hérault. Or, les travaux de doublement de la route départementale sont différés alors que la mise en service de l'Intercepteur est nécessaire à court terme pour les besoins d'urbanisation nouvelle de la Commune de Clapiers.

Il est ainsi proposé que les acquisitions initialement prévues par le Département de l'Hérault soient réalisées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le foncier ainsi acquis sera cédé dans un second temps au Département de l'Hérault lorsqu'il réalisera ses travaux.

Il convient par conséquent de procéder à une enquête parcellaire complémentaire pour l'acquisition foncière par voie amiable, ou au besoin par voie d'expropriation, des parcelles concernées, sur la base du périmètre de la déclaration d'utilité publique et des acquisitions foncières précisées dans le dossier préalable à la déclaration d'utilité publique.

Après avoir approuvé le dossier de demande d'ouverture de l'enquête parcellaire complémentaire, il est proposé de solliciter Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, en vue d'obtenir l'arrêté nécessaire à l'ouverture de l'enquête parcellaire complémentaire, puis de requérir le prononcé de l'arrêté correspondant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier d'enquête parcellaire complémentaire portant sur la réalisation de l'Intercepteur Est sur le secteur amont,
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, l'ouverture de l'enquête parcellaire,
- requérir à l'issue de l'enquête le prononcé de l'arrêté correspondant,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°51 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – COMMUNE DE MONTPELLIER - RUE DE FERRAN - RENFORCEMENT DU RÉSEAU D'EAU POTABLE POUR LA DÉFENSE INCENDIE - CONVENTION FINANCIÈRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. René REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Dans le cadre de la réalisation du Schéma Directeur d'Assainissement, un tronçon de l'Intercepteur Est, nouveau collecteur primaire d'eaux usées dans la vallée du Lez, est posé rues de la Draye et de Ferran sur la Commune de Montpellier. En cours de chantier, il est apparu qu'une partie de la rue de Ferran n'est pas desservie en eau potable sur le secteur compris entre les rues de Combe Caude et Aiguelongue.

En accord avec la Ville de Montpellier, il est proposé de réaliser une extension du réseau d'eau potable pour desservir les habitations riveraines existantes et de renforcer le dimensionnement de cette nouvelle conduite pour les besoins en matière de défense incendie. Ce renforcement du réseau d'alimentation en eau est compatible avec le maintien de garantie d'une eau distribuée de qualité, ses qualités sanitaires n'étant pas altérées.

Le projet consiste en la pose de 710 mètres de canalisation diamètre 100 mm. Celles-ci seront revêtues d'un matériau isolant et enrobées de béton pour assurer leur stabilité lors des travaux de la future ligne RTE (Réseau de Transport Electricité - 225 000 V) qui devrait être réalisée prochainement.

La sécurité incendie relève des pouvoirs de police du maire alors que l'alimentation en eau potable est une compétence transférée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Aussi, il convient de définir les modalités administratives, techniques et financières de réalisation du renforcement du réseau d'eau potable envisagé.

Un projet de convention a été établi à cet effet. Il stipule que les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, mais remboursés en partie par la Commune de Montpellier. Ce reversement aura lieu douze mois après la réception des travaux et son montant sera ajusté au coût réel des dépenses effectuées.

Le coût de la réalisation du réseau de desserte en eau potable a été évalué à 80 000 € H.T alors que coût de réalisation de ce réseau dimensionné pour les besoins de la défense incendie a été estimé à 124 000 € H.T. Le coût

mis à la charge de la Ville de Montpellier est donc évalué à 44 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention financière entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour le renforcement du réseau d'eau potable pour la défense incendie rue de Ferran à Montpellier
- dire que les crédits sont inscrits au budget eau potable chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°52 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – RÉHABILITATION DES CANALISATIONS D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES DANS LE CADRE DU PAE SAINT LAZARE - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. René REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Ville de Montpellier engage dans le cadre du PAE Saint-Lazare des travaux de réalisation d'un réseau d'eaux pluviales sur le secteur compris entre l'avenue de Castelnau, l'avenue Saint-Lazare, l'avenue de la Reine d'Italie, et le rond-point du Souvenir Français. A la lumière de l'état des réseaux d'eau potable et d'assainissement de ce secteur, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose de les réhabiliter à cette occasion. Compte tenu des contraintes de circulation, des caractéristiques géométriques et de l'interconnexion des deux projets, les travaux de réseaux doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et limiter au maximum la gêne aux usagers.

Dans la perspective de la réalisation de ces deux projets et dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier envisagent la création d'un groupement de commandes publiques en raison du caractère connexe des ouvrages et dans un souci d'optimisation des coûts et des conditions de réalisation des différentes opérations de travaux.

Un projet de convention constitutive de groupement de commandes a été élaboré à cet effet. La Ville de Montpellier sera désignée coordonnateur du groupement. Elle sera chargée à ce titre de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter les différents marchés. La Commission d'Appel d'Offres de la Commune sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ces marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux mis à la charge de chaque membre du groupement. Le montant d'opération engagé par la Ville s'élève à 696 000 € T.T.C. Concernant la part relative à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'estimation s'élève à 627 500 € H.T., soit 753 000 € T.T.C.

Enfin, la convention précise la répartition des missions de maîtrise d'œuvre entre chaque membre du groupement. La Ville de Montpellier dispose de son équipe de maîtrise d'œuvre interne, dite générale, de l'opération portant sur le pilotage, la coordination et la vérification des conditions d'exécution de l'ensemble des travaux objet de la convention.

Les missions de maîtrise d'œuvre pour le projet de réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement seront assurées par les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les opérations préalables à la réception des ouvrages seront réalisées conjointement.

Le montant global de cette opération, entièrement financée par les budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement est de 753 000 € T.T.C. répartis en :

- 325 800 € TTC sur le budget annexe de l'eau potable,
- 427 200 € TTC sur le budget annexe de l'assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées dans le cadre du PAE Saint Lazare,
- dire que les crédits sont inscrits aux budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de groupement de commandes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°53 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – RÉHABILITATION DES CANALISATIONS D'EAUX USÉES ET D'EAU POTABLE DANS LE CADRE DU RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE DU

PROFESSEUR FORGUE - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. René REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Ville de Montpellier engage des travaux de réaménagement de la rue du Professeur Forgue. Dans le cadre de ces travaux et à la lumière de l'état des réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées de ce secteur, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose de les réhabiliter. Compte tenu des contraintes de circulation, des caractéristiques géométriques et de l'interconnexion des deux projets, les travaux de réseaux doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et limiter au maximum la gêne aux usagers.

Dans la perspective de la réalisation de ces deux projets et dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier envisagent la création d'un groupement de commandes publiques en raison du caractère connexe des ouvrages et dans un souci d'optimisation des coûts et des conditions de réalisation des différentes opérations de travaux.

Un projet de convention constitutive de groupement de commandes a été élaboré à cet effet. La Ville de Montpellier sera désignée coordonnateur du groupement. Elle sera chargée à ce titre de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter les différents marchés. La Commission d'Appel d'Offres de la Ville sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ces marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux mis à la charge de chaque membre du groupement. Le montant d'opération engagé par la Commune s'élève à 600 000 € T.T.C. Concernant la part relative à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'estimation s'élève à 330 000 € H.T., soit 396 000 € T.T.C.

Enfin, la convention précise la répartition des missions de maîtrise d'œuvre entre chaque membre du groupement. La Ville de Montpellier dispose de son équipe de maîtrise d'œuvre interne, dite générale, de l'opération portant sur le pilotage, la coordination et la vérification des conditions d'exécution de l'ensemble des travaux objet de la convention.

Les missions de maîtrise d'œuvre pour le projet de réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées ont été confiées à un bureau d'études extérieur. Les opérations préalables à la réception des ouvrages seront réalisées conjointement.

Le montant global de cette opération, financée par les budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement, est de 396 000 € T.T.C. répartis en :

- 151 200 € TTC sur le budget annexe de l'eau potable,
- 244 800 € TTC sur le budget annexe de l'assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la réhabilitation des réseaux d'eau potable et des eaux usées de la rue du Professeur Forgue,
- dire que les crédits sont inscrits aux budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de groupement de commandes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°54 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – ORGANISMES EXTÉRIEURS - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER AU SEIN DU COMITÉ DE SUIVI DU CONTRAT DE BASSIN VERSANT DE L'ETANG DE L'OR - DÉSIGNATION

M. René REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Le Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO) et les acteurs du territoire ont souhaité engager une démarche de contrat à l'échelle du bassin versant de la lagune de l'Etang de l'Or.

Le pilotage de l'élaboration et du suivi de ce contrat est confié à un comité de suivi appelé « Comité de bassin de l'Or » qui est constitué par arrêté préfectoral.

Il est présidé par un élu, membre de ce Comité. Son secrétariat et son animation sont assurés par le SYMBO, désigné comme structure porteuse du contrat.

Le rôle du Comité est de :

- piloter l'élaboration du contrat ;
- organiser la concertation entre les acteurs du territoire durant sa phase d'élaboration et de permettre l'expression de débats entre ces acteurs, en particulier au sujet de la définition des objectifs du programme de travaux du contrat et de ses modalités d'évaluation ;
- assurer le suivi de l'exécution du contrat pour faire un point annuel des actions engagées et préparer le programme de l'année suivante ;
- organiser la communication et l'information auprès des personnes qui sont représentées à travers le Comité.

Ce comité est composé de 45 délégués répartis en trois collèges, représentant :

- les collectivités territoriales et les établissements publics locaux (23 représentants soit 51%) ;
- les usagers (16 représentants soit 36%) ;
- l'Etat et ses établissements publics (6 représentants soit 13%).

La Communauté d'Agglomération de Montpellier fait partie du premier collège. A ce titre, il convient de procéder à la désignation par voie de délibération de deux représentants de l'Agglomération qui siégeront en qualité de membres titulaires au titre du collège des établissements publics et groupements associés au Comité. Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil de communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- Monsieur René Revol,
- Monsieur Jean-Pierre Rico.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Messieurs René Revol et Jean-Pierre Rico en qualité de membres titulaires au sein du comité de suivi du contrat de bassin de l'Étang de l'Or et les autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;
- autoriser les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à siéger au sein de ce comité et accepter toute fonction dans ce cadre, y compris celle de Président
- ;- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°55 : ENVIRONNEMENT – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MARCHÉ N°3767GD14 POUR L'ACHAT ET LA MAINTENANCE DE BACS ROULANTS ET DE DISPOSITIFS DE PRÉ-COLLECTE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ

M. Cyril MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire d'un parc de conteneurs de pré-collecte (bacs roulants) des déchets ménagers et assimilés mis à disposition des usagers du service collecte. Ce parc représente environ 265 000 bacs pour un volume de 46 000 m³. Afin d'assurer les nouvelles dotations et la maintenance des conteneurs, un marché a été conclu avec la société Temaco pour une durée de 3 ans à compter du 25 avril 2012, Un nouvel appel d'offres doit donc être lancé en application des articles 33 alinéa 3, 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics afin d'assurer la continuité des prestations d'achat et maintenance des bacs roulants et dispositifs de pré-collecte des déchets sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le marché à lancer, sans variante ni prestation supplémentaire, comprend un lot unique et sera conclu pour une nouvelle période de 3 ans, hors période de préparation (4 semaines maximum) à compter du 25 avril 2015..

Les principales prestations objet du marché sont les suivantes :

- achat, mise en place et maintenance de bacs de collecte en porte à porte pour les déchets ménagers résiduels (bac à couvercle gris), pour les déchets recyclables secs (bacs à couvercle jaune), les biodéchets (bacs à couvercles orange), les papiers de bureau (bacs à couvercle bleu) ;
- achat, mise en place et maintenance de dispositifs spécifiques de pré collecte : postes fixe-bacs, abris à bacs,... ;
- enquêtes et informations du public au moment de la mise en place des bacs roulants.

Le marché à intervenir est à prix unitaires tant sur les fournitures que sur les prestations de maintenance (facturées au m3 de conteneurs par an) ou d'enquêtes et informations des usagers préalables à la dotation. Le budget annuel actuel est de 1 500 000 euro H.T. Les montants totaux minimum et maximum sur la durée du marché sont fixés respectivement à 3 500 000 euro H.T. et 8 000 000 euro H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de lancer un appel d'offres pour la passation d'un marché portant sur l'achat et la maintenance de bacs roulants et de dispositifs de pré-collecte des déchets ménagers et assimilés,
- dire que les crédits correspondants seront inscrits aux budgets 2015 et suivants de la Communauté d'Agglomération, aux chapitres 908 et 928,
- autoriser la signature du marché tel que défini ci-dessus, avant l'engagement de la procédure de passation conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à prendre toute décision relative à l'exécution de ce marché et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°56 : ENVIRONNEMENT – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MARCHÉ N°3775GD14 POUR L'ACQUISITION DE BENNES AMOVIBLES ET ARMOIRES DE STOCKAGE DES DÉCHETS DIFFUS SPÉCIFIQUES POUR LES DÉCHÈTERIES DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ

M. Cyril MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exploite vingt déchèteries (Points Propreté) dans le cadre de sa compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés ». Ces installations permettent aux usagers de déposer tous les déchets ne pouvant être collectés en porte à porte (inertes, ferrailles, encombrants, végétaux, bois, déchets toxiques, ...). Elles accueillent en moyenne 82 000 tonnes de déchets par an, recyclés ou valorisés à plus de 70 %. Le dépôt et l'évacuation des déchets vers les exutoires adaptés à chaque catégorie de déchets se fait au moyen essentiellement d'un parc de 210 bennes métalliques amovibles également propriété de la Communauté d'Agglomération.

Afin d'assurer le bon fonctionnement des déchèteries, l'Agglomération se doit de posséder des bennes en quantité adaptée. La durée de vie de ce type de matériel est d'environ 10 ans. De ce fait, le nombre estimatif de bennes à acheter annuellement en renouvellement de parc est d'environ une vingtaine d'unités. Les bennes doivent être renforcées afin de pouvoir supporter une compaction par rouleaux tasseurs et être équipées de filets anti envol. Les volumes des bennes seront de 10, 30 et 40 mètres cube.

Par ailleurs, la collecte des déchets diffus spécifiques (DDS) par le nouvel éco organisme Eco DDS agréé par les pouvoirs publics pour la reprise, le traitement et la valorisation des DDS des ménages dans le cadre d'une nouvelle filière dite à « responsabilité élargie du producteur », nécessite, pour leur entreposage en déchèteries, l'acquisition d'armoires métalliques renforcées aménagées en réponse aux spécifications techniques de l'éco organisme. Il convient donc d'en équiper les déchèteries.

Le marché n°2871GD12 « Acquisition de Bennes renforcées amovibles ouvertes avec filets de protection pour les Points Propreté de l'Agglomération de Montpellier », conclu à ces effets avec la Société TAM pour une année renouvelable deux fois, n'a pu être reconduit pour sa troisième année d'exécution. En effet l'entreprise se trouve être en situation de redressement judiciaire et toujours en période d'observation, donc dans l'incapacité d'apporter les garanties administratives et financières nécessaires sur une période complète d'un an. Un nouvel appel d'offres doit être lancé en application des articles 33 3° al, 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics afin d'être en mesure d'assurer le bon état général du parc de bennes. Il permettra en outre, s'agissant de fournitures de qualités et de factures identiques aux bennes de déchèteries, de faire l'acquisition d'armoires métalliques pour l'entreposage des DDS.

Le marché sera passé pour une 1^{ère} période courant de sa notification au 31 décembre 2015, durée renouvelable de façon expresse 3 fois par périodes d'un an. Il s'agit d'un marché à bons de commande pour un montant annuel minimum de 150 000 € H.T. et pour un montant annuel maximum de 550 000 € H.T. Les prestations seront rémunérées par application des prix unitaires du Bordereau des Prix.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider le lancement de l'appel d'offres pour la passation d'un marché portant sur l'acquisition de bennes amovibles ouvertes avec filets de protection et d'armoires de stockage des déchets diffus spécifiques,
- dire que les crédits correspondants seront inscrits aux budgets 2015 et suivants de la Communauté d'Agglomération, chapitres 908 et 928,
- autoriser, avant l'engagement de la procédure de passation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Président à signer le marché tel que défini ci-dessus ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°57 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - CONTRAT DE REPRISE DES MATÉRIAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Cyril MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, compétente en matière de collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés, gère vingt déchèteries appelées «Points Propreté (PP)».

En 2013, ces Points Propreté ont accueilli 81 079 tonnes de déchets dont près de 70% ont été recyclés.

Parmi ceux-ci, les filières de responsabilités élargies des producteurs (REP) assurent la reprise et la valorisation de certaines catégories de déchets tels que les déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E), les déchets diffus spéciaux des ménages (DDS) et les déchets d'équipements d'ameublement (DEA).

Pour les matériaux non pris en charge par les REP, la Communauté d'Agglomération de Montpellier organise des procédures de mise en concurrence afin d'en assurer les meilleures conditions technico économiques de reprise et négoce.

Dans ce cadre, une consultation ayant pour objet la reprise et le négoce des ferrailles issues des points propreté (déchetteries), du tri des encombrants collectés en porte à porte, ainsi que de la mise au rebut du mobilier des panneaux de jalonnement a été initiée le 17 juillet 2014. Les prix de reprise des matériaux seront indexés sur le cours des mercuriales proposées par le titulaire, avec fixation d'un prix « plancher » minimal.

A la date limite de remise des offres fixée au 18 août 2014 à douze heures, 3 plis ont été enregistrés émanant des sociétés GDE, sise chemin de l'Engarran, 34880 Laverune, SITA sud, sise BP 7216, Rue Antoine Bequerel, 11782 Narbonne cedex et Saint Pierre exploitation SAS, sise 150 rue du mas de Bringaud, 34070 Montpellier.

Après analyse des candidatures, le dossier de la société St PIERRE, incomplet, a été déclaré irrégulier. Les dossiers de candidature des sociétés SITA SUD et Guy Dauphin Environnement (GDE) ont été déclarés conformes.

A l'issue de l'analyse des offres menée selon les critères de choix définis par le règlement de la consultation, la proposition de la société GDE a été déclarée la plus avantageuse. Les prestations débiteront dès la notification du contrat pour une durée d'un (1) an renouvelable deux (2) fois pour une durée identique, soit trois (3) ans maximum.

Les montants planchers de reprise sont fixés à 85 euros par tonne pour la ferraille et 390 euros par tonne pour l'aluminium issu de la signalétique.

Ces prix planchers seront susceptibles d'évoluer à la hausse en fonction de l'évolution des prix de reprises en vigueur (mercuriales).

A titre d'information, 1199 tonnes de ferrailles et d'aluminium ont été valorisées du mois de janvier 2013 au mois de mars 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de contrat à conclure avec la société GDE pour la reprise des matériaux issus des filières de collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits en recette au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au chapitre 928 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer ce contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°58 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – ÉTUDE DU PLAN LOCAL DE DÉPLACEMENTS DE LA COMMUNE DE SAINT JEAN DE VÉDAS - CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Isabelle GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération du 19 juillet 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé son Plan de Déplacement Urbain (PDU) 2010-2020. Véritable outil stratégique intégré au Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) approuvé le 17 février 2006 et actuellement en cours de révision, le PDU définit une stratégie générale visant à planifier les principes organisationnels des transports des personnes et des marchandises, de la circulation et du stationnement dans le périmètre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ; les objectifs majeurs poursuivis consistant à maîtriser le trafic automobile et encourager les « écomobilités ».

Faisant suite à cette approbation, les Plans Locaux de Déplacements (PLD) ont vocation à préciser de manière opérationnelle, les orientations du PDU à l'échelle communale, en programmant des actions adaptées aux spécificités du territoire, et compatibles avec les objectifs du PDU. Ces démarches permettent une analyse conjointe des enjeux liés à chaque mode de déplacement et à leurs interactions : transports collectifs, voiture individuelle, vélo, marche à pied... De plus, les PLD définissent des orientations affinées sur les questions de réglementation du stationnement, de la circulation, des livraisons, etc., en lien direct avec le pouvoir de police du Maire. Les PLD établissent un programme d'actions à court, moyen et long terme, destiné à faciliter l'émergence de projets et accélérer leur mise en œuvre. Il s'agit d'orienter et de coordonner les différentes interventions des communes en matière de déplacements et de gestion des besoins de mobilités, via la programmation d'actions adaptées aux enjeux et spécificités locales. L'objectif est d'aboutir à la rédaction d'un document de planification local permettant d'articuler finement et de mettre en cohérence, les enjeux d'urbanisme et de mobilité, notamment au travers des PLU et des projets d'aménagements urbains.

Au travers de ce dispositif, l'objectif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est ainsi d'encourager l'évolution des comportements et des pratiques de mobilité, notamment via le déploiement d'offres de déplacements alternatives à l'automobile et la mise en œuvre d'actions favorables aux écomobilités, en jouant des multiples possibilités offertes par les modes alternatifs (qu'il s'agisse des modes actifs, marche à pied et vélo, ou des transports publics).

Afin de faciliter la prise en compte de ces objectifs essentiels et la mise en œuvre coordonnée des grands projets portés par les documents de planification, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite accompagner la démarche d'élaboration du Plan Local des Déplacements de la commune de Saint Jean de Védas.

Depuis plus de trente ans, la Commune de Saint Jean de Védas connaît une augmentation importante de sa population qui se traduit par un étalement des zones urbanisées résidentielles ainsi que des zones d'activités économiques, en bordure des axes routiers. Lancée au premier semestre 2013, la ZAC Roque Fraisse (1 750 logements), intégrée à un site stratégique identifié au SCOT, est un des exemples d'une urbanisation maîtrisée. Toutefois, sa réalisation impactera à terme les conditions de circulation déjà difficiles localement du fait du poids des flux de transit venant s'ajouter aux besoins locaux de circulation. Dans ce contexte de « ville traversée », plusieurs projets d'infrastructures liés à la réalisation du système de déplacements multimodal de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont programmés, et vont venir s'inscrire dans le territoire de Saint Jean de Védas au cours des prochaines années. L'engagement de la commune de Saint Jean de Védas dans la démarche PLD doit ainsi être accompagné par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette démarche d'étude spécifique justifie l'attribution d'un fond de concours à hauteur de 25 % du coût global des marchés d'études engagés, dans la limite d'un plafond de 12 500 €. Cette participation s'inscrit dans la mise en œuvre de projets d'aménagements urbains ayant fait l'objet d'études partenariales et engageant la réalisation d'équipements.

Il y a lieu de formaliser le versement de ce fonds de concours par la signature d'une convention avec la commune bénéficiaire. Celle-ci précise notamment les objectifs des politiques urbaines poursuivies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et prévoit les modalités de versement du fonds de concours en fonction de l'atteinte de ces objectifs dans la mise au point du projet de PLD.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à la Commune de Saint Jean de Védas d'un fonds de concours à hauteur de 25% du coût global des marchés d'études engagés, dans la limite d'un plafond de 12 500 € ;
- dire que le versement de ce fonds de concours est conditionné à la signature d'une convention avec la Commune bénéficiaire ;
- dire que les crédits sont inscrits au Budget Primitif 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de fonds de concours ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°59 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE DE LA QUATRIÈME LIGNE - COMMISSION D'INDEMNISATION À L'AMIABLE - MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION - APPROBATION

Mme Isabelle GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Dans le cadre des travaux du bouclage de la ligne 4 du tramway, le Conseil de Communauté a, par délibération n°11815 du 24 septembre 2013, décidé la création d'une Commission d'Indemnisation à l'Amiable (CIA).

Cette commission permet d'instruire les demandes et d'indemniser, dans un cadre légal, à l'amiable et dans des délais plus courts que ceux résultant d'une procédure contentieuse, les professionnels riverains concernés par des préjudices vérifiés qui pourraient leur être causés à l'occasion des travaux.

Par délibération n°12448 du 31 juillet 2014, le Conseil de Communauté a désigné les représentants, à la CIA de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ainsi qu'une personnalité compétente titulaire et suppléante.

Il convient de remplacer Monsieur Gérard BORRAS, Président honoraire de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, précédemment désigné tant que personnalité compétente suppléante.

A ce titre, il convient de procéder à la désignation d'un représentant de l'Agglomération appelé à siéger en qualité de personnalité compétente suppléante.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil de communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation du représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose la désignation suivante :

-Monsieur Bernard MICHEL

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Monsieur Bernard MICHEL personnalité compétente suppléante de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable de la Ligne4 et l'autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°60 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER III - APPROBATION

Mme Isabelle GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

La démocratisation de l'usage de l'automobile a certes permis de faciliter les déplacements, mais elle a également contribué à l'accélération de l'étalement urbain le long des faubourgs, puis des banlieues périphériques. Les conséquences qui découlent sur l'usage de la voiture particulière, le plus souvent utilisée de manière individuelle, sont perceptibles par tous : augmentation des distances quotidiennes parcourues, allongement des temps de parcours, saturation des grands axes à l'heure de pointe, consommation d'espace accrue, dégradation de la qualité de l'air, insécurité routière ...

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé en 2006, actuellement en cours de révision, témoigne de la prise de conscience de la nécessité de limiter cette consommation d'espace, tout en fixant des limites claires et durables aux extensions urbaines qualifiées de « stratégiques ». S'inscrivant dans la continuité des ambitions du SCoT, le Plan de Déplacements Urbains (PDU) approuvé en 2012 ambitionne d'articuler « transport » et « urbanisme », en rééquilibrant la part de la voiture avec celle des transports publics et des modes actifs (piétons, cyclistes). Pour cela, le PDU définit une stratégie d'organisation du transport des personnes et des marchandises à l'horizon de 2020 qui repose sur trois axes : construire la ville des courtes distances, accélérer la transition vers de nouvelles mobilités en limitant le réflexe automobile, déployer une offre de transport intermodale à l'échelle de la métropole.

Il s'agit donc pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, d'agir sur l'aménagement de la ville et des

espaces publics, tout en renforçant l'attractivité des transports publics, afin de donner des signaux destinés à réguler les comportements de mobilité. Cette stratégie a gagné en visibilité ces dernières années : réalisation d'un réseau de quatre lignes de tramways, piétonisation, offre de location de vélos, encouragement de l'intermodalité, mixité des fonctions urbaines dans les nouveaux quartiers ...

C'est dans ce contexte que s'inscrit, le partenariat établi depuis 2012 entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et, le Master « Mobilité spatiale et Aménagement » de l'Université Montpellier III Paul Valéry. Il s'agit, pour les services de l'Agglomération, de suivre et encadrer un projet tuteuré des étudiants consacré cette année à l'étude de la mobilité scolaire sous l'angle des usages et des temporalités.

Premiers usagers des réseaux de tramways et de bus proposés par l'Agglomération, les populations scolaires (collégiens et lycéens), par nature composées d'utilisateurs largement captifs des transports publics, exercent aujourd'hui une forte influence sur la structuration, l'organisation, et la gestion de l'offre de transports publics. L'étude des flux et des temps de déplacement entre domiciles et établissements scolaires en utilisant les transports en commun est un élément clé pour mieux appréhender les comportements de mobilité des jeunes au quotidien, et ce d'autant plus qu'ils conditionnent aussi les futures pratiques de mobilité. Les liens entre rythmes et flux scolaires d'une part et desserte par les transports publics d'autre part sont aussi stratégiques pour améliorer la gestion de notre offre de transport.

Cette collaboration renouvelée est une opportunité de renforcer les liens et les connaissances mutuelles entre l'Université et Montpellier Agglomération, donnant aux étudiants de ce Master la possibilité d'analyser « in situ », le fruit de leurs apprentissages. La Communauté d'Agglomération de Montpellier bénéficiera d'une expertise en termes d'aménagement de très bon niveau. Ce partenariat et l'étude qui sera réalisé contribueront ainsi à une meilleure connaissance de la mobilité scolaire, utile à l'élaboration du schéma directeur transports.

Ce projet tuteuré se matérialise sous la forme d'une convention de partenariat entre l'Université de Montpellier III et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Dans le cadre de ce partenariat et de l'étude à mener, l'Agglomération de Montpellier alloue à l'Université de Montpellier III une dotation de fonctionnement à hauteur de 1 000 € net de taxes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de partenariat avec l'université de Montpellier III,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 928 du budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°61 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – CONVENTION DE FINANCEMENT DE LA RÉALISATION DU FRANCHISSEMENT DE L'AUTOROUTE DÉPLACÉE ET ÉTUDE DU FRANCHISSEMENT DE L'AUTOROUTE EXISTANTE AVEC AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Isabelle GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Le sud de l'Agglomération de Montpellier fait aujourd'hui l'objet de plusieurs grands projets d'infrastructure dont le déplacement de l'autoroute A9 par Autoroutes du Sud de la France (ASF), concessionnaire pour le compte de l'Etat.

Le rétablissement des circulations de part et d'autre de l'autoroute déplacée, au droit du pôle multimodal Montpellier Sud de France, doit être prévu pour ne pas enclaver ce secteur et permettre un lien avec la Ville et ses évolutions futures. Il en est de même pour le franchissement de l'A9 actuelle.

D'autre part, une réalisation de l'ouvrage déplacée après la mise en service de cette dernière, induirait des surcoûts considérables liés aux contraintes d'intervention sur une autoroute en exploitation.

ASF, exploitant de l'autoroute A9 et concessionnaire de l'autoroute A9 déplacée, est l'opérateur le plus pertinent pour étudier concomitamment les deux ouvrages de franchissement dans le respect des contraintes liées à l'exploitation d'une autoroute en service et celles d'une autoroute en construction. Il est donc proposé de confier à ASF les études de ces ouvrages ainsi que la réalisation de l'ouvrage de franchissement de l'A9 déplacée dans le cadre des travaux en cours afin d'en minimiser le coût.

La convention proposée a pour objet de définir les conditions financières dans lesquelles la Communauté d'Agglomération de Montpellier participera à la conception de ces ouvrages et à la réalisation de l'ouvrage sur l'A9 déplacée.

ASF assurera l'ensemble des prérogatives et responsabilités inhérentes à la maîtrise d'ouvrage, à l'exception du financement du projet (études et travaux), dont la charge incombe intégralement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à assurer le financement de ces études et travaux pour un montant indicatif prévisionnel de 6 millions d'euros H.T., soit 7,2 millions d'euros T.T.C., hors acquisitions foncières.

L'Agglomération de Montpellier sollicitera toutes les subventions possibles pour ces travaux notamment dans le cadre du futur Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2014/2020 et du 3^{ème} appel à projets TCSP.

Les travaux seront engagés après accord formel de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ce coût sera ensuite précisé après attribution des marchés de travaux sur la base d'un rapport à remettre par ASF à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le coût définitif sera établi à l'achèvement des opérations.

Les acquisitions foncières nécessaires à la réalisation du projet seront effectuées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'ouvrage réalisé restera propriété de l'Etat qui en assurera l'entière gestion et les équipements de surface seront remis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, gestionnaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de financement avec ASF,
- demander à l'Etat et à la Région Languedoc Roussillon d'intégrer cette question dans les financements du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) pour la période 2014-2020 ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°62 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE - AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE PARTENARIAT ET D'OBJECTIFS « SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DE L'AIR - DISPOSITIF DE SURVEILLANCE ET D'INFORMATION MONTPELLIER AGGLOMÉRATION » AVEC AIR LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Isabelle GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°5860 du 28 avril 2004, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier et l'enveloppe financière prévisionnelle.

La mise en service de cette 3^{ème} ligne de tramway et de la 4^{ème} ligne partielle, est intervenue en avril 2012.

La Loi d'Orientation sur les Transports Intérieurs (dite LOTI) de 1982, prévoit que, 3 ans après la mise en service d'une ligne de tramway, les impacts de cette opération soient mesurés.

Par ailleurs, la convention signée avec l'Etat (via l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France - AFITF) pour le financement de la 3^{ème} ligne de tramway, pour un montant de 82,6 millions d'Euros, prévoit qu'un pré-bilan soit adressé à l'Etat pour solliciter le paiement du solde de la subvention.

Parmi les items à traiter dans le cadre de ce bilan figurent les incidences de l'opération sur la qualité de l'air.

Par délibération n°10568 du 20 décembre 2011, le Conseil de Communauté a autorisé la signature d'une convention de partenariat avec Air Languedoc-Roussillon afin de contribuer au suivi et à l'évaluation des incidences du Plan de Déplacements Urbains ainsi que, de manière plus ciblée, d'opérations de tramway ou de nouveaux plans de circulation, sur la qualité de l'air.

Cette convention prévoit que « Montpellier Agglomération pourra confier à Air LR des actions spécifiques d'intérêt général complémentaires aux missions [générales de surveillance de la qualité de l'air] ; selon leur ampleur, ces actions donneront lieu ou non à la signature d'avenants aux modalités financières propres ».

Le projet d'avenant n°1 a pour objet de confier à Air Languedoc-Roussillon une mission particulière de mesure des incidences de la mise en service de la 3^{ème} ligne de tramway et de la 4^{ème} ligne partielle sur la qualité de l'air ; mesures qui contribueront à l'élaboration du bilan au titre de la Loi d'Orientation sur les Transports Intérieurs

(dite LOTI) de 1982.

Elle consiste dans l'ajout de points de mesure sur le tracé des lignes de tramway et, si besoin, en la réalisation de modélisations.

Cette mission s'intègre dans l'importante campagne de mesure, sur l'agglomération montpelliéraine, dans le cadre du programme régional de surveillance de la qualité de l'air.

La participation financière de la Communauté d'Agglomération à cette étude est fixée à 4 100 € pour la livraison des résultats des mesures et 4 100 € pour la modélisation (prix fermes et hors du champ d'application de la TVA).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 à la convention de partenariat et d'objectifs « Surveillance de la qualité de l'air
- Dispositif de surveillance et d'information Montpellier Agglomération » avec Air Languedoc-Roussillon,
- dire que les crédits nécessaires à cette dépense sont inscrits au budget communautaire, au chapitre 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°63 : PROXIMITÉ ET RELATIONS USAGERS – GESTION DES TEMPS - RENOUVELLEMENT DE L'ADHÉSION À L'ASSOCIATION TEMPO TERRITORIAL

M. Laurent JAOU, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Proximité et relations usagers, rapporte :

L'association Tempo Territorial a été créée en 2002 pour promouvoir les politiques temporelles en France.

Les objectifs de cette association nationale sont :

- de construire un lieu d'échange et de capitalisation d'expériences ;
- d'intégrer la dimension temporelle à des échelles pertinentes dans les domaines du développement économique, des transports, de l'action culturelle et sportive, de l'aménagement du territoire, etc. ;
- de favoriser le débat public sur la gestion des temps en France et en Europe, entre pouvoirs publics, entreprises, habitants, salariés, usagers.

Sur la période 2013-2014, les actions conduites par l'association sont les suivantes :

- organisation de plusieurs colloques thématiques, dont entre autre : « services publics quelle accessibilité », « temps, travail des acteurs de la santé », « Articulation des temps de vie, nouvelles organisations du travail : une utopie en marche ? »... ;
- publications : lettre d'information, actes des colloques, livret de capitalisation ;
- interventions dans des colloques, contribution au rapport d'information du sénat sur les politiques temporelles ;
- organisation de groupes de travail thématiques : échanges méthodologiques, idées, capitalisation sur « urbain-rural » « formation » ;
- organisation de 2 rencontres avec le réseau européen, Tempo Territorial animant maintenant le réseau ;
- organisation de formations.

Ce réseau permet d'alimenter le travail local mené par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de faire remonter certaines préoccupations locales au niveau national et de promouvoir les actions de la Communauté d'Agglomération de Montpellier menées dans ce domaine.

C'est dans ce contexte que la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite renouveler son adhésion à cette association. Le montant annuel de l'adhésion s'élève à 3 000 € T.T.C. Celle-ci sera ensuite reconduite expressément.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'association TEMPO Territorial pour l'année 2014 ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier 2014, chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°64 : PROXIMITÉ ET RELATIONS USAGERS – DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT POUR L'ACQUISITION D'ENVIRON 250 TRANSMETTEURS TÉLÉ-ALARME - APPROBATION

M. Laurent JAOUL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Proximité et relations usagers, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences, la Communauté d'Agglomération de Montpellier offre aux personnes âgées ou aux personnes en état de dépendance la possibilité de bénéficier de transmetteurs de téléalarme à leur domicile. Cette prestation contribue à leur maintien à domicile.

Une dotation de 45 000 € est inscrite au budget primitif 2014 pour l'acquisition de transmetteurs. Cette dotation devrait permettre l'acquisition d'environ 250 appareils supplémentaires.

Le règlement d'aide du Département de l'Hérault prévoit l'attribution de subventions pour l'acquisition de ce type de matériel.

Il est proposé au Conseil de Communauté de solliciter une subvention auprès du Département de l'Hérault pour l'acquisition de deux cent cinquante transmetteurs supplémentaires de téléalarme dans le cadre des prévisions budgétaires de l'exercice 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter une subvention du Département de l'Hérault pour l'acquisition de deux cent cinquante transmetteurs de télé-alarme ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 901 114 article 1313 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°65 : ESPACE PUBLIC – JALONNEMENT - MARCHÉ N°3777 TV 14 - ÉTUDES DE JALONNEMENT SUR LE TERRITOIRE DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - LANCEMENT DE LA PROCÉDURE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Rabii YOUSSEF, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Espace Public, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence voirie, la Communauté d'Agglomération de Montpellier assure sur l'ensemble de son territoire la mise en place et la gestion des équipements de jalonnement directionnel en cohérence avec les schémas de jalonnement existants.

Pour assurer ses missions la Communauté d'Agglomération de Montpellier fait appel aux services d'un bureau d'étude spécialisé pour procéder à des études d'assistance technique dans le domaine du jalonnement et des déplacements.

Le marché correspondant arrive à terme le 5 juin 2015 (où plus tôt si le montant maximum prévu au contrat est atteint avant).

Il convient donc de lancer une nouvelle procédure sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application du Code des Marchés Publics, pour les années 2015 à 2018. Ce marché prendra effet à compter de l'ordre de service prescrivant le commencement d'exécution des prestations, dès achèvement du contrat actuel, ce qui garantira la continuité du service. Ce nouveau marché sera conclu pour une 1^{ère} période courant jusqu'au 31 décembre 2015, durée renouvelable de façon expresse 3 fois par périodes d'une année.

L'exécution de ces prestations sera réalisée dans le cadre d'un marché à bons de commande sans maximum ni minimum, à prix unitaires, en application de l'article 77 du Code des Marchés Publics.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert du marché n°3777 TV 14 relatif à l'étude du jalonnement sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits correspondant seront inscrits au budget 2015 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aux chapitres 908 et 928,
- autoriser, avant l'engagement de la procédure de passation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché ainsi que tout autre document relatif à cette affaire et prendre toute décision relative à son exécution.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°66 : HORS COMMISSION – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA MANIFESTATION MEDIALAB SESSION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Adaptée des concepts des hackathons, startup weekend ou game jam, la Medialab Session est un concours permettant à des équipes composées de plusieurs profils (journaliste, designer, développeur) de construire en 2 jours un concept de nouveau media qui est présenté en fin de session sous forme de pitch (présentation rapide). Les réflexions portent sur le contenu rédactionnel et la production des contenus et articles, sur les vecteurs de diffusion et sur les business models.

Après Paris, Bruxelles et Nantes, la 4ème Medialab Session se déroulera du 10 au 12 octobre 2014 à Montpellier, organisée par des journalistes et consultants locaux et par une association Lahoda Prod basée à Nantes. Cette manifestation sera hébergée dans les locaux de la pépinière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Cap Omega.

Dans le secteur des media, fortement impacté par la transition numérique et qui fait face à des enjeux énormes - crise des medias traditionnels, modèles d'affaires instables pour les nouveaux medias -, un concours comme la Medialab Session favorise les collaborations et les démarches innovantes et peut apporter de nouveaux éclairages à ce secteur. Cette manifestation rentre donc dans le champ des actions locales liées à la French Tech.

Une subvention de 1 000 euros est proposée pour soutenir l'organisation de la manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention de 1000 euros, à l'association Lahoda Prod pour l'organisation de la Medialab Session de Montpellier, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution de subvention,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2014, chapitre 929,
- autoriser M. le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°67 : HORS COMMISSION – PARTICIPATION AU WORKSHOP VILLE INTELLIGENTE ORGANISÉE PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE - FINANCEMENT DU DÉPLACEMENT À BRUXELLES - APPROBATION

Mme Chantal MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Le projet Cité intelligente initié par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été reconnu par la Commission européenne comme faisant partie des territoires européens engagés dans des projets smart cities.

La Commission Européenne entend développer un cluster réunissant ces territoires afin de favoriser les échanges et de créer des conditions favorables au montage de projets. L'objectif pour la Commission est de gagner en efficacité dans la mise en œuvre des projets, de faciliter les partenariats et de susciter de nouvelles opportunités au plan économique.

Dans ce cadre, la Commission européenne prévoit un Workshop "European Innovation Partnership on Smart cities" le 8 octobre à Bruxelles qui réunira les territoires innovants en matière de ville intelligente.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite participer à ce workshop.

Le cout maximal de ce déplacement pour un technicien est estimé à 1 000 euros T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la participation d'un agent au Workshop Ville intelligente organisée par la Commission européenne,
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.